

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE - Nº 12998 - 4,50 F

Fondateur: Hubert Beuve-Mèry

Directeur : André Fontaine

MERCREDI 12 NOVEMBRE 1986

Camille Sontag et Marcel Coudari remis, à Damas, à des émissaires du gouvernement

L'Iran laisse à la Syrie le bénéfice de la libération de deux otages français

Au compte-gouttes

600

....

C amille Sontag et Mercel Coudari, en retrouvant la liberté, rallument un peu l'espoir de voir enfin se résoudre un problème qui obère toute le politique française au Proche-Orient depuis des mois. Mais ces libérations au compte-gouttes auxquelles Paris affirmait, il y e peu encore, s'opposer laissent un goût d'amertume tant elles ntendent de marchandages futurs. Le geste que la France attendait pour signer l'accord franco-iranien pour le remboursement des 330 millions de dollars est venu. Mais à quel prix l'Iran négociera-t-il le sort des cinq autres Français détenus ? Brutale, la question ne peut être esquivée.

Le commentaire louangeur de le radio iranienne rendant hommage à la « politique intelligente » du premier ministre ne nisso pas de doute à cet égard. « La France a rempli plusieurs conditions posées par l'Iran, et des négociations continuent commentateur, laissent enterdre clairement que l'iran est bien to pertonaire principal date la libération des otages.

tombe, en tout cas, à point pour Paris comme pour Damas. M. Chirac peut espérer voir ainsi balayés les remous suscités par ses déclerations au « Washington Times ». Radio-Téhéran a également noté que le premier ministre s'efforçait d'améliorer les relations avec certains Etats qui jouent un rôle politique dens la région, comme la Syrie, l'Iran se payant ainsi le koce de donner quelques miettes à son silié syrion en difficulté. En laissant à Dames l'exploitation médiatique de cette affaire, la République islamique kai effre l'occasion de remercier le gouvernement fran-çais, qui, depuis le rupture entre Londres et Damas, multiplie les déclerations et les gestes positifs à son égard. En même temps, il faut reconnuître que le président Assad avait ces dernières semaines adressé plusieuru mises en garde à Téhéran pour obtenir ces libérations, bien nécessaires en un moment où il savait son pays au banc des accusés de l'Europe des Douze. La réunion de Londres constitue à cet égard un demi-succès pour Dames, les mesures qu'elle a adoptées n'ayant que peu de portée pratique.

De toute façon. le président syrien vient d'apporter la preuve qu'il reste un partenaire indispensable dens la région : c'est ce qu'a dit ces temps-ci avec de plus en plus de netteté M. Chirac. Sans vouloir minimiser te résultat obtenu, il reste que la France, plus que jamais, apparaît prise dens un jeu qu'elle ne contrôle que très per-

Le sort des cinq Français qui demeurent toujours dans les geòles libenaises constituera. quoi qu'il en soit, un test de la capacité de Paris à poursuivre sans se renier de difficiles tractations avec des partenaires qui entendant bien se faire payer

L'ambassadeur de France à Damas, M. Alain Grenier, et trois émissaires du gouvernement venus de Paris se sont rendus ce mardi 11 novembre en fin de matinée au ministère syrien des affaires êtrangères pour prendre en charge les deux otages – MM. Camille Sontag et Marcel Coudari – libérés la nuit précédente à Beyrouth.

DAMAS de notre envoyé spécial

Alors qu'on attendait la libération des deux membres d'une équipe d'Antenne 2, MM. Jean-Louis Normandin et Augel Cornea, les orages français relâchés lundi à Beyrouth et arrivés le mardi 11 novembre à Damas sont MM. Camille Sontag (quatre-vingt-cinq ans) et Marcel Coudari (cinquante-quatre ans). Un très vieux monsieur, cheveux tout blancs, soutenu de chaque côté, gravissant péniblement les marches du péron, et qui n'a dit mot, suivi d'un homme grisonnant le regard perdu, qui n'a rien dit d'autre que «Je vals blen»: tols sont apparut les deux otages que la France vient de récupérer par l'intermédiaire de la Syrie.

La restitution s'est faite au minis-tère des affaires étrangères où les deux ressortissants français sout arrivés à 10 h 15, au lendemain du jour où l'Organisation de la justice révolution un iru (OJR) avait annoncé à Beyrouth-Ouest que « cer-tains détenus » français allaient être libérés dans les quarante-huit heures. Le suspense a été entretenu jusqu'à la dernière minute.

L'ambassadeur de France à Bey-routh, M. Christian Graeff, avait été convoqué par les ravisseurs à l'hôtel Beautivage dans le secteur musul-man de la capitale libanaise pour venir récupérer les otages. En fait, l'ambassadeur s'est bien rendu en convoi blindé dans la partie ouest de Beyrouth mais il s'est installé dans l'annexe de l'ambassade de France

Le ministère des affaires étrangères dans un communiqué publié ce jour « remercie les autorités syriennes pour la part qu'elles ont prise » dans cette libération. L'Iran, de son côté, fait clairement comprendre qu'il est le partenaire principal dans la libération des otages, mais laisse le bénéfice de cette opération à la

> et a délégué un de ses collaborateurs au Beaurivage. Tous deux attendi-rent en vain. A l heure du matin, leur convoi regagna Beyronth-Est en trombe, et sans les otages, qui ont, apparemment, été directement transférés à Damas,

Quand ils apparareut mardi matin dans la capitale syrienne, la surprise fut grande : ce n'étaient pas les otages que l'on escomptait. Les deux journalistes d'Antenne 2 étaient considérés comme les «libérés probables», tout simplement parce que l'OJR est le mouvement qui avait revendiqué leur enlèvement et remis en liberté leurs deux camarades.

LUCIEN GEORGE. (Lire nos informations page 16.)

Prisons privées : 15 000 places

Un arbitrage du premier ministre a réduit les ambitions de M. Chalandon, qui souhaitait construire vingt-cinq mille places PAGE 16

Tension au Tchad

N'Diamena accuse la Libye de bombarder des localités du Nord PAGE 4

La visite privée de M. Botha en France

> Seul un sous-préfet... PAGE 4

Un entretien avec le président de la Société française de production

La SFP, qui va être entièrement privatisée. « doit désormais faire face à la concurrence » PAGE 12

Le Monde

SCIENCES

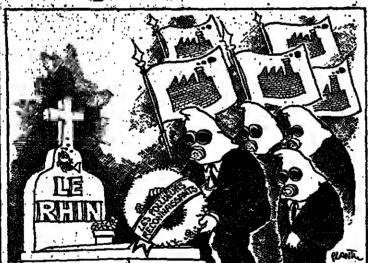
L'accélérateur de particules de Grenoble

Page 8

Le sommaire complet se trouve page 16

Une catastrophe écologique

L'Europe au chevet du Rhin



Les ministres de l'environnement ouest-allemand, français, nécriandais et suisse ont décidé de se rémir, mercredi 12 novembre, à Zurich, pour discuter des conséquences de la pollution du Rhin et du stockage, jugé « illé-gal », de matières dangereuses dans les entrepôts incendiés de

de notre envoyé spēcial

Dix jours après l'incendie de la Toussaint, l'entreprise Sandoz de Schweizerhalle est encore un champ de bataille : empilement de fûts rouillés par le feu et l'eau, sacs de plastique emplis d'une pâte blanche à demi-communée. sol rougi par les colorants, le tout prisonnier d'un enchevêtrement de poutrelles métalliques, qui ont fondu comme beurre. Perchés sur les pans de toitures branlantes. des ouvriers, munis de masques à gaz, s'emploient à démonter la converture de fibro-eiment. D'autres, hissés dans des nacelles par d'énormes engins de levage, découpent les poutrelles au chalumeau, sous le regard attentif des pompiers, qui se tiennent prêts à éteindre tout nouvel incendie. Sur le chantier plane une forte odeur

sonfrée, qui prend à la gorge... « Nous avons travaillé samedi et dimanche », précise un respon-sable du matériel, venu inspecter le chantier à vélo - c'est ainsi qu'on se déplace couramment dans les 40 hectares de l'usine pour chaque libération d'otages. | Sandoz de Schweizerhalle, éta-

cides, herbicides et autres produits toxiques utilisés en agriculture (1). Le soleil brille en ce lundi 10 novembre : on ne craint donc pas de nouvelles fuites liquides dans le Rhin à la suite de quelques arrosages intempestifs. La fuite de mercure de vendredi a été provoquée par une rupture de canalisation », explique M. Jean-Jacques Salzmann, le chef de la sécurité et de la protection de l'environnement, revenu précipitamment des Etat-Unis après l'incendie du 1 novembre : « Nous avions obstrué les canalisations avec un bouchon de plastique de 3 centimètres d'épaisseur, qui a sauté sous la pression de l'eau. Nous avons cette fois coulé un bouchon de 30 centimè-

blissement spécialisé dans la

fabrication d'insecticides, fongi-

Il ne devrait done plus y avoir d'écoulement dans le Rhin, à moins que la pluie ne se mette de la partie. « Nous avons un mur de rétention autour de l'usine. s'empresse d'ajouter M. Salzmann. Il ne pouvait pas retenir les 25 mètres cubes d'eau à la minute déversés par les pompiers pour protéger les autres bâtiments de l'usine. Mais il est suffisant pour retenir le ruissellement

> ROGER CANS. (Lire la suite page 7.)

(1) L'antre établissement Sandoz se trouve en pleine ville de Bâle, où l'on fabrique colorants et suriont médica-

Le dernier bolchevik

La mort de Viatcheslav Molotov

L'agence Tass a apponcé, lundi 10 novembre, la mort de Viatcheslav Molotov, décédé le 8 novembre à l'âge de quatrevingt-scize ans des suites d'« nne longue et grave maladie ».

par André Fontaine

Avec son lorgnon d'un autre âge, son profil concave, son air propret et revêche - « son sourire, a écrit Churchill, faisait penser à l'hiver sibérien ». — Molotov ne payait pas de mine. Lénine, qu'il conuyait, l'avait traité de « meilleur employé de bureau de Russie . Mais il fut l'incarnation même du dévouement à une cause dont il ne cessa iamais de croire. au moment des pires éprenves comme à celui des pires excès, qu'elle justifiait toutes les souffrances et, sinon tous les crimes commis en son nom, du moins le

silence qui était fait sur eux. Il fut le seul qu'on vit pleurer aux obsèques d'un despote qui ne lui avait pas épargné les humiliations. Le seul qui ait obstinément persévéré dans la ligne de méfiance absolue vis-à-vis du monde « bourgeois » que Staline avait définie. Le seul qui ait osé paraître en public, le jour de l'agression nazie, pour appelor ses

competriotes à la résistance, alors que son maître, pris au dépourvu, se terrait dans son bureau. Le seul membre du egroupe antiparti e qui, en 1957, ait osé ue pas voter la résolution qui le condamnait.

Avait-il des idées personnelles ? Les Américains, du vivant de Sta-line, avaient tendance à le croire plus dur encore que le dictateur qui avait paru, par exemple, faire bon accueil au projet de traité lancé en 1946 par le secrétaire d'Etat James Byrnes sur la démilitarisation de l'Allemagne et qui avait esquissé quelques signes de conciliation au cours du blocus de Berlin. Molotov u'avait montre aucun empressement à suivre soo maître dans ces deux circonstances. Mais ne s'agissait-il pas pintôt d'une division du travail?

S'il est vrai en tout cas que sa nomination, le 3 mai 1939, à la tête du commissariat aux affaires étrangères au lieu et place de Litvinov, dont le nom était synonyme d'attachement à la sécurité collective, constituait de la part de Staline un appel du pied à Hitler, dont celui-ci oe perdit pas de temps à saisir la portée; s'il est vrai que c'est Molotov qui fut choisi pour dénoncer dans la Pologne, après son dépècement, un

« monstrueux rejeton » du traité de Versailles; s'il est vrai encore que e'est lui qui a signé le pacte germano-soviétique d'août 1939 et l'a présenté comme un retour à la politique traditionnelle de l'URSS, il est non moins vrai que c'est le même Molotov qui, en décembre 1933, président du conseil des commissaires du peuple, poste qu'il conserva jusqu'à la veille de l'agression nazie, dénonça le premier les dangereuses tendances des partisans d'un - nationalisme guerrier », et qui, sept ans plus tard, en visite à Berlin en guerre, tint tête au Führer comme personne, jusqu'alors, n'avait osé le faire. Il s'était écoulé du temps

depuis cette révolution d'Octobre qu'il avait vécue comme rédacteur en chef de la Pravda lorsqu'il devint commissaire aux affaires étrangères. Trotski, promier titulaire du poste, s'était écrié en s'installant dans les célèbres bureaux du pont aux Chantres de Petrograd : « Je lancerai quelques proclamations révolutionnaires et je fermerai bouti-que... » La diplomatie secrète avait été officiellement répudiée. la politique d'annexion et de reparations abondamment dénoncée. le droit de tous les peuples, y compris de ceux de l'empire russe, à disposer d'enx-mêmes proclamé sur tous les toits. Mais l'incendie révolutionnaire ne s'était pas propage, et l'URSS, après avoir réu manu militari l'Ukraine, la Géorgie et les terres d'Asie centrale à l'ancienne mère-patrie, avait dû traiter sur tout son pourtour avec une série d'Etats qui avaient trop conscience de lui contester ses frontières naturelles pour ne pas faire de l'hostilité à son égard, en dépit de tous les traités de nonagression, le B A-ba de leur politique. Et puis, un monstre avait grandi en Allemagne qui ne se cachait pas de vouloir trouver sur le territoire russe les colonies d'exploitation et de peuplement que le partage déjà réalisé de l'Afrique et de l'Asie lui interdisait de rechercher outre-mer.

Pour se prémunir contre ce danger, Staline avait d'abord essayé l'eotente avec Paris et Londres, allant jusqu'à accepter de participer à la garantie de ce système de Versailles dont son pays. pourtant, pâtissait autant que le

(Lire la suite page 5.)



Débats

NATIONALITÉ, VISA...

Le projet retouché du code de la nationalité sera soumis mercredi 12 novembre au conseil des ministres. Nacer Kettane estime que ce texte risque de conduire à une France anonyme. sans mémoire et sans âme. Tahar Ben Jelloun s'en prend, lui, au visa imposé aux Maghrébins, qui va renforcer l'image défigurée que certains gouvernements donnent du monde arabe.

Suspects!

On essaie de régler la question de l'immigration dans la foulée de la lutte antiterroriste.

U qu'il se présente aujnurd'hui, l'Arabe est suspect. Il porte sur le visage et dans le nnm assez d'indices pour être ioterrogé. fouillé, vérifié. La consigne semble générale : se méfier de l'Arabe, qu'il soit travailleur ou étudiant, touriste ou intellectuel. A la limite, cette situatino o'est pas tout à fait nouvelle pour lui. Il connaît bien le régime de la suspicion, de l'interrogatoire et de la fouille. Cela, il l'a souvent appris dans son propre pays ou dans l'un de ces pays dits - frères - où, même muni d'un visa, il o'est pas toujours bien accueilli. Mais cela est une question de famille et de linge mal lavé. L'humiliation est le seul état auquel l'homme ne peut s'habituer quels que soient les prétextes de sa banalisation.

Vous êtes un voyageur; vous débarquez dans un aéroport international; vous étes eo règle, muni de votre passeport; vous faites la queue devaot la police des frontières. Vous remarquez que l'agent vise à peine les passeports européens, américains ou japonais. La file n'avance plus. Vous observez de loin. La police a-t-elle attrapé un Allemand, un membre de la Fractioo armée rouge, ou un Italien, membre des Brigades rouges, un Fraoçais, militant d'Action directe? Non. L'homme sur lequel les soupçons se poseot d'emblée est un Arabe.

Il a le tort de venir d'un monde qui vit depuis des décennies dans des tempètes. Il vient d'un monde où la plupart des régimes politiques sont issus de la violence des coups d'Etat. En quoi cet homme est-il responsable de l'image défigurée que certains gouvernants donnent du monde arabe ?

On apprendra peut-être un jour la vérité sur l'identité et les motivations des poseurs de bombes en France, les semeurs de terreur, les assassins d'innocents, qui se moquent par ailleurs de défigurer l'image de l'Arabe et du musulman. On sait déjà que ce ne sont ni des amateurs ni des groupuscules désespérés, mais que derrière tout ce sang versé il y a une par TAHAR BEN JELLOUN (*) Maghreb et la France, à long stratégie, une infrastructure et une politique.

L'enjen d'une telle stratégie ne se limite pas à obtenir la libératioo de deux on trois terroristes. L'enjen est plus important, plus grave. Pourquoi ne pas nommer les choses et dire sans détours la vérité aux Français, dire par exemple que derrière ces chantages agissent des Etats qui ont plus que des divergences politiques avec la France, mais de sérieux contentieux. Dire aussi ce que coûtera à ce pays en sacrifices bumains et financiers le fait de reconcer à être un grand marchand d'armes : fermeture de certaines usines et mise au chômage de milliers de travailleurs. La Fraoce perdra co profits et gagnera en moralité.

On consolide l'amalgame dans les faits

An lieu d'expliquer les desseins de sa politique, le gouvernement laisse se développer dans les mentalités la méfiance à l'égard des Arabes, Tout en déclarant refuser de « tomber dans le piège de l'amalgame entre le monde arabe et le terrorisme = (M. Chirac), il installe et consolide dans les faits cet amalgame. En instaurant des visas d'entrée et de sortie pour les Maghrébins, il généralise la suspicion et entretient la confusion cotre des problèmes différents. Ainsi on essaie de régler la question de l'immigration (problème intérieur) dans la foulée de la lutte antiterrorisme. Ce n'est pas très flatteur pour les centaines de milliers de Maghrébins en France ni très rassurant (1).

Lors de la dernière session du Haut Conseil de la francophonie en mai 1986, l'attention du président Mitterrand a été sollicitée sur le fait que si le gouvernement français établit des visas pour la circulation des hommes entre le

(*) Ecrivain.

GRAND CONCOURS

MERCREDI 19 NOVEMBRE

aux étudiants

ACHETEZ Se Monde et

son supplément CAMPUS

Mercredi 19 novembre 1986

(numéro daté du 20 novembre)

Se Monde donne la parole

La logique des ghettos

La nouvelle croisade de la Bible contre le Coran.

US SANGUINIS vent bien dire lien du sang. Mais alors, de quelle couleur était celui des morts musulmans de 14-18 et de 39-45 ? De quelle odenr était l'argent accumulé par les « trente glorieuses » quand les immigrés suaient et mouraient sur l'autel de la rentabilité? Le grand boom économique a accouché d'un « boum badaboum » où valsent les hésita-

Adjami, Montand, Marie-José Nat et autres Monloudji, déchirez votre carte jaune ! Picasso, Chagall, allez vous faire enterrer ailleurs!

Montrez qu'on ne peut cracher terme ce sera un handicap pour impunément sur l'histoire. Au nom l'échange et le dialogue des de la liberté, on fait tout et son cultures. Au momeot où le contraire. Ae nom du « pragmatisme libéral », on caresse l'opinion guisme, cette fermeture enrobée qui, tout le mende le sait, o'a pas de méliance est un coup porté à la culture aussi bien arabe que fran-

Ils disent vouloir « ue pas faire de Français malgré eux ». Mais savent-(1) L'Association arabe des droits de l'homme en France (B.P. 192, 75926 Paris Cedex 19) a reçu ces derniers temps des plaintes de citoyens arabes qui out été sujess à des réactions de » racisste ordinaire ». ils seulement que le fait d'accepter automatiquement la nationalité française est un acte indirectement volontaire, puisque l'individn ne fait pas de rupture d'allégeance ?

par NACER KETTANE (*)

Le jus soli on droit an sol, qui fut institutionnalisé par la loi du 10 août 1927 et l'ordonnance du 19 octobre 1945, trouvait sa justification dans la dénatalité provoquée par les deux dernières guerres mondiales. Aujourd'hui, chacun le reconnaît, la France vicillit, la natalité chute, et paradoxalement le jus soll est

La peur de l'autre c'est la peur de soi-même

Avec cet arrière-plan, la volonté de réformer le code de la nationalité s'apparente à un enterrement, avant l'heure, de ce pays. C'est bien d'une nouvelle croisade qu'il s'agit : celle de la Bible contre le Coran.

> Par ailleurs, comment expliquer cet acharnement à vouloir réformer le code, si ce n'est pour céder aux pressions de l'extrême droite. Car (*) Auteur de Droit de réponse à la

atie française (éd. La Décou-

cette démarche s'inscrit dans une logique très claire : celle de reaforcer les ghettos, de provoquer des affrontements et par là même de menacer cette citoyennete que tant de pays envient à la France. Des centaines de milliers de jeunes que la langue, la religion, l'histoire cullective (guerre d'Algérie cotre autres) souvent seront dans une impasse et piégés par le non-choix.

Dans la liste des mesures qui sugarent l'escalade d'une société apeurée (contrôles incessants. bavures policières, crimes racistes ou « sécuritaires », procédures administratives d'expulsion, informatica-tion de l'identité, cloisonnement des frontières...), la réforme du code de la nationalité s'inscrit dans un nonprojet de société et dans une aventure qui risque de déboucher sur une France anonyme, sans mémoire et

La France d'anjourd'hui, quoi qu'en disent les professionnels de l'assimilation forcenée, est pluriethnique, et les ancêtres gaulois des Antillais ainsi que la Marseillaise en arabe o'y changerout rien.

La diversité ethnique doit pouvoir s'épanouir dans une citoyenneté réeliement reconnue. Entre une Turquie membre de l'OTAN et une candidature da Maroc à la CEE, comment ne pas voir l'avenir qui se

La peur de l'antre, c'est la peur de soi-même, et lorsque l'on est effrayé per sa propre condition, on s'engage sur des terrains marécageux où l'irrationnel prime sur la réalité des

Le projet de réforme du code de la nationalité, émanant d'un doute collectif de certains Français sur leur identité, est une atteinte grave à la tradition républicaine, qui est l'un des piliers de la démocratie moderne. Cette volonté de rupture institutionnelle remet indirectement en cause la Constitution, donc le

En politique, comme dans la vic. il est permis de se tromper. Ce serait tont à l'honnear des auteurs de ce projet que de reconnaître l'irrationnalité et le dauger d'une aurenchère préélectorale.

Car modifier le code de la nationalité française, c'est rappeler à un Français sur trois qu'il n'est plus tout à fait chez lui dans l'Hexagone, et c'est réveiller de vieux démons qui, de l'affaire Dreyfus au gouvernement de Vichy, en passant par les exactions de l'- Empire », ont jalonné l'histoire de France.

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél.: (1) 42-47-98-72

3 mais 6 mais 9 mais 12 mais

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE 687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par memageries)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS

399 F 762 F 1989 F 1 380 F

II. - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie zérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formaler leur demande deux somaines avant leur dépar. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composez 36-15 - Tapez LEMONDE

« MON FRÈRE, L'ENNEMI », d'Uri Avnery. Le dialogue israélo-palestinien

RI AVNERY eccapte toutaa les critiquas, vienne pas ki dire qu'il est « un penseur utopique, irréaliste, un pacifiste né, de ceux que les Américains qualifient de cour sensible ». Il veut bien reconnaî-tre que lui-même et son mouvement sont aujourd'hui plus que minoritaires en Israel - voix marginales et discordantes dens le concert de la Realpolitik. mais il refuse que l'on qualifie d'angélique le combat qu'il e mené ces dernières années pour un dialogue direct entre Israé-liens et l'OLP de Yasser Arafat. Car à soixante-deux ans, cet israélien - journaliste, député par intermittance - reste convaincu qu'il n'y aura de paix qu'avec l'évacuation des terri-toires occupés et la reconnaissance réciproque de deux peuples qui devront bien un jour coexister pscifiquement, chacun

Maghreb se retourne vers le bilin-

Avec d'autres, il a créé la Conseil pour une paix israélopelestinienne, chargé d'organiser des contacts avec des dirigeants de l'OLP. Il en retrace l'histoire dans un livre — Mon frère, l'ennemi — qui n'occulte aucune des difficultés ni, parfois, des ambiguités de la démarche. Il a'est longuement entretenu avec Yasser Arafat et e tissé des liens, parfoia étroita avac d'autres dirigeants de l'OLP, dont certains - Ezzedine Kalak, Said Hammani, Naim Khader, Issam Sartaoui - payèrent de leur vie le seul fait d'avoir ainsi voulu remettre en cause la logique de l'affrontement.

c Ce que j'ai tenté de faire comprendre à mes interiocuteurs, explique Avnery, c'est qu'il était possible de modifier l'opinion publique israétienne, mais que pour nous il était indispensable que la plus haute autorité palestienne declare nettement et sans équivoque que la partition de la région suivant les frontières d'avant 1967 signifierait la paix absolue et défini-

Cette garantie, l'OLP a tou-jours hésité à la donner franche-

ment, par souci de l'unité de ses rangs. Erreur stratégique ? Uri Avnery cite. à ce propos, Pierre Mendès France, qui parraina souvent les rencontres du Conseil pour la paix et critique en ces termes Yasser Arafat : « Un véritable chef doit prendre des décisions et non attendre un consensus; l'unité est importante, mais si elle signifie qu'on ne peut rien faire alors il faut la sacrifier. »

Il y a quelques mois, le Parle-ment israélien e vo.é une loi prohibant tout contact entre ressortissants de l'Etat hébreu et membres de l'OLP. D'une certaine manière, c'est un hornmage rendu aux initiatives d'Uri Avnery et de ses amis; car, après tout, si leur démarche était si utopique qu'on veut bien le dire, cè et là, était-il besoin de Cinterdire ? ALAIN FRACHON.

Scribe/Liana Levi, 280 p., 95 F.

* Uri Avnery, Man frère, l'ennemi – Un Israélien dialogue avec des Palestiniens. Editions

Basse besogne

Pour avoir bayardé longuement avec quelques espuisé(es)
malien(ne)s je suis écœurée par les
méthodes utilisées qui rappelleraient
trop bien hélas i celles de notre histoire contemporaine. Le ministère de l'intérieur s prétexté de quelques marginaux pour procéder à cette basse besogne, et comme par hasard il o'y aurait que des Maliens ? A qui fera-t-on croire raisonnablement que l'expulsion d'une centaine de malheureux désespérés abaissera le taux de chomage en France. Nos gouvernants seraient-ils vraiment à court d'idées à ce point ?

C'est tristement pitoyable d'agir de la sorte, et en cette circonstance j'ai home pour la France.

Bah, on pourta toujours organiser un concert à Bercy, présidé par notre premier ministre actuel, pour les déshérités du tiers-monde ou créer un second Paris-Dakar avec distribution de quelques pompes à

YOLANDE DUCARRE, Bamako (Mali).

Galimatias

J'ai le plus grand respect pour la personnalité d'Elie Wiesel et j'admire le combat qu'il mène pour qu'on o'oublie pas l'holocauste do peuple juif. Mon admiration cesse quand il se met à philosopher.

Dans l'entretien svec P.-M. de Saint-Chéron publié dans le Monde do 31 octobre, il énonce une de ces phrases qui mériteraient d'être gra-phrases qui mériteraient d'être gra-vées au fronton du temple du gali-matias. On lui demande si, étant donné l'holocauste, il croit encore à la Providence. Il a répondu ce qui suit et qui paraît être une caricature d'un texte de Pierre Dac : «... J'accepte votre question, mais il n'y a pas de réponse. Vous savez bien qu'il n'y a pas de réponse. Il

faut vivre avec la réponse, parfois contre la réponse ou avec la question parfois contre la question. Mais dire la réponse, et la réponse seule sans la question, je ne peux pas le faire.

Quel beau sujet pour le baccalan-réat!

FERNAND GILBERT (Bruxelles).

« Ce jeune homme serait mert si... »

Vous tous qui, ce dernier mea-credi d'octobre 1986, êtes des-cendus, entre 19 h 20 et 20 h 15, sur le quai do métro Chambre-des-Députés et avez vu tomber ou êtes passés à côté de ce jeune homme étendu sans connaissance et qui vous êtes engouffrés dans la rame, pourquoi n'avez-vous rien fait pour lui

porter secours ? . Ponrquoi ne vous êtes vonsmêmes pas assurés que le nécessaire était fait ? Peut-être avez-vous essayé de vous arranger avec votre conscience en vous disant, comme ceux que j'ai entendus, qu'il s'agis-sait sans doute d'un clochard ou d'un drogué (il fant bien que les viotimes scient un peu conpables!)

N'avez-vous pas pensé qu'une mère, comme vous madame, pour-rait détourner son regard de votre fils mourant, qu'un homme, comme vous monsieur, laisserait mnurir votre frère sur le quai du métro. Car il faut que vous le sachiez, s'il ne s'était trouvé deux personnes presque comme vous, ce jeune homme serait mort. (...)

Je ue voudrais garder dans ma mémoire que l'image de ce jenne pompier qui, tout en prodiguant ses soins, essuyait les larmes du jeune homme revenant à la vie.

MICHELLE THERY

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09 THEX MONDPAR 650572 F Télécopieur : (1) 45-23-06-81 Tel: (1) 42-47-97-27 Edité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Fonteine directeur de la publication Anciens directeurs : Hubert Beave-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985) Durée de la société :

cent ans à compter de 10 décembre 1944. Capital social: 620 000 F Principaux associés de la société Société civile

Les Rédacteurs du Monde »,

Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondates Administrateur général : Bernard Wouts.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet. Corédacteur en chef : Claude Sales.



Tel.: (1) 45-55-91-82 on 45-55-91-71 Telex MONDPUB 286 136 F

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0395 - 2037

La Monde USPS 765-810 is published daily, except Sandays for \$ 480 per year by La Monde c/o Speedimpes, 45-45 39 th street, L.C.L., N.Y. 11104. Second class postage paid at New-York, R.Y. postasster : seed address changes to La Monde c/o Speedimpex U.S.A., P.N.C., 45-45 39 th street, L.L.C., N.Y. 11104.



Comme on pouvait le prévoir, Israël a accueilli avec satisfaction les sanctions antisyriennes décidées, lundi 10 novembre, à Londres, par les ministres des affaires étrangères de la Communanté (à l'exception du représentant de la Grèce). Pour le prunier ministre, M. Itzhak Shamir, les mesures prises à l'encoutre de Damas représentent « un pas dans la bonne direction dans la lutte contre le terrorisme international et les Etats qui le soutiennent ». M. Shamir a émis l'espoir que « des sanctions supplémentaires s'ensuivraient ».

1

1 TO ALL 1

0.2

.

219

1.5

* * * :

e to orași e tă

4 mm 4 . W

.

50.00

2.229

- 57-

The Assessment of

Plus inattendue, en revanche, nous signale notre correspondant à Jérusalem, est la réaction — ou plutôt l'absence de réaction — de Jérusalem aux propos prétés à M. Chirac par le Washing-ton Times. Lois d'entretenir la polémique, le gou-vernement Shamir maintient dans cette affaire un profil très bas. Aucun responsable igraélien n'a souhaité commenter publiquement ces propos. On rappelle, à Jérusalem, son démenti formel d'une implication du Mossad dans la tentative d'attentat contre El Al, et les apaisements allant dans le même sens et prodigués par M. Chirac à l'ambas-sadeur d'Israël à Paris, M. Avadia Safer.

RADIO-DAMAS, en revanche, a passé sons silence les mesures adoptées contre la Syrie par onze pays de la Communanté économique

curopéenne. Ni les autorités ni l'agence officielle SANA ni la radio n'ont réngi à la décision prise à Londres par les ministres des affaires étrangères, à l'exception da ministre grec.

Dans son dernier bulletin avant la décision des « Onze », Radio-Damas répétait les menaces de la Syrie contre ceux qui prendraient des sanctions. « Celui qui osera prendre des sanctions contre la Syrie se trouvera en fin de compte sanctionné, et celui qui tentera de l'isoler s'isolera », affirmait le commentateur politique de la radio.

 A WASHINGTON, le gouvernement amé-ricain s'est félicité de la décision de la CEE, en exprimant l'espoir qu'elle « persuaderait le prési-dent syrien Hafez El Assad de changer sa politique » de soutien au terrorisme.

Le porte-parole du département d'Etat. M. Charles Redman, a ajonté que les autorités américaines annonceraient « dans un proche avenir » les mesures qu'elles comptent prendre à l'encontre de Damas, après le retrait, il y a deux semaines, de leur ambassadeur dans la capitale syrienne. « Nous pensons que les mesures prises par les membres de la CEE, collectivement on individuellement, sont importantes pour montrer que le soutien syrien au terrorisme international est inacceptable», a poursuivi M. Redman, qui

s'est à nouveau refusé à tout commentaire sur les apparentes tractations en cours entre les Etats-Unis et l'Iran. A ce propos, M. Redman a déclare que M. Shutz « n'avait aucun projet de démis-

sionner». Il a qualifié de pures spéculations les informations selon lesquelles le secrétaire d'Etat — furienx des négociations apparemment en cours avec l'Iran pour essayer d'obtenir la libération des otages américains — envisageait de quit-ter son poste de chef de la diplomatie américaine qu'il détient depuis plus de quatre ans.

 A BONN, les autorités ont une nouvelle fois démenti, fundi, posséder des informations établissant une responsabilité israélienne dans l'affaire Hindawi.

Le porte-parole du gouvernement ouestallemand, M. Friedhelm Ost, reprenant les termes de son démenti de vendredi dernier, a dit: «Nous ne disposons pas d'informations sur un complot du Mossad (services secrets israéliens) et de dissidents syriens, et donc nous n'avons pas pa les communiquer. »

M. Ost a, par ailleurs, souligné, se livrant à une brève exégèse des déclarations de M. Chirac, que le chef du gouvernement français «n'avait pas fait explicitement référence» au chancelier Helmut Kohl et à son ministre des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, lorsqu'il a mis en cause le Mossad.

Le gouvernement ouest-allemand paraît déterminé à ne pas faire une affaire des déclarations du premier ministre français. Les médias ouest-allemands eux-mêmes ne donnent que très peu de place à la polémique qu'a provoquée l'interview de M. Chirac.

 A MOSCOU, l'agence TASS a estimé que c'est sous « la pression exercée par la Grande-Bretagne » que les pays membres de la CEE, à l'exception de la Grèce, ont adopté lundi un programme de mesures à l'égard de la Syrie. L'agence TASS affirme cependant que « la Grande-Bretagne, qui accuse verbalement la Syrie de « participation au terrorisme », n'a pas rénssi à obtenir de ses partenaires un soutien total et inconditionnel à ses mesures discriminatoires contre la Syrie ». « La Grèce, en effet, a refuse de se joindre aux sanctions, et aucun autre membre de la CEE n'a rompu ses relations diplomatiques avec la Syrie. »

Arrivé hudi à Damas à la tête d'une délégation militaire, le général Ivanovsky, vice-ministre soviétique de la défense, a affirmé que l'URSS fournirait « en permanence son soutien et son aide à la Syrie »,

Le texte du communiqué

Londres (AFP). - Voici le texte intégral de la déclaration faite, fundi 10 novembre, à Londres, par Sir Geoffrey Howe, au nom de la présidence de la CEE :

A la suite de nos discussions du 27 octobra à propos de l'implication syrienne dans l'affaire Hindawi, nous sommes tous tombés d'accord pour estimer que des actions conjointes mentaires étaient essentielles pour protéger nos ressor-tissants d'une possible répétition

de tels actes terroristes. Personne ne devrait avoir le moindre doute sur le fait que nous condermons unanimement le terrorisme international et que nous sommes décidés à combattre le terrorisme sous toutes ses formes. Nous voulons adresser à la Syrie le message le plus cleir possible pour indiquer que ce qui est arrivé est absolument inac-ceptable. Nous nous en tenons fermement aux engagements contenus dens de précédentes déclarations et avons en consé-quence décidé que les actions suivantes étalent récessaires.

Dens les circonstances présentes:

- Nous n'autoriserons pas de nouvelles ventes d'armes à la

- Nous suspendrons les

visites de haut niveau en Syrie et de la Syne : - Checun d'entre nous pae-sera en revue les activités des missions diplomatiques et consu-laires synonnes accréditées dans

nos pays respectifs et prendront toutes mesures appropriées ; - Chacun d'entre noue réexaminera et renforcera les précautions en matière de sécu-

Nos ambassades à Damas ont recu pour instruction d'entrer en enntact avec les autorités syriannes. Le gouvernement syrien e donné sa réponse. En ce qui concerne les faits, alla n'apporte aucun élément nou-veau à ceux pris en compte per le tribunel qui a jugé Hindawi coupable, et à ce que les ambas-sades ont soumis aux autorités

Nous continuerons à employer tous les moyens disponibles afin de persuader les auturités syriennes de concrétiser leurs déclarations condaminant le terrorisme international. En particu-lier, nous les appelons à mettre un terme à toute forme de soutien aux groupes avant été claire-ment impliqués dans les actes terroristes et de leur supprimer toute side.

Nos décisions répondent à un but spécifique : nous attendons des autorités syriennes une éponse constructive. Nous avons des contacts étroits et importants avec tous les pays du Moyen-Orient et nous sammes décidés à les développer et à les tenforces. A cet égent, nous reppelons les propositions que les Douze ont feites pour donner un nouvel éten au dialogue euroarabe et l'importance qu'y attache la récente communication, en date du 6 novembre, du secrétaire général de la Ligue arabe. Nous réaffirmons fermement notre engagement à contri-buer dans toute le mesure de nos moyens à la recherche de soku-

tions justes et durables aux pro-bièmes de la région. Nous suivrons de près les développements et resterons en contact régulier à propos de toutes ces questions, dans le cadra de la coopération politique

La conférence de Londres a traduit un malaise général...

LONDRES

de notre correspondant

Malgré des divergences persistantes, onze des douze gouverne-ments de la Communauté euroenne sont finalement parvenus à s'entendre pour prendre des sanc-tions limitées contre la Syrie. Mais la réunion à Londres des ministres

des affaires étrangères n'en a pas moins traduit un malaise général.

Pour diverses raisons la plupart des délégations ont été soumises, handi 10 novembre, à d'incessantes demandes d'explications qui ne poudemandes d'expiscations qui ne pou-vaient manquer d'être embarras-santes, même si elles ne devaient pas être satisfaites, ou peu. Dès le matin, le Washington Times avait procédé, à l'intérieur du centre de conférence, à une distribution massive de son édition du jour reprodui-sant les propos de M. Chirac, Et, en fin de journée, à l'heure des conférences de presse, les Français ont dû faire face à de multir tant race à de muniples questions sur ces déclarations du premier minatre, affaire qui, à l'évidence, a aussi indisposé les Allemands et les Britamaques, bien qu'ils s'en scient

Président en exercice, Sir Geoffrey Howe était à la peine pour pré-senter comme un succès l'accord intervenu, alors que manifestement celui-ci est loin de répondre à l'attente initiale du gouvernement de Ma Thatcher. D'autre part, les informations on provenance de Washington solon leaquelles l'admi-nistration américaine se serait engagée dans des tractations » discula-bles » avec l'Iran unt mis le secrétaire au Foreign Office dans une position délicate, car ces négociations tendraient à prouver que, tant en Europe que vis-à-vis des Etats-Unis, la Grande-Bretagne se trouve assez isolée dans son attitude de fermeté à l'égard des pays soup-

avait la tâche également délicate de faire comprendre pourquoi son gou-vernement refusait d'approuver la résolution des Onze sans pour autant se dissocier « pratlauement » de la démarebe de cenx-ci. Le vice-

connés de sontenir le terrorisme. presse britannique, aucune des déci-Enfin, le représentant de la Grèce sions sonhaitées - sinon réclamées sions sonhaitées - sinon réclamées - par le gouvernement Thatcher inrs de la précédente réunion à Luxembnurg, Seule la clause concernant la fourniture de matériel militaire semble avoir une réelle importance, relative toutefois

ministre grec des affaires étran-puisqu'elle n'intéresse guère que la gères, M. Theodor Pangalos, a, selon France et l'Allemagne fédérale pour Bon gré mal gré, Londres a fini par admettre

les objections de Paris et de Bonn, qui pensent qu'il faut, quels que soient ses torts, menager la Syrie...

ses partenaires, a donné des assu- une faible part de l'approvisionnerances correspondant aux mesures ment syrien, essentiellement pourvu décidées par les Onze. ment syrien, essentiellement pourvu par l'URSS. décidées par les Onze.

. « Nous voulons signifier à la Syrie, par le message le plus clair possible, que ce qui s'est produit est absolument inacceptable. Le comintroduit ainsi l'appor des quatre mesures convenues :

> Un souci d'« équilibre »

Arrêt des ventes d'armes : « susension » des visites officielles » de haut niveau » : renforcement de la surveillance des opérations de la compagnie aérienne syrienne en Europe; «examen» des activités des missions diplomatiques et consulaires syriennes en vue de dispositions » appropriées ».

La définition de ce dernier point est plutôt vague et paraît refléter les hésitations des Onze, contraints de se contenter d'appliquer la règle du plus petit dénominateur commun. Pas de rappei des ambassadeurs, pas de sanctinns économiques, pas d'interruptinn des relations acriennes. Bref, comme le note la

Par ailleurs, le texte adopté par les Onze montre, dans une deuxième partie, un souci d'« équilibre », selou le mot chois! par Sir Geoffrey déception exprimée, mardl 11 novembre, dans plusieurs édito-riaux des journanx landaniens. C'est-à-dire que les Britanniques ont fait à leur tour une concession à leurs partenaires, notamment à la France et à l'Allemagne fédérale. Le gouvernement syrien demeure un interincutenr valable, car nn s'adresse à lui et on compte sur lui pour restreindre le terrorisme. De surcroit, les Onze soulignent qu'ils ont avec - tous - les pays du Proche-Orient - des liens importants et étroits », qu'ils « demeurent résolus à développer et à consolider ». A co sujet la Communauté rappelle avoir proposé de » d'unner un nouvel élan » au dialogue euro-arabe.

Les précisions de M. Raimond

En cela, Londres paraît avoir, bon gré mal gré, admis les objections des gouvernements de Paris et de Bonn, qui estiment que la Syrie, quels que soient ses torts, dans les circons-tances actuelles, doit être ménagée parce qu'elle joue un rôle-clé dans le conflit du Proche-Orient. Bien que l'on se soit évertné, lundi, à les gom-mer, les différences de points de vue de part et d'autre de la Manche se l'issue de la réunion les journalistes ont demandé an ministre français des affaires étrangères si à son avis les Onze mettaient en cause le gouvernement syrien. M. Jean-Bernard Raimond a répliqué à deux reprises d'une façon catégorique : « Ce texte n'implique aucune responsabilité du gouvernement syrien. Il prend acte du fait que des Syriens ont été impliqués dans des tentatives d'attentats.» An regard de M. Raimond c'est la

raison pour laquelle il convenait d'envoyer un • message • à ce gouvernement afin qu'il apporte une - réponse positive - à la requête européenne. Cette distinction a bien sûr été rapportée ensuite à Sir Geoffrey Howe, car, on rompant ses relations diplomatiques avec Damas aussitôt après le procès d'Hindawi, la Grand-Bretagne s'était montrée moins soucieuse d'établir une

gêne, ne vaulant pas danner l'impression de contredire M. Raimond. - La déclaration est tout é fait claire, a-t-il affirmé, au sujet de l'implication de... (là un silence, une bésitation, puis il s'est repris)
...l'implication de la Syrie et des
autorités syriennes (of syrian anthorities). On pouvait alors penser qu'il ne visait pas directement le gouvernement du président Assad, mals des services syriens. Toutefois quelques instants plus tard, oubliant sa prudence, il devait parler de la mise en cause « des » autorités syrieunes « of the syrian authorities », terme qui paraît désigner le

Interrogé sur la valeur accordée par le gouvernement français aux «preuves» fournies par les Britan-niques, M. Raimond, pesant tou-jours ses mots, a élude une éventuelle discussion en déclarant : - Les indications données par les Britanniques sont suffisantes pour que l'on preme un certain nombre de mesures à l'égard de la Syrie et pour que l'on adresse ce message au gouvernement syrien. Sans plus. »

Selon M. Raimond, les grandes lignes de l'accord conclu à Londres, y compris les sanctions, avaient déjà été adoptées en principe voici près de deux semaines à Luxembourg. . J'étais alors sur que l'adoption se ferait cette fois sans difficultés ., a-t-il ajouté. M. Raimond a pris soin de rappeler que la France avait annoncé » il y a presque quinze jours » sa décision de » bloquer » ses ventes d'armes à la Syrie. Le ministre français a aussi déclaré que le sujet des révélations du Washing ton Times » n'a jamais été abordé » su cours de la réunion de lundi. Il n'a voulu faire aucun commentaire anr ce paint. Meme attitude propos des rumeurs portant sur des négociations entre Washington et Téhéran.

Sir Geoffrey Howe a 6th nette-ment moins reservé sur cette ques-tion en annonçant un éventuel désaccord entre Londres et Washington · Le gouvernement britannique n'est pas en faveur de transactions com-prenant l'octroi de certains avan-tages pour la liberation d'olages ». a-t-il déclaré. Le cabinet de M= Thatcher manifeste ainsi ses appréhensions et son amertume. La confirmation des démarches supposées de l'administration Reagan auprès du régime tranien serait un coup sévère pour la » dame de fer » qui, jusqu'à présent, s'est toujours félicitée de la - totale - convergence de vues entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis pour une attitude de fermeté et d'intransigeance dans la lutte contre le terrorisme internatio nal. M= Thatcher, en soutenant résolument et concrètement le prés dent américais lors des représailles contre la Libye en avril, avait pris le risque d'être critiquée en Grande Bretagne comme en Europe. Les observateurs britanniques pensent que, même si elle ne devail pas l'avouer. Mª Thatcher aurait des motifs de s'estimer » lâchée » par son principal allié. FRANCIS CORNU.

Selon la revue « Pétrostratégies »

Les Etats-Unis auraient promis à l'Iran de ne plus fournir à l'Irak l'appui de leurs AWACS réduit considérablement sa capacité

Les Etats-Unis auraient promis à l'Iran de ne plus fournir à l'aviation irakienne l'appui de leurs avions-radats AWACS, basés en Arabie saoudite, en échange notamment de la libération des otages américains détenus au Liban, selon la revue pétrolière spécialisée Pétrostraté-gies, qui affirme tenir cette information de source très proche de la famille royale saoudien me ». Sans l'appui des AWACS, écrit

Pétrostratégies, » il est impossible à l'Irak d'assurer le ravitaillement en vol de ses avions lorsque ceux-ci dépassent leur rayon d'action ordinaire pour mener des raids contre des objectifs éloignés, comme le terminal pétrolier de Sirri (an sud du Golfe) ou d'autres installations offshore de l'Iran -.

Le principal terminal pétrolier iranien, celui de Kharg, dans le nord-est du Golfe, « reste exposé, mais si Sirri devient hors d'atteinte, l'Iran peut considérablement augmenter sa capacité d'exportation de pétrole brut, qui était tombée à un niveau très bas après le raid frakien réussi contre le terminal de Sirri le 12 août dernier », poursuit Pétrostratégies, qui ajoute : « La rotation des navires iraniens opérant dans le cadre de la navette Kharg-Sirri est beaucoup plus rapide que celle des navires faisant la navette entre Kharg et Lurak, situé plus au sud. » En outre, souligne Pétrostratégies, le terminal de Larak, proche du détroit d'Ormuz, « est beaucoup plus expose aux intempéries, ce qui

Au lieu de « se contenter de livralsons d'armes », Tébéran pré-fère obtenir de Washington, selon Pétrostatifgles, « le retrait de l'apput des AWACS accordé à Bagdad » » L'étau du blocus pétroller que l'Irak tente d'imposer à l'Iran pourrait ainsi se desserrer considérablement », estime Pétrostratégies, qui évalue le coût de ce blocus 1,53 à 1,84 milliard de dellars par an, dont un manque à gagner de 1,37 à 1,5 milliard et des pertes directes de 160 à 337 millions de dollars par an.

Rencontre Khomeiny-Montazeri

L'imam Khomeiny s'est entreou, hndi 10 novembre, avec l'ayatollah Montazeri, son successeur désigné. Selon la radio de Téhéran, « les problèmes politiques majeurs du pays » ont été évoqués lors des

M. Montazeri s'était déjà rendu anprès de l'imam le 18 octobre dernier pour intercéder en faveur de ses proches collaborateurs – notamment de M. Medfi Hachemi, ancien responsable du Bureau d'aide aux mouvements de libération islamiques - arrêtés avec l'approbation de l'imam Khomeiny. A cette occasion, l'ayatollah Montazeri avait même presenté sa démission à l'imam, qui l'avait rejetée en indiquant qu'il incombait à l'Assemblée des experts d'accepter ou de refuser la démission du dauphin. — (AFP.)

La radio de Téhéran: « M. Chirac tente de préserver les intérêts à long terme de la France » La radio officielle iranienne, dans

un commentaire diffusé avant l'annonce par la CEE d'un pro-gramme d'action contre la Syrie, a loné, lundi 10 novembre, » la politique intelligente » menée au Proche-Orient par le premier ministre, M. Jacques Chirac, qui a « amélioré ses relations avec Téhéran et

- La France a rempli plusieurs des conditions posées par l'Iran pour une normalisation des relations entre les deux pays », et » des négociations se poursuivent entre Paris et Téhéran », affirme la radio. Elle estime, cependant, que la normalisation ne pourra se réaliser tant que « la France poursulvra son soutien à l'Irak - en guerre contre

« M. Chirac, poursnit la radio, a également essayé d'améliorer ses relations avec certains Etats qui jouent un rôle politique dans la région, comme la Syrie. »

Mais, selon le commentaire de la radio, M. Chirac rencontre deux difficultés dans cette voie : . L'attitude des socialistes français et du prèsident Mitterrand, qui tentent de neu-traliser les démarches de M. Chirac, et celle des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne. »

Les déclarations du président Mitterrand à l'hebdomadaire le Point témoignent, selon la radio, des « divergences sérieuses entre le président et le premier ministre français sur la politique étrangère », notamment sur « la question de la confiance que la diplomatie française peut accorder ou non aux allie la luste armée de libération et Etats progressistes de la région ». le combat politique, conformément

« M. Chirac tente de préserver les intérêts à long terme de la France dans cette région, en rompant avec la politique erronée des socialistes (...) et en donnant la priorité à la modification de la diplomatie française au Moyen-Orient », ajoute le commentateur. Cependant, selon la radio iranicane, « les pays pro-gressistes du Moyen-Orient peuvent profiter des divergences intérieures françaises et de celles entre la France et ses alliés occidentaux pour réduire les pressions exercées par Israël et les Etats-Unis ».

La radio iranienne dresse par ailleurs un violent réquisitoire contre la politique menée par l'ancien gouvernement socialiste. « Cette politique parquée par le soutien de la France à l'Irak, l'intervention au Liban et le voyage de M. Mitterrand en Israel, était une honte pour la France », affirme la radio.

CORRESPONDANCE

M. Khaled El Hassan et l'OLP

A la suite de la publication dans le Monde daté 19-20 octobre dernier d'une interview du dirigeant palestinien Khaled El Hassan à l'agence Reuter, à Tunis, nous avons reçu de ce dernier une lette dunt nous publions les extraits suivants :

J'ai toujours suivi la ligne politique définie par le Fath et l'OLP, qui allie la hute armée de libération et

aux résolutions adoptées par le Conseil national palestinien (CNP). L'opération de Jérusalem ne répond à aucune orientation nouvelle. Elle est conforme à la « décla-

ration du Caire », qui limite les opé-rations de caractère militaire au territoire occupé. Elle constitue un acte de résistance non seulement légitime, mais légal puisque officiellement recomm par le droit interna-

J'ai dit à l'agence Reuter que ce sont les États-Unis, Israël et certains Etats d'Europe qui seraient respon-sables d'un éventuel abandon d'une ligne modèrée et non la direction palestinienne, qui doit répondre aux aspirations légitimes de son peuple et traduire sa volonté telle qu'elle s'est très majoritairement exprimée. Telle étant ma façon de voir, il ne pouvait s'agir d'aucane décision d'éloignement... et encore moins de

Seul un sous-préfet accueille le chef de l'Etat sud-africain à Longueval

accueilli, à Orly, par une respon Me da service du protocole du ministère des affaires étrangères, M. Pieter Buthe, président de la République sud-africaine, inaugure, ce mardi 11 novembre, à Longueval (Somme), un mémurial aux soldats sud-africains tombés en France lors des deux guerres moudiales (le Monde daté 9-10 novembre). Il est accompagné de plus de trois ceuts personnes, anciens combattants, juurnalistes, hauts fonctionnaires et quelques ministres, dont celui des affaires étrangères.

Pour la pose de la première pierre du mémorial, en 1984, M. Botha avait été accueilli par M. Jean Lor-

Arrivé le lundi 10 novembre en rain, secrétaire d'Etat aux anciens France, un il a été simplement combattants. Son successeur dans le

dès mercredi, pour une visite privée de deux jours dans l'archipel portugais de Madère. Il y sera accueilli par le ebef du gouvernement local, le social-démocrate Alberto Joso Jardim. Beaucoup de Portugais établis en Afrique du Sud sont originaires de Madère.

POINT DE VUE

Botha-Gorbatchev... même combat

par Joseph Royan (Dechau nº 766571

'ACCUEIL que la France officielle reserva à M. Botha, la chef de l'Etat sud-africain nonurer la memoire des soldats de son pays tombés chez nous pour la défense des libertés et des droits de l'homme, laisse un goût amer, même si les intentions de cet hôta peu apprécié n'étaient pas

Le régime da l'apartheid est détestable, il viole quotidiennement les principes de la démocratia et de la dignité humaina. Il n'est pae seul dans le monde à le faire. Le général de Gaulle disait que la France n'avait pas de relatione avec les régimes mais avec les Etats. On peut vouluir renverser cet adage, et ne plus recevoir chez nuus les chefs d'Etat ou de gouvernement qui violent les droits da l'homme. Une tella pratiqua rendrait sans doute plue difficiles encore les rapports internationaux ou interétatiques, mais elle serait cohérenta avec nos prin-

Ce qui, au contraire, est inadmissibla et souverainement choquant. e'est de traiter M. Botha plus mal que M. Gorbatchev ou M. Jaruzelski. Dans les dictatures communistes, c'est toute la population qui est soumise à un régime d'apartheid au bénéfice d'una « race de seigneurs » érigée en nomenklatura dominanta. M. Gorbatchev, maître du goulag et du KGB, responsable suprame du génocide efghen, serait-il plus fréquentable que M. Bothe qui semble convaincu de la nécessité de faire évoluer - trop lentement — le système abject du « pouvoir blanc » ? Et si M. Fabius guuveruement de M. Chirac, M. Georges Funtes, a un emploi du temps qui ne lui a pas permis de se rendre à Longueval, indique-t-on de source française. Finalement, seul le sous-préfet de Péronue, M. Guy Fontanelle, devait assister à la céré-

M. Pieter Botha quitte la France

avait voulu rencontrer en Pologne les responsables de l'opposition comme il le fit en Afrique du Sud, son séjour n'eurait pas été de longue durée

L'élimination des dictatures à l'intérieur du monde encore pré-serve de le domination soviétique est certes une tâche nécessaire et nous devons y contribuer, mais point pour substituer à ces régimes, qui se limitent le plus souvent à ne tyranniser que leurs propres sujets sans volonté de propagation universelle, l'implantation de nouvelles satrapies du « fascisme rouge ». Le masochisme politique est une tentetion permanente des démocraties. Avons-nous vraiment basoin d'accorder plus d'égards aux ministres syriens, coresponsables d'un régime dont le chef, un jour, fit massacrer plusieurs milliers de civils dans la ville de Hama révoltée. qu'au chef de l'Etat raciste aud-

Il est vrai que l'Union saviétique est puissante et que les Syriens arment les bras des terroristes. Le sévérité particulière avec laquelle nous traitons M. Botha sarait-ella due au fait qu'il n'est guère capable de nous nuire ?

· La comitá intersyndical du Livre parisien (CGT) nous adresse le communiqué suivant. - « Suite à la venue en France du président racista Pieter Botha à Longueval, la manifestation, organisée à l'appel de la CGT pour protester contre l'apartheid est empêchée par les forces de l'ordre qui retiennent indûment les manifestants. Le syndicet du Livre entrave à l'expression démocratiEn présence de MM. Mitterrand et Chirac

La treizième conférence franco-africaine s'ouvrira le 13 novembre à Lomé

La treizième conférence des chefe d'Etat de France et d'Afrique o'ouvrira, jeudi 13 novembre à Lomé, su Togo, en présence de MM. Mitterrand et Chirac. Le président de la République quittera Paris, le mercredi 12, à bord d'un Concorde pour Conakry, où il effectuera une visite officielle. A l'issue du sommet de Lomé, qui dure deux jours, le chef de l'Etat ira an Mali dn 15 an 17, puls an Burkina jusqu'an 18.

M. Jacques Chirac, sur la route de Lomé, fera une escale, le 13, à Brazzaville, pour un entretien avec M. Nguesso, chef de l'Etat congolais et pré-sident en exercice de l'OUA. Dans la soirée du 15, il s'arrêtera à Yamoussoukro chez le président Houphonêt-Boigny. Le Togo vient d'annoucer la présence du chef de l'Etat ivoirien au sommet, malgré son irritation contre le Parti socialiste français, dont la presse l'avait critiqué il y a quel-ques mois. M. Chirac sera de retour à Paris dans

Oublier Bujumbura...

Oublier Bujumbura et Carrefour de développement ! Après les débor-dements financiers eurogistrés à l'uccasiun du summet franco africain de Bujumbura, capitale du Burundi, en décembre 1984, l'organisation de la réunion de Lomé se devait d'être exemplaire. N'inter-viennent done cette fois ni association loi 1901, ni fonds secrets et encore moins d'hypothétiques agents payés en liquide... An contraire, la coutribution frençaise est empreinte, assure-t-on, de la plus grande « transparence » ; loin des acrobaties financières de M. Yves Chalier, l'ancien chef de cabinet de M. Christian Nocci ao ministère de la coopération, chargé de la prépara-tion de la conférence de 1984, la comptabilité publique a retrouvé ser prérogatives, et chacun e souhaité

limiter les frais. L'enveloppe débloquée par la France pour aider le Togo dans l'organisation du sommet a été fixée à 10 millions de francs. Même si l'on peut prévoir que la note définitive scra plus élevée, ce chiffre parait bien modeste au regard du record - atteint à Bujumbura : 67 millions de francs (dont une vingtaine ne correspondant à aucune prestation réelle). Il n'existe pas d'autre point de comparaison : les frais occasionnés par ces réunions. qui se tiennent en alternance en France et en Afrique - où elles don-nent lieu à des « libéralités » traditionnelles en faveur du pays hôte ont rarement fait l'objet d'une telle publicité.

L'hôtel Matignon et le ministère de la coopération, qui ont mis en œuvre la préparation du sommet, ont fixé, en accord avec l'Elysée, deux principes, à l'attribution de l'aide française : la transparence des dépenses et leur intégration dans des projets de coopération. Les Togolais, ndique-t-on au ministère de la coopération, sont d'ailleurs ellés audevant - de souci de modération exprimé par la France. Lomé, il est vrai, n'est pas Bujumbura. Ville de congrès, la capitale togolaise a déjà accueilli plusieurs conférences internationales et dispose d'infrastruc-tures sans comparaison avec celles de Bujumbura, où la France avait dû aménager plusieurs hôtels.

Le principal chapitre de dépenses concerne la sécurité (environ 4 mil-lious de fraces). Cumme an Burundi, le service de coopération internationale de la nolice (SCTIP) a formé sur place oue brigade d'intervention polyvalente, chargée d'assurer la protection des personna-

R 25 et Mercedes

Des armes, des munitions et des postes de radio ont été mis à la disposition de cette brigade, ainsi que quioze Peugeot et quiuze Renault 18. La police togolaise et la gendarmerie ont également reçu des uniformes, des munitions, des appareils de transmission et quelques véhicules. Selon le ministère de la coopération, le raid de fin septembre dirigé contre le régime du président Eyadema n'a entraîné ancun renforcement massif de ce dispositif.

Pour le parc automobile, dix R 25 ont été offertes par la France pour les délégations. Les chels d'État cir-culeront, eux, dans les véhicules achetés pour l'occasion par le Togo: des Mercedes. En 1984, un convoi de R 25 avait été acheminé depuis le Kenya, non sans dommages, pour éviter justement une telle intrusion automobile germanique au sommet

La France, enfin, prête au Togo des cabines téléphoniques, du maté-riel pour le centre de presse et un certain nombre de personnels pour aider à la traduction, au secrétariat on à l'organisation du protocole.

La plupart de ces opérations sont financées par l'intermédiaire du FAC (Fonds d'aide et de coopération), - qui a retardé à cet effet d'autres projets. Plusieurs dépenses seront portées sur les crédits budgétaires du ministère de la coopération, ce qui permettra d'éventuelles régularisations ultérieures en cas de

TCHAD

N'Djamena accuse la Libye de bombarder des localités du Nord

L'armée libyenne se livre à un bombardement ininterrompu de certoines locolités du nord du Tchad ., indique un comm poblié à N'Djameoa le Inodi

Actuellement tout brûle dans les localités de Gouro, Ountanga et Gourma, et les rares survivants de ce génocide, qui n'est pas différent des crimes nazis pendant la deuxième guerre mondiale, se sont réjugiés dans les montegnes avoisinantes », affirmo le secrétaire d'Etat à la présidence de la République, chargé de l'information et de l'orien-

Selon lui, l'armée libyenne utilise pour ces tirs et ces bombardements des chars lourds de febrication soviétique, ainsi que des avions de combats Sakkhoi et Tu-22.

D'eutre part, M. Kamel Hasan Maghor, ministre libyen des affaires étrangères, a affirmé lundi à Brazzaville que l'ex-président Gonkouni Oueddel « n'e été ni battu ni emprisonné par les Libyens . Il a fait cette déclaration à la sortie d'un entretien evec le chef de l'Etat congolais, M. Sassou Nguesso, président en exercice de l'OUA, auquel il avait remis un message du colonel Kadhaft relatif au problème tehadien et aux questions africair

Il y a quelques jours, M. Jacques Foccart avait confirmé des informa-tions selon lesquelles M. Goukonni Oueddel evait été blessé dans une fusillade avec des soldats libyens à Tripoli

· Il (Goukouni Oueddel) e été blessé, mais pas très grièvement », avoit déclaré le conseiller de M. Chirac pour les affaires afri-caines. - (AFP, Reuter.)

Europe

ALBANIE

Fin du IX congrès du parti

Grands principes et allusions discrètes

Le neuvième congrès du Parti du travail elbanais a pris fin samedi 8 novembre à Tirana avec l'élection de trois nouvet membres titulaires au bureau politique, MM. Besnik Bekteshi. Foto Cami et Prokop Murra, jusqu'alors membres supplients. Le bureau politique compte donc nouveou treiza membres, comme après son précédent congrès, à l'automne 1981, qui avait été marqué par la réflection da Mahmet Chehu, slors numéro 2 du régime et premier ministre depuis trente ans, et qui, moits de deux mole plus tard devait — selon la version officialle — êtra confondu comme «traître» et «espion» avant de se suicider.

Le congrès e été l'occasion de multiplier les proclamations de fidelité à Enver Hodja, le chef du parti mort l'an demier. L'élection de sa veuve au bureau politique avait d'ailleurs été considéré comme possible, mais elle n's pas eu lieu. Cela n'empêchera sans doute pas Mª Nedimije Hodja de continuer à occuper une place très en vue sur la scène politique, en tant que présidente du Front democratique.

Le congrès a naturellement réélu à la tête du parti M. Ramiz Alia, la successeur d'Enver Hodje, et adopté son «rapport» d'activité. Ce demier ne permet de prévoir aucune modification de la polique albenaise - ferme attachement à una idéologie manuista-léninista-stalinista sans concession sur le plan intérieur, et politique d'indépendance passant par le refus de toute relation avec les deux superpuissances.

Coopération économique

Le rapport de M. Ramiz faisse cependant clairement apparaître certaines préoccupetions actuelles de l'Albania, en particu-Ser le nécessité umante de développer son commerce - todiours entravé par le refus de tout crédit extérieur (l'interdiction d'emprenter à l'étranger figure même dans la constitution). C'est pour cetta raison que M. Alia e annoncé une exploitation plus intensive du echrome, du cuivre et de quelques autres minerais essentiellement desrines à l'exportation », seul moyen pour l'Albanie d'obtenir des devises nécessaires à l'achat d'équipementa industriale d'autant plus indispensables que les machines léguées par les Soviétiques puis les Chinois sont

Cette même préoccupation explique les efforts déployés par l'Albanie pour développer ses rapports économiques avec plusieurs pays d'Europe occidentale, et aussi d'Europe de l'Est. Pour la première fois depuis la rupture de Tirana avec la bloc soviétique (en 1961), la ministre des affaires étrangères albanais a ainsi rencontré, à l'automne, son homulogue d'Allemegne da L'Est, en marge de l'Assemblée de l'ONU à New-York. Mais du côté albanais on tient à souligner qu'il s'agissait exclusivement de coopération économique.

Le rapport du comité central fait aussi une discrète allusion aux graves conséquences de la collectivisation du menu cheptel et des vaches jusque là possépropre lopin : « L'imparfaite compréhension et l'application défec-tuauxe de la directive au Parti (...) ont entraîné des pertes importantes et la suppression non-fondée d'une quantité de bétail considérable. » Le remède désormais appliqué est la constitution de « troupeaux de bri-gede », collectifs mais plus réduits, et plus proches des agri-

Dane un eutre domeine, M. Alia e déclare, à propos de la rémunération du travail et de son efficacité qu'il ne fallait pas « négliger les stimulants matériels, tout en accordant la priorité aux stimulants moraux ». Mais i n'est naturellement pas question de « libéraliser » en quoi que ce soit. l'économie. il convient au contreire de « renforcer les contrêles à tous les niveaux ».

Quant à la littérature et aux arts, ils devront améliorer leur qualité en créatn des « cauvres militantes, belies et puissantes ». Mais la Parti « ne pourra jamais taisser le développement de la création artistique à la merci de

JAM KRAUZE

Amériques

BANGLADESH

Asie

Levée de la loi martiale

Dacca. - Le président Ershad s levé lundi 10 novembre la loi martiale et remis en vigueur la Constitution qo'il avait suspendue lors de son accession an pouvoir par un coup d'Etat eu mars 1982. Le poste d'administrateur en chef de la loi martiale, qu'occupait le président Ershad, a été en même temps sup-

Cette décision a été annoncée après l'adoption par le Parlement par 223 voix, soit deux de plus que la majorité requise des deux tiers, d'une loi controversée protégeant le président Ershad contre toute poursuite éventuelle pour avoir renversé le gouvernement civil et imposé la loi martiale.

Cette loi a été votée eprès la fin d'une grève générale de six beures organisée hundi par les principaux partis de l'opposition. Le mouvement de protestation, qui avait para-lysé la capitale et d'antres villes du pays, a dégénéré eu fusillades, près de l'université de Dacca, entre mouvements favorables an gouverne ment et opposants, faisant un mort et au moins quarante blessés. -(AFP, Reuter.)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

La seizième Assemblée générale de l'OEA

Washington ne prend pas parti dans le conflit des Malouines

Guatemala. – La seizième Assemblée générale de l'Organisation des Etats américains (OEA) s'est ouverte, le lundi 10 novembre, dans la capitale guatémaltèque. dans la capitale guatémaltèque. Cette première jouraée e mis en lumière l'existence de profondes divergences au sein de cet organisme et suscité des doutes sur son avenir. Tant sur le problème des lles Malouines, après la décision britan-mique d'étendre sa zone d'exclusion à 200 milles, que sur la question ceutre-américaine ou sur le rôle même de l'OEA, la ligne de partage entre les membres de l'organisation entre les membres de l'organisation reste la position vis-à-vis des Etats-Unis.

Sur le premier point, la délégation américaine a provoqué un vif mécontentement chez une majorité de latino-américains en se montrant très réservée sur le projet de résolu-tion préparé par l'Uraguay, qui « déplore » l'initiative unilatérale de la Grande-Bretagne et lui demande de » ne pas matérialiser les actions apponées » Le secrétaire d'Etat américain,

M. George Shultz, avait indiqué, dans l'avion qui le conduisait à Guatemala, que les Etats-Unis « ne prennent pas partie « dans le conflit entre Londres et Buenos-Aires. Les divergences entre les Etats-Unis et leurs alliés (Chili, Honduras, Costa-Rica et Saivador) face à un bloc qui s'est formé autour des bait pays de Contadora et du groupe d'appui (Colombie, Mexique, Panama, Venezuela, Argentine, Brésil, Pérou et Uraguay) sont de plus en plus importantes. – (AFP.)

CANADA: la succession de M. Jean Drapeau

Nette victoire du candidat de l'opposition aux élections à la mairie de Montréal

MONTRÉAL

de notre correspondant

Uo avocat de quarante et un ans, ancien militant socialiste, M. Jean Doré, a mis fin, dimanche 9 novem-Doré, a mis fin, dimanche y novem-bre, an règne sans partage exercé pendant une trentaine d'années sur la ville de Montréal par un maire très conservateur, M. Jean Drapeau, avocat lui aussi, et qui, en raison de son âge, soixante-dix ans, et de son état de santé, ne se représentait pas aux élections municipales. M. Doré e devancé largement son

M. Doré e devancé largement son principal adversaire, et successeur de M. Drapeau, M Claude Dupras, avec près de 67 % de suffrages. Il aara fallu quatre scratins et une douzaine d'années pour que le Rassemblement des citoyens de Montréal (RCM), créé en 1974, réussisse à s'imposer auprès des sept cent mille électeors de la plos grande ville québécoise, en obtenant cinquante-trois des cinquante-lmit sièges du Conseil municipal. Et encore, M. Doré ne doit-il sans doute sa victoire qu'au retrait de M. Dra-

encore, M. Doré ne doit-il sans doute sa victoire qu'au retrait de M. Drapean qui, même diminué physiquement, aurait pu remporter les élections pour la neuvième fois s'il avait décide de se représenter.

Elu pour la première fois en 1954, M. Drapean e fait de Montréal une ville moderna: construction du métro au début des années 60, exposition universelle en 1967, Jeux olympiques d'été eu 1976, etc. Comme on dit au Québec, le maire « a mis Montréal sur la carte » du monde, et les Montréalais lui en sont monde, et les Montréalais lui en sont en général reconnaissants, même si les factures ont été beancoup plus élevées que prévu. C'est le cas, en particulier, pour les Jeux olympiques qui out provoqué un énorme déficit de plus de 1 milliard de dol-lars (environ 5 milliards de francs) que les contribuables n'auront pas fini de payer avant de nombrenses

Le candidat des jeunes cadres

Son successeur, M. Jean Doré, n'appartient pas du tout à la même tradition politique. Il e milité dans des organisations socialistes dans les années 60 et au début des années 70. Il a été membre du Parti québécois et prêne l'indépendance du Québec. Ce qui ne l'e pas empêché d'obtenir l'appui massif des anglophones aux deux dernières élections munici-

Depuis, M. Doré e mis beaucoup d'ean dans son vin. Il apparaît aujourd'hui comme le candidat idéal des jeunes cadres, ceux qu'on appelle en Amérique du Nord les «Ynppies». Son programme n'est guère plus révolutionnaire que ceint de son adversaire conservateur M. Claude Dupras, un ingénieur de cinquante-quaire ans sans aucun charisme qui se présentait comme le «dauphin» de M. Drapeau.

Tous deux accordent la priorité Depuis, M. Docé e mis beaucoup

dauphin de M. Drapeau.

Tous deux accordent la priorité
absolue à l'investissement privé qu'il
faut attirer grâce à des avantages
fiscaux. Principale différence entre
les deux adversaires : le nouveau
maire souhaite concentrer le trafic
aérien pour les passagers à l'aéropout de Dorval situé plus près de
Montréal sans pour autant fermer
complètement Mirabel qui pourrait
être reconverti vers d'autres activités (fret on base militaire). vités (fret on base militaire).

BERTRAND DE LA GRANGE.

La gauche réclame l'annulation des élections municipales à Lima

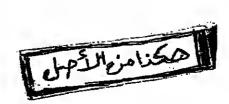
PÉROU

Lima. - La coalition de la Ganche unic (IU), dont le leader est l'actuel maire de Lima, M. Bar-rantes, e officiellement dénoncé, lundi 10 novembre, les résultats, encore officieux, des élections muni-cipales du dimanche 9 novembre. La gauche accuse le chef de l'Etat, M. Alan Garcia, et la formation gouvernementale APRA (Alliance populaire pour la révolution améri-caine), de « fraude » et de « manipuiations » (1).

M. Garcia a rejeté ces accusa-tions et affirmé que ces élections, qui confirment sa popularité personnelle et doment à son parti une vic-toire importante (l'APRA a gagné dans huit des neuf plus grandes villes du pays, en particulier à Lime), éteient « tout à fett claires ».

La gauche unie a réclamé l'annulation des élections dans la capitale. Le tribunal électoral a fait savoir qu'il lui fallait dix jours pour vérifier qui de M. Barrantes ou de M. del Castillo, candidat du gouvernement, l'avait emporté à Lima. Une confir-mation de la défaite de M. Barrantes pourrait provoquer un éclate-ment de la coalition de la Gauche unie, déjà très divisée, certaines formations radicales reprochant à M. Barrantes ses bonnes relations evec le chef de l'Etat. — (UPL.)

(1) La télévision d'Etat a amonos des midi, trois heures avant la ciôture du scratin, la victoire de M. del Castillo à Lima.



1 m

· .

10 100 10 970

4

• --- --

The street was a second

and the second

2.00 A 製造

4.00

ALCOHOLD STREET

1.97

. . .

.

 $e^{i \frac{1}{2} \left(\frac{1}{2} - \frac{1}{2} \right)}$

The second of th

100

H PROMITE

M. Chevardnadze confirme le durcissement de l'attitude soviétique face à Washington

Les nouvelles propositions soviétiques de désurmement, présen-tées vendredi dernier aux négociations de Genère, «n'ajoutent rien» aux suggestions antérieures du Kremlin a estimé hudi M. Paul Nitze, l'un des principeux spécialistes américains de dossier.

La rencontre de Vienne entre MM. Chevarduadze et Shuitz la semaine dernière a été « malheureuse » et n'a débouché sur aucun résultat, a-t-il estimé au cours d'une conférence de aresse, mais son échec ne porte pas de « coup sérieux » à l'avenir des négociations.

M. Nitze a réaffirmé le rejet par Washington du lien établi par Moscou entre les trois dossiers examinés à Genère, START, FNI (fusées à moyenne portée) et IDS (défense spatiale), tout en expliquant qu'une liquidation des ogives balistiques telle qu'envisagée à Reykjavier permettrait de se limiter à une «version nettement moins perfectionnée» de l'IDS que si ces armes demeuraient déployées. Le diplomate américain a par ailleurs déclaré que son pays prenait «très sérieusement en considération» les craintes des alliés européens en cas de liquidation des euromissiles. Un tel accord, a-t-il dit, devra aller de pair avec des ententes sur l'établissment d'un équilibre dans les armements conventionnels et sur une négociation des missiles macléaires de courte portée. — (AFP.)

de notre correspondant

M. Chevardnadze est «décu» par sa rencontre à Vienne des 5 et 6 novembre avec le secrétaire d'Etat américain, M. Shultz. Selon le ministre soviétique des affaires étrangères, les Etats-Unis ont fait « un pas en arrière » par rapport à ce qu'ils avaient accepté en matlère de désarmement nucléaire lors du sommet de Reykjavik. M. Chevardnadze est allé jusqu'à comparer ces entretiens de Vienne à un «théâtre de l'absurde » au cours duquel « on ne cessait de nous répéter : Reykjavik a bien eu lieu, mais pas de la façon que vous croyez ».

Le chef de la diplomatie soviétique a présenté, hundi 10 novembre, un bilan très négatif de ses conversations avec M. Shultz et n'a laissé prévoir aucune reprise un niveau élevé dans un avenir proche. C'était sa première conférence de presse à Moscou depuis qu'il n pris ses fonctions. Il y a déployé les talents d'éloquence et de bonhomie qu'il a abondam-ment manifestés ces derniers temps au cours de ses déplacements à l'étranger. On remarquera cependant que, malgré la «transparence» chère an nouveau régime, il a fallu scize mois au ministre des affaires étrangères pour rencontrer chez hi les correspondents occidentaux.

« Une triste conclusion »

M. Chevardnadze est parvenn à Vienne à une « triste conclusion » : les dirigeants des Etats-Unis ne veulent pas faire preuve de la « mentalité politique moderne » qui avait percé un moment en Islande, sous l'impul-sion bien sûr de M. Gorbatchev. Ils en reviennent à la conception « d'avant Reykjavik » et se réfugient dans les problèmes techniques. « Les mêmes plafonds et sous-plafonds, limites et souslimites, toute cette arithmétique d'experts avec laquelle on avait fini, semble-t-il, une fois pour toutes dans la capitale island ont reparu à Vienne pour tout obscurcir », affirmo-t-il.

Les Américains continuent à vouloir négocier point par point pour chaque catégorie d'arme nucléaire et s'empêtrent, selon M. Chevardnadze, dans leur casuistique technique ». Les Soviétiques présentent an contraire une « solution globale » qui aboutirait à « liquider totalement les arsenaux nucléaires des deux pays au cours des dix prochaines années ».

Malgré son sourire et sa décontraction M. Chevardnadze a done confirmé une fois de plus le durcissement soviétique enregistré en Islande et qui reste jusqu'ici inexpliqué. L'ensemble des propositions de désarmement avancées par Moscou constitue désormais, ce qui n'était pas le cas avant Reykjavik, un « paquet » à prendre ou à laisser. Il n'est pas question de laisser les Occidentaux choisir librement à cet étalage alléchant...

Tout l'art de M. Chevardnadze n ennsisté à faire comme si M. Reagan avait lui-même accepté le tout avec enthousissine à Reykjavik puis s'était repris. Innocents et sincères, les Soviéti-

ques resteraient donc avec leur paquet » en forme de « cadeau » sur les bras, tout en ayant achoppé sur l'initiative de défense stratégique (IDS).

Le ministre soviétique a relaté ainsi le moment le plus « dramatique » de l'ultime séance de Reyk-javik : le président américain avait jusque-là acquiescé à tout, Il acceptait notamment de respecter pendant dix ans le traité ABM qui proscrit le déploiement des armes dans l'espace. Restait la définition de ce qui était permis en matière de recherche pendant cette période. « Acceptez l'Interdiction des essais dans l'espace et nous signons. l'ensemble du document en deux minutes », aurait dit alors M. Gorbatchev. Le president Reagan ayant refusé, « nous nous sommes séparés déçus », après avoir constaté « cette divergence insurmontable», raconte M. Chevardnadze.

La France critiquée

Les Soviétiques n'ont pes fimi d'exploiter le déroulement bizarre du sommet de Revkisvik. M. Chevarnadze invite ainsi « la partie américaine à rester attachée aux ententes convenues > cu Islande entre MML Gorbatchev et Reagan. « La question est de savoir si oui ou non les Etats-Unis sont prêts à poursuivre le travail à partir du nivenu atteint. » A cette occasion, le chef de la diplomatie soviétique accuse donc les Américains, au gré de métaphores, d'avoir fait un pas en arrière ou descendu une marche.

M. Chevardnadze a attaqué an passage, comme il l'avait fait à Vienne, M. Jean-Bernard Raimond. Le ministre français des affaires étrangères avait déclaré le 4 novembre qu'un accord soviéto-américain sur les armes à moyenne pertée n'anrait pas essairement renforcé la sécurité en Europe, Ces réflexions qui, scion M. Chevardnadzo, « ne soni pas isolées en Europe » suscitent · une certaine inquiétude », car elles montrent que plusieurs gouvernements ouest-européens « ne souhaitent par » la liquidation des enromissiles.

Sur un registre beaucoup plus èvère, M. Chevardnadze s'est dit « profondément indigné » par les récents propos du chanceller Kohl établissant un parallèle entre MM. Gorbatchev et Goebbels. Les rapports entre l'URSS et la RFA «ne sont pas mauvais», mais cette compuraison est « offensante et inadmissible ».

Le chef de la diplomatie soviétique a enfin évoqué l'affaire syricane. Le vocabulaire qu'il a utilisé est intéressant : Sir Geoffrey Howe, le secrétaire au Foreign Office, « nous a dit qu'il y avait des preuves irréfutables» de l'implication de Damas dans les attentats terroristes, tandis que « nos amis syriens nous ont fourni des arguments convaincants ». D'un côté des « preuves ». de l'autre des « arguments »...

Il ne s'agissait sans donte que d'un lapsus, car M. Chevardnadze « se refuse à assimiler des peuples ou des pays entiers à des terroristes isolés». On ne pouvait cependant exprimer on termes plus mesurés le soutien de Moscou à un allié mis au banc des

DOMENIQUE DHOMBRES.

La mort de Viatchestlav Molotov

Le dernier bolchevik

(Suite de la première page.) dans celni du ministère des Mais, après l'Anschluss et affaires étrangères, à 300 mètres Munich, if avait perdu toute de là. Les deux ministres y repriconfiance envers des alliés qui auraient visiblement bien voulu rent la conversation interrompue. Le nazi répéta pour la centième détourner vers l'Est la foudre hitlérienne. Pour leur forcer la fois le thème favori de la diplomatie allemande de l'époque : main et, s'ils ne se laissaient pas l'Angleterre est déjà vaincue, convaincre, sauver les meubles en mais elle refuse de le reconnaître. entendant avec Hitler, il lui fal-Le communiste, qui depuis son arrivée à Berlin défendait son doslait un exécutant dépourve de tout préjugé, comme de toute pré-férence, un bolchevik pur de toute compromission avec le monde sier avec l'apreté d'un héritier pauvre mais versé dans le droit, ini décocha un coup direct. « Si occidental, méfiant envers tous et l'Angleterre est vaincue, hui dit-il, comaissant sur le bout du doigt voulez-vous m'expliquer ce que es dossiers: ce fut Viatcheslav Mikhailovitch Skriabine, dont le surnom de Molotov (en russe nous faisons dans cet abri? > marteau) disait assez la résolu-tion et qui, comme membre du Chez Hitler politburo depuis 1926 et chef du gouvernement depuis 1930, avait su démontrer son aptitude à bien comprendre et à bien exécuter les intentions de son maître. Aux

mité, que Molotov avait su éta-Un éloge de Dalles

yeux de tous ceux qui les out

approchés, ils formaient vraiment

un tandem incomparable; de

l'avis, par exemple, d'Anthony Eden, aucun Soviétique n'avait

jamais en avec Staline les rela-

tions de confiance, voire d'inti-

L'un de ses premiers visiteurs, orsqu'il s'installa au narkomindel, le commissariat aux affaires Etrangères, fut l'ambassadeur de Grande-Bretagne Wiekham Seeds, qui télégraphia aussitôt à Londres que « l'idée de la négo-ciation lui était absolument étrangère ». Onze ans plus tard, John Foster Dulles écrivait : « Je n'ai jamais vu l'habileté diplomatique atteindre un si haut degré de perfection que chez Molotov. . Entre-temps, celui-ci avait accompli, an prix de la guerre certes, mais d'une guerre que son pays n'avait pas cherchée, une œuvre diplomatique qui n'a pas son égale au cours de notre siècie et qui est été plus grande encore, n'en doutous pas, si la résistance américaine, étayée sur le monopole atomique, n'avait infligé en fin de compte aux ambi-tions soviétiques au Proche-Orient et en Allemagne un double et durable schee.

Dès le printemps 1939, Staline et Molotov s'étaient assigné comme but de corriger la dangereuse situation stratégique dans laquelle les traités de 1920 avaient placé lour pays, dont la frontière passait à 25 kilomètres de Leningrad et qui ne disposait d'aucune barrière naturelle pour arrêter l'envahisseur marchant sur Moscou.

Pour obtenir ce résultat, ils surent mettre « en compétition pour une entente avec l'URSS », comme l'écrit le diplomate et historien officieux Wladimir Potiemkine, les futurs antagonistes de la guerre de 1939-1940 : les exiences qu'ils présentèrent aux Franco-Anglais et que ecux-ci, pour ne pas se brouiller avec les Polonais et les Roumains, ne purent finalement accepter, ce ont les mêmes qu'en un an ils firent admettre par les Allemands, les Baltes, les Finlandais et les Roumains. Cela supposait qu'on ne fût pas

trop exigeant sur les méthodes On'on exaltat la fraternité d'armes, « scellée dans le sang », des nazis et des bolcheviks ; qu'on invitât Paris et Londres, de la manière la plus insistante, à faire leur deuil de leur alliée polonaise ; qu'on mit le Komintern et son appareil au service de cette coalition immorale; qu'on pratiquat sur la Lettonie, la Lituanie, l'Estonie et la Roumanie le chantage à l'agression; qu'on envahît la Finlande ; qu'on félicitat Hitler pour l'invasion, puis pour la défaite de la France; qa'on acceptât de discuter avec lui d'un partage des dépouilles de l'empire britannique.

Ce fut pour en parler que Molo tov, en novembre 1940, se rendit à Berlin, Staline raconta lui-même par la suite à Churchill l'entrevue mémorable de son principal lieutenant avec les dirigeants nazis. On en connaît le trait le plus piquant : le commissaire du peuple recevait ses interlocuteurs à diner dans les vastes salons de l'ambassade soviétique, Unter den Linden. An moment on Ribbentrop se levait pour répondre au toast de Molotov, les sirènes retentirent : la RAF avait jugé le moment particulièrement opportun pour rappeler son existence.

Dans cette discussion d'une dramatique froideur, les rôles traditionnels étaient renversés. Hitler avait en face de lui, pour la première fois, un homme qui lui résistait. De son côté, le Russe, si habile en d'autres circonstances à noyer ses interlocuteurs sons les généralités rassurantes, ne cessait de homharder le Filhrer et Ribbentrop de questions indiscrètes, ne voulant laisser dans l'ombre ancun point des propositions que leurs auteurs étaient bien décidés pour leur part à laisser dans le

vague. En quelques henres, Adolf Hitler, qui essayait de vendre à Molotov la peau de l'ours britannique, se vit réclamer la Finlande, la Bulgario et quelque chose « qui ne fût pas sur le papier » dans les Détroits. Le risque d'une alerte aérienne lui fournit un prétexte pour écourter cette épuisante discussion. Mais à aucun moment il n'opposa un refus formel à son visiteur, lequel, un peu plus tard, fit savoir à Berlin qu'il acceptait les propositions de partage nazies sous quelques conditions - base dans les Dardanelles, retour du nord de Sakhaline à l'URSS, conclusion d'un pacte d'assistance des troupes allemandes de Finlande, - qu'on retrouvera à peu de chose près, quatre ans plus tard, dans les revendications de l'URSS à l'égard des Occidentaux. Ce qui intéressait Staline, c'étaient ces gages eux-mêmes; peu lui importait celui qui les lui promettait, des lors qu'il était effectivement en mesure de les lui

donner. Jusqu'à la dernière minnte, Molotov fut le très fidèle exécutant du pacte germano-soviétique d'août 1939. Aussi est-ce avec une parfaite sincérité qu'il put demander à l'ambassadeur du Reich qui lui apporta la déclaration de guerre: « Croyez-vous que nous méritions cela? »

Mais dans l'heure il s'adapta à la situation nouvelle, bataillant pour la réalisation de quatre objectifs, dont le premier était d'empêcher la paix séparée germano-allice que faisait crain-dre au Kremlin la fuite incoince en Angleterre de Rudolf Hess, à la veille de l'agression nazie. Ce qui ne l'empêcha pas d'ailleurs, à deux reprises an moins, de sonder discrètement Berlin sur un retour nn statu quo ante ; mais pent-être n'était-ce là qu'un moyen de pousser les alliés à appuyer les autres objectifs de l'URSS : la création aussi rapide que possible d'un second front ; la livraison massive d'armes et de ravitaillement de toute sorte; la reconnaissance définitive des frontières de 1941 et des intérêts soviétiques sur le pourtour.

Tandis que Staline invoquait la nécessité de conduire en personne les opérations militaires pour refuser de se rendre en Occident, Molotov fit le voyage de Londres et de Washington, s'y prenant avec les Britanniques et les Américains à peu de chose près comme avec Hitler. Le premier qui devait lui tenir tête fut Truman, auquel il rendit visite à l'occasion des obsèques de Roose-

Le nouvean président, pen favorable par tempérament au système soviétique, lui reprocha vertement l'étrange manière dont le Kremlin appliquait la déclaration de Yalta sur l'Europe libérée et l'accord sur la Pologne. « On ne m'avait jamais parlé sur ce tonlà », dit le Russe. « Changez de politique, répliqua Truman, et on vous parlera autrement... »

A vrai dire, la manière dont on lui parlait ne devait plus beaucoup impressionner le lieutenant L'ambassade n'avait pas d'abri. soviétique, le cynisme du dicta- comme ligne de démarcation

des affaires étrangères, la candeur de Roosevelt, la politique des sphères d'influence de Churchill, lui avaient déjà permis d'assurer les bases de l'actuel empire : les troupes russes avaient occupé Varsovie, Bucarest, Vienne et étaient sur le point de s'emparer de Prague et de Berlin. L'URSS avait obtenn la restitution des possessions des tsars en Extrême-Orient en échange de son entrée



en guerre contre le Japon dans les trois mois qui suivraient la capitulation du Reich : on ne pensait pas alors à la bombe atomique.

« M. Niet »

Quelque mois plus tard, on était en pleine guerre froide. Molotov fut le premier, en sep-tembre 1945, à la session inaugurale du conseil quadripartite des ministres des affaires étrangères institué à Potsdam, à montrer par sa calme intransigeance ce tions entre les vainqueurs du Reich. L'attitude de celui qu'on allait bientôt appeler . M. Niet » exaspéra Ernest Bevin, l'ancien mineur devenu le ministre des affaires étrangères d'Attlee, qui compara ses méthodes à celles des nazis. Le Russe bondit vers la porte ; il fallut s'excuser.

On le vit partout dans les mois qui suivirent, et notamment à Paris, au cours de la conférence de la paix, toujours aussi fermé, mais capable, le moment venu, d'esquisser la petite ouverture par laquelle on pourrait enfin sortir d'une impasse devenue trop dangercuse. Son rôle à cette époque est trop inséparable de celui de Staline pour qu'on puisse le retracer sans faire la longue histoire des dramatiques péripéties de la guerre froide. On peut tout de même rappeler celles qu'il marqua de son sceau personnel : sa déclaration du 10 juillet 1946 qui ouvrait la course des alliés nux faveurs de l'Allemagne, l'échec de la conférence de Moscon an début de 1947, la rupture des pourparlers engagés à Paris au mois de juin de la même année sur le plan

Marshall... Deux ans plus tard, Mniotov perdait au profit de Vychinsky, dans le cadre d'un remaniement général, son poste de ministre des affaires étrangères, demeurant senlement vice-président du conseil. En octobre 1952, si l'on en croit le fameux rapport secret de Khrouchtchev au vingtième congrès, le Géorgien aurait lancé contre lui des - accusations sans fondement ». M. «K » laissa même entendre que ses jours auraient fini par être en danger.

La « troika » et la détente

A la mort du dictateur, Molotov devint avec Malenkov et Beria i'un des membres de l'éphémère « troika » qui recueillit son héritage. La consigne étant alors de raccommoder autant que possible la porcelaine cassée par Staline. Il s'y employa, redevenu ministre des affaires étrangères, avec la même conviction qu'il avait apportée précédemment à croiser le fer avec les alliés. Et e'est ainsi que « M. Niet » devint M. Da » : ce fut lui qui à Berlin, en janvier 1954, lança la balle qui, saisie au vol par Georges Bidault, permit la réunion de la conférence de Genève sur la Corée et l'Indochine. Lui qui, au cours de cette conférence, imposa à ses collègues de la Chine populaire et du Vietde Staline. L'action de l'armée minh le tracé du 17º parallèle

entre les deux Vietnams. Lui encore qui, le jour même de la chute de Malenkov, prononça le discours qui devait conduire à la conclusion du traité d'État autrichien. Mais c'est « M. Niet » qu'on devait retrouver à l'automne 1956, un « M. Niet » qui avait oublié l'accord donné par Boulganine au sommet du mois de juillet sur la contribution des quatre puissances à la solution du problème allemand.

Ce devait être son dernier grand rôle. Déchaîné contre la Yougoslavie au moment de la rupture de 1948, il l'avait encore vivement critiquée dans un discours de février 1955, hieu que Khrouehtchev ait des cette époque décidé de se réconcilier avec elle. Tito réclama son élimination sans ambages. Au printemps de 1956, il était remplacé par Chepilov, rédacteur en chef de la Pravdn, qui avait mené la politique de rapprochement avec les Arabes. En juin de l'année suivante, on apprenait qu'il se trou-vait impliqué, avec ce même Che-pilov, Malenkov et Kaganovitch, dans un complot «antiparti», destiné à renverser Khrouchtchev, qui comme on sait ne l'emporta que de justesse.

Le temps des purges sanglantes était passé. Molotov fnt exilé comme ambassadeur... en Mougolie. Mais il était trop près de la Chine, oil commencait à prendre corps la critique, qu'il ne décourageait pas, dn « révisionnisme soviétique ». Moscou voulnt alors le nommer à La Haye, mais le gouvernement néerlandais, non sans humour, refusa l'agrément d'un homme « qui ne jouissait pas de la confiance de ses chefs ». Finalement, il échoua à la délégation soviétique à l'Agence atomique internationale de Vienne, digne et discret comme toujours, sans que personne ait la chance de lui arracher un mot.

Excin on parn et réintégré

Il poursuivait eependant an sein dn PC soviétique et dn mouvement communiste international sa campagne contre Khrouchtehev. Celui-ci l'en accusa publiquement lors du vingt-deuxième congrès, en 1962, produisant une lettre fort révélatrice. De nombreux orateurs surenchérirent sur le premier secrétaire pour faire le procès d'un hommme coupable entre autres de sous-estimer comme les Chinois d'alors - - le nouveau rapport des forces » intervenu depuis la guerre et de · nier les possibilités d'éviter la guerre mondiale à notre épo-

Molotov fut anssi acensé d'avoir commis du temps de Staline des crimes sur la nature desquels ses critiques demeurèrent nu demeurant fort vagues. Tout annoncait son exclusion du partiqui fut prononcée très discrètement bien plus tard, et même un procès, qui n'ent jamais lieu. En tout cas, Molotov ne retourna pas à Vienne. Il passa ses dernières années dans une petite maison des environs de Moscou, dans le petit appartement de sa fille, dans un effacement qui seyait peut-être à ses goûts mais non aux services rendus, voyant de son vivant déhaptiser les villes, les usines, les montagnes qui portaient son nom et sa patrie céder peu à peu à ce révisionuisme coutre lequel il avait en vain cherché à la prému-

Le genéral de Gaulle, recevant Molotov à Londres pendant la guerre, avait salué en lui, à juste titre, - une complète reussite du système totalitaire ». Mais, dès cette époque de intres exaltantes et de succès continuels, il avait décelé chez le commissaire quelque - mélancolie -. Il aurait fallu à Molotov beaucoup de grandeur d'ame devant le peu de cas fait par ses pairs de tant de travail et de tant d'abnégation, comme devant la consolidation de la nomenklatura au sein de cette société à laquelle il aurait voulu garder son esprit bolchevik, pour que cette mélancolie ne se transformât pas en amertume. Au printemps 1984, il est vrai, Tchernenko faisait décider sn réintégration dans le parti, mais e'était un signe de durcissement « idéologique » au moins autant qu'une bonne manière faite par un système qui s'est fait longtemps gluire de n'avoir point de manières.

ANDRÉ FONTAINE.

Politique

La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale

OUTRE-MER: la priorité des priorités

M. Bernard Pons avait dit qu'il receviait les moyens de mener outre-mer une politique ambitieuse. Il les a reçus : le budget qu'il a prése samedi 8 novembre, à l'Assemblée nationale se caractérise par une progression exceptionnelle. L'ampieur de cette progression confirme que le développement économique et social de la France du grand large constitue la première des quatre grandes priorités du projet de loi de finances pour 1987, avant même l'emploi, la défense et la sécurité : avec 1,718 milliard, les crédits de paient augmentent de 25,3 % par rapport à l'an passé, tandis que les autorisatinns de pragramme, avce 916,50 millions, progressent de près de 50 %.

Le RPR et l'UDF ont donc voté ce budget avec enthousiasme, et le Front national ne s'est pas fait prier pour lui apporter son soutien.

Le seul député qui ait vraiment nié cet effort fut l'éin du Parti communiste guadeloupeen, M. Ernest Moutoussamy, lequel tira de ses propres comptes la conclusion que les crédits des DOM - ne vont augmenter, en verité, que de 1,5% ». Cette estimation fit dire à M. Pons que M. Moutoussamy s'était trompé de budget » et avait » traité du budget en vigueur quand les communistes étaient au pou-

Si les autres députés communistes et les socialistes unt voté contre, e'est surtout parce que, à leurs yeux l'effort de l'Etat n'est pas encore à la mesure des problèmes locaux.

La tâche à accomplir est, en effet, immense. Le seul exemple du chômage, cité par le rapporteur spécial de la commission des finances, M. Jean-Paul du Rocca Serru (RPR, Corse) montre à quel point l'entreprise apparaît colossale : en cinq ans, de 1980 à 1985, le nombre des demandeurs d'emploi a pro-gressé de 54 % à la Réunion, 60 % en Guadeloupe, 75 % en Martinique et de 300 % en Guyane. Le chômage atteint dans ces départements des taux beaucoup plus élevés qu'en métropole ; 20 % de la population active en Guyanne, 30 % en Guade-loupe, 35 % en Martinique et plus de 40 % à la Réunion.

Autant dire, comme l'a fait le porte-parole du PS, M. Rubert Le Foll (Seine-et-Marne) qu'il est peut-être « téméraire » de croire que l'accroissement des moyens mis à la disposition du ministre des DOM-TOM pourra suffire à entraîner une évolution exception-

Il u'en demeure pas moins que le renforcement des moyens de l'admi-nistration, l'accroissement de la DOM-TOM et le plan de défiscalisation lancé pour développer les espérer des progrès. Les résultats de M. Pons seront de toute façon jugés

Nouvelle-Calédonie: « Méfions-nous des ragots »

Dans l'immédint, et nvant de poursuivre leur débat lors de la disssion du projet de loi de programme « pour le redressement de Coutre-mer », qui doit en principe nmencer cette semaine nu Senat, les députés ont beancoup reparlé de la Nanvelle-Calédania et de Mayotte.

De la Nouvelle-Calédonie parce que, en l'absence du président du RPCR, M. Jacques Lafleur, l'autre député RPR du territoire, M. Manrice Nenou-Pwatnho, a jeté un froid au sein de la majorité, en reprochant nn gouvernement, sur un registre qui ne lni est pas familier, de se montrer trop conciliant nyec les dirigeants du FLNKS, lears amis et leurs collaborateurs : « Les professionnels de lo subversion n'ont qu'un objectif : recommencer pour faire de lo Nouvelle-Calédonie un Etat raciste marxiste, a-t-il notnament déclaré, Va-t-on s'abstenir de les inquiéter et laisser certains de ces individus émarger au budget de l'Etat? Ne négligez pas ce qui à Paris peut vous paraître insignifiant mais qui, là-bas, marque le début d'une incompréhension... =

M. Pons a exprimé - une certaine peine = après ces propos : « Tout a changé en Nouvelle-Calédonie, et vous le savez, a répondu le ministre au député canaque. Méfions-nous des ragots! La confiance est revenue, lo libre circulation est permise, la loi est rétablie. Le gouvernement est ouvert. Il n'est pas question d'exclure qui que ce soit de lo com-munauté calédonienne. » M. Pons a ajouté, toutefois ; « Les fonctionnaires qui seraient pris en flagrant délit de ne pas respecter les direc-tives du gouvernement ou qui

n'appliqueraient pas la politique du ment rappelés en métropole. Mais je ne feral de procès d'intention à personne et le haut commissaire, qui a toute la confiance du gouver-nement, doit librement pouvoir nous dire ce qu'il pense des fonction-naires placés sous son autorité.

Le prédécesseur de M. Pons, M. Georges Lemoine (PS, Eure-et-Loir), a prédit au ministre « des moments difficiles, en 1987 » dans

Il a nussi été question de Mayotte parce que plusieurs orateurs de la majorité, au premier rang desquels le député UDF-CDS de la collectivité territoriale, M. Henry Jean-Baptiste, ont regretté que lors de son voyage dans l'océan Indien M. Jacques Chirac n'ait pas apporté «la bonne nouvelle de la départementalisation - de l'île. M. Pons s'est borné à répéter que « les engage-ments pris par le premier ministre seront scrupuleusement respectés, »

Enfin, il a également été question de... M. Flosse. Renvoyant implicite-ment aux démêlés du secrétaire d'Etat avec ses rivaux politiques locaux, en Polynésie française, M. Lemoine a estimé que le premier ministre avait en tort d'accepter que M. Flosse cumule sa fonction gouvernementale uvec sa charge de président du gouvernement territorial, ce qui rend « difficile », selon lui, le rôle du hant commissaire représentant l'Etat dans ce territoire. M. Pons a contesté cette apprécia-tion et a renvoyé son prédécesseur an cas de... M. Mauroy, » qui cumu-lait bien les fonctions de premier ministre et de matre de Lille sans que cela gêne apparemment le préfet du Nord ».

L'un des deux députés RPR de Polynésie, M. Edouard Fritch, membre du gouvernement territorial de M. Flosse, a également plaidé en faveur du secrétaire d'Etat en soulignant que les accusateurs de celni-ci - sont certainement plus muisibles au territoire que les essois nucléaires qu'ils combattent » et qu'ils « ne méritalent pas l'audience qu'une certaine presse métropolitaine n'a pas manqué de leur réserver à lo suite des attaques calom-nieuses dirigées contre l'action de ce défenseur intransigeant de la politique de la France dans le Pacifique ou'est Gaston Flosse ».

Les conseillers régionaux socialistes dénoncent la remise en cause de la décentralisation

RPR », anquel « la région insup-

porte comme lui insupportent le Conseil d'Etat ou le Conseil consti-

tutionnel quand ceux-ci se mettent en travers du chemin ». « Ces libé-

raux sont plus étatistes qu'il n'y

paraît », note le premier secrétaire du PS. M. Fabius se fait plus viru-

lent et plus accusateur en dénonçant

le « chiraquisme » et sa « volonté de

confiscation du pouvoir » : - Tout ce qui n'est pas chiraquien doit être séduit, réduit ou démantelé. - On

veut ramener le rôle du président de

la République, explique-t-il, à celui d'un « philosophe inoffensif », réduire le Parlement » à l'impuls-sance », « installer à demeure le

chiraquisme » par le biais du décon-

page électoral ... - La France

n'appartient ni à un parti ni à un homme, lance-t-il. Nous ne laisse-rons pas confisquer la démocratie. »

« Légitimité

démocratique »

Pour autant, M. Joze juge « la décentralisation difficilement ébranlable rapidement ». La région

a acquis du suffrage universel sa

« légitimité démocratique », et « on

ne revient pas sur une élection au

suffroge universel », souligne M. Robert Savy, le président du conseil régional du Limousia, qui y

voit « un espace de démocratie et de responsabilité ».

Pour autant, des incertitudes

apparaissent et des freins existent

quant à l'affirmation du fait régio-

nal. C'est vrai, reconneît M. Michel

Delebarre, premier vice président du conseil régional de Nord-Pas-de-Calais, qu'il existe un «flou» en

ce qui concerne les compétences des

régions. Ce n'est pas une faiblesse

mais au contraire une chance ;

- Celo doit inciter à considérer la région comme un échelon où exis-

tent de réelles marges d'action poli-

tique » et laisse toute latitude pour « faire jouer au conseil régional son

rôle de tribune, d'interpellation

"Je mets en garde, renchérit

M. Pierre Mauroy, contre la ten-

dance amorcée qui serait d'enfermer

la région dans des compétences

acquises depuis peu. Un budget

entreprises dans les juridictions

En matière de santé et de démo-

graphie, l'accent est mis sur le rôle

de l'hôpital comme « plate-forme lourde » mise à la disposition de tous

les praticiens, et sur une procédure nouvelle de fixation des prix de jour-

née. Quant au système éducatif, il

doit, aux yeux de MM. Bayrou et

Pierre Ferrari, être tourné vers la

qualité, ce qui autorise les expé-

riences pédagogiques dès lors que

les résultats des enseignants sont

évalués à l'aune des progrès de leurs

élèves. Ils souhaitent également que

soit mis en place un système de for-

mation alternée entre l'entroprise et

l'école, à raison de deux jours de

présence dans l'une et trois dans

Certains sujats na sont pas

abordés, comme l'agriculture ou

encore l'immigration. Les responsa

bles de la piate-forme jugent que la

réflexion en ces domaines n'est pas

A. Ch.

suffisamment avancée

autre.

politique ».

La plate-forme du CDS

Les conseillers régionaux socialistes out tenu les 7 et 8 novembre à Lille leurs premières journées nationales. Cette réunion devait être l'occasion pour les quelque 300 participants à ces journées (sur un total de 560 étus régionaux que compte le PS) de faire le point sur leur activité au sein des assemblées régionales depuis le 16 mars - là où ils sont majoritaires (deux régions sur vingt-deux es France métropolitaine, trois sur quatre outre-mer) comme là où ils sont minori-

taires - et surtout de réaffirmer leur foi dans la

Les récentes déclarations de M. Jacques Chirac devant les présidents de conseils généraux réanis à la Réunion, la quasi-suppression des primes à l'aménagement du territoire pour 1987, l'abandon de l'idée de planification... Autant de faits perçus par les socialistes comme des nises en cause de la décentralisation et du fait régional.

de notre correspondant régional

Pause, s'interrogegit à Lille M. Pierre Mauroy, qui fut le pre-mier ministre de la décentralisation? Plutôt « régression » et « attitude possélste =. « Nous n'acceptons pas, prociamo-t-il, le discours du premier ministre, qui marque une préférence affichée pour une institution contre une autre. SI in cohabitation est un terme à la mode pour caractériser les rapports entre le président de la République et le premier ministre, il est une cohabitation qui est indispensable pour le développement monieux de la France, c'est celle de l'Etat avec les collectivités territoriales, et toutes les collectivités territoriales considérées de lo même

« Vous n'avez pas le droit, lance le maire de Lille à l'adresse de M. Chirac, d'être frileux à l'égard de l'une des plus grandes idées de ces vingt dernières années ni de contrarier le cours de la décentralisation » - Cest nous qui avons fait la décentralisation, et e'est la droite qui en a profité en remportant vingt regions sur vingt-deux, et c'est elle qui voudrait oujaurd'hui lo éduire », s'étonne M. Lionel Jospin. Le premier secrétaire cherche une explication de ce paradoxe dans « le zèle obstiné, rageur, du gouverne-ment à effacer tout ce que nous avons fait », quitte à ce que ce « coup de ehiffon » aille jusqu'à un retour sur certaines initiatives du général de Gaulle (l'idée de région, mais aussi les nationalisations, une politique de la recherche, la politique de désense et l'indépendance

nationale...). Autre explication avancée par M. Jospin, la « renaissance de l'État décentralisation et dans l'institution régionale à un moment où ils estiment celles-ci remises en cause par le gouvernement actuel. Quatre des principaux ténors du PS,

MM. Lionel Jospin, Laurent Fahins, Pierre Mauroy, Pierre Joxe, sont montés au créneau oncer le « chiraquisme » et la « renaissance de l'Eint RPR ». An-delà, la réflexion s'est prolongée sur les acquis et les faiblesses de la décentralisation

> régional ne peut se limiter aux crédits de la formation professionnelle, à la construction des lycées, même si ces politiques sont importantes. La région doit garder une capacité d'agir sur bien d'aures secteurs. »

> - Pour ce qui concerne les compe tences strictement transférées (formation professionnelle et apprentissage ou lycées par exemple), ajoute M. Michel Delebarre, manifestant de ce point de vue bien moins d'hésitation qu'un Pierre Joze, les socialistes ne doivent pas craindre de revendiquer l'augmentation des transferts - sous réserve des transferts de ressources correspondants. > Et, pour démultiplier la marge d'action des régions, l'ancien ministre du travail préconise qu'on utilise les moyens - limités - de celles-ci comme autant de « leviers » pour inciter d'autres financements : c'est notamment ce qui s'est fait les contrats de plan.

> > JEAN-RENÉ LORE.

Une lettre de M. Michel Rocard

M. Michel Rocard nous écrit : Jai pris connaissance avec surprise, pour ne pas dire stupéfaction, de l'article que le Monde daté 9-10 novembre a consacré à ce que auteur appelle mon « défi » à l'égard du PS. Ignorant l'essentiel de ce que l'ai dit pendant une heure, vendrodi à Istres, de l'avenir diffi-cile que la présence de la droite an pouvoir nous vaut en matière de chômage, d'enseignement et de recherche et des perspectives que propo-sent les socialistes, M. Andréani n'a retenu qu'une phrase : « C'est à ce moment là qu'ils ses candidats à l'élection présidentielle] recevront ou ne recevront pas le soutien, voire l'investiture, des formations polisi-

Ce « moment-là », c'est celui où, quatre mois avant l'échéance, les candidats devront déposer devant le Conseil constitutionnel une liste de cinq cents élus parrainant leur can-didature. Pour bien comprendre l'esprit dans lequel je suis intervenu, il aurait fallu citer une phrase antérieure : « Les modalités de cette élection sont prévues par lo Constitution, une loi organique, un décret et les statuts et règlements intèrieurs des partis politiques, de tous les partis politiques », et aussi rappeler que, quelques instants après, je soulignais avec force, citant explicitement M. Barre, anquel je m'oppo-sais, le rôle décisif des partis politi-

ques dans la démocratie. Dans ce contexte, la phrase que cite votre collaborateur prend une signification radicalement différente de celle qu'il lui prête : elle décrit la fin d'un processus et non pas son commencement, que j'évoquais dans le paragraphe précédent par la réfé-rence aux statuts et règlements intéricurs des partis politiques. Cette phrase évoque en fait les décisions ultimes qui achèveront la mise en place du dispositif électoral, et notamment par exemple les décisions des formations ne présentant pas de candidats, qui seront bien obligées d'attendre la fin du processus pour se décider.

Les mots « le soutien, voire l'investiture » sont clairs à cet égard : si la langue française a un sens, ce que je persiste à croire, le mot voire implique que, dans la phrase dont je parle, c'est le soutien qui est le plus probable. Les investi-tures se seront à l'évidence déterminées bien avant, ce qu'évoquent mes phrases non citées par votre collaborateur. On pent aussi pronostiquer qu'il y aura, lors de la prochaine élection présidentielle, des candidats sans investiture, comme il y en a toujours eu. C'est alors une autre

*

. .

. . .

- -

1.

Je donne volontiers acte à votre collaborateur que le début de la pro-cédure ne résulte pas seulement de la loi et qu'il comporte donc une relative incertitude de date et de forme : investiture ou soutien par exemple. C'est précisément cette incertitude qui m'amène à souhaiter n'être commenté qu'à partir de

déclarations non tronquées. Les sept cents militants socialistes présents, pourtant fort sensibles à ces problèmes, n'ont à l'évidence pas interprété mes propos comme votre collaborateur, puisqu'ils m'out kon-guement applaudi.

CHARGES COMMUNES: dette et privatisation

L'Assemblée nationale a commencé, vendredi 7 novembre, l'examen du budget des charges communes géré par le ministère des finances. D'un montant de 310,34 milliards de francs, il de l'Etat.

D'une année sur l'autre, la discussion de ces crédits se passe dans l'indifférence générale. Leur importance, qui n'est pas que numérique, pourrait pourtant amener un examen plus approfondi. Car, par le biais de l'autorisation de percevoir des taxes parafiscales, le Parlement fournit à des organismes bien divers des sommes non négligeables (4 147 millions de francs en 1987) sans avoir le moindre droit de regard sur leur ntilisation. C'est aussi ce budget qui nourrit financièrement des politiques aussi importantes que, cette année, le dégrèvement de taxes professionnelles pour les entreprises. les incitations fiscales à la construction ou le plan emploi-jeunes. Comme souvent, ne furent vraiment débattues cette année, que les conditions de gestion de la dette de l'Etat.

M. Edmond Alphandéry (UDF. Maine-et-Loire), rapporteur de la commission des finances, fait remarquer que « la France restait un des pays de l'OCDE dont le ratio de la dette nette des administrations publiques au produit intérieur brut est le plus faible - observations rigoureusement inverse de celle qui était développée sur les mêmes bancs, ceux de la droite, avant le 16 mars!). Sa charge avoisine cette année 10% du budget de l'Etat.

Alphandéry s'est félicité de la décision du gouvernement d'avoir mis nu rang de ses objectifs prioritaires l'allégement de cette dette, mais il s'est inquiété des conséquences que pourraient avoir deux décisions, au principe - louable - : la disparition de création monétaire par le Trésor va amener celui-ci à accroître ses emprunts, cela ne va-t-il pas avoir un effet néfaste sur le marché? Le remboursement de la dette extérieure de l'Etat ne va-t-il pas = reduire, par un

de manœuvre sur le marché des changes? >

M. Edouard Balladur lui a répondu sur le premier point que la gestion des émisssions d'emprunts par le Trésor devrait contribuer à la politique monétaire, puisque celle-ci par l'enregistrem du crédit. Sur le deuxième point, le ministre d'Etat a expliqué que « le réajustement monétaire » du mois d'avril avait permis « des entrées spontanées de capitaux o et que, donc, « le remboursement anticipé d'emprunts extérieurs avail été sans conséquences sur l'état des réserves de changes »,

Cette discussion a aussi permis à M. Alain Griotteray (UDF, Val-de-Marne), rapporteur de la commission des finances pour le compte spécial destiné à recevoir le produit de la privatisation d'entreprises publiques, de s'inquiéter des conditions de celle-ci. A mi-mots il n reproché au gouvernement de s'être entouré de trop de « précautions » : « Nous ne voulons pas de privatisation en forme de robinets d'eau tiède mais

de vraie privatisation », a-t-il dit, Ainsi, pour sa part, il trouve « trop élevés . les garde-fous contre l'arrivée d'investisseurs étrangers car il est, lui, . pour les capitaux étrangers ». De même, il redoute « un éparplllement » trop important des actions des sociétés privatisées; d'abord, parce que cela permettrait « aux dirigeonts d'échapper au contrôle des actionnaires », ensuite parce que cela « rend plus vulnérable à des prises de contrôle sau-

Sur cet aspect des choses, M. Ballader a insisté sur sa volonté d'éviter « tout dogmatisme ». S'il lui paraît « souhaitoble que les entreprises privées se dotent, en règle générale, d'un actionnariat stable, lo façon de procéder (pour y parvenir) doit être examinée cas par cas ». Il a aussi annoncé que, pour certaines privatisations, il n'exclurait pas « de recourir à des opérations hors marché, sous le contrôle de la commission des opérations en bourse ».

Rapatriés

Le président de l'ONASEC assure que tous les employés seront reclassés

A la suite de nos informations consacrées à la prochaine dissolution de l'ONASEC (le Monde du 6 novembre), le nouveau président de cet Office national à l'action sociale, éducative et enlurelle (chargé de favoriser l'intégration des rapatriés de confession islami-que), M. Louis Morel, précise

« L'ONASEC doit être dissous en application des rapports de l'Ins-pection générale de l'administration et de la mission Belin-Gisserot sur l'allégement des structures admi-

nistratives centrales. (...) Le gouvernement a décidé de poursuivre ses actions de soutien, dans le cadre et en complément du droit commun, la spécificité d'un établissement public s'étant révélée être un obstacle à l'insertion des rapatriés d'origine musulmane (...). Les actions prioritaires, soutien scolaire, formation profes-

sionnelle, aide à l'emploi, résorption des cités insalubres, contrats avec les collectivités locales, définies dans le plan Objectif 10 000 élaboré et mis en œuvre dans les premières semaines oyant suivi l'arrivée au gouvernement d'Andrè Santini, secrétaire d'Etat aux rapotriés, seront désormais menées encore plus efficacement, sur le terroin, sous l'autorité des préfets (...). Les seuls licencien prévus et effectués concernent sept cadres de direction cités dans le rapport de l'IGA. Il est donc faux d'écrire, qu' « une centaine de contractuels ua scraient pas roclassés.» Les cent trente-huit emplayés de l'Office (...) seront reclasses dans les services du ministère de l'intérieur et affectés selon les besoins au sein des préfectures, en tenant compte des vœux

Dominante économique A l'occasion de son sixième congrès, le CDS a rendue publique l'inverse. Est également évoquée une réforme de la justice prud'homale, une plate-forme qui rompt, aux dires avec l'entrée de magistrats dans les juridictions du premier rang et la participation des professionnels des des responsables de sa rédaction,

avec « la tradition de baratin » des... plates-formes. Introduites par M. Jacques Barrot, secrétaire général, et M. François Bayrou, membre du secrétariat national, treize fiches signées d'experts ou de députés procèdent dans treize domaines à une analyse de la situation présente, formulent des propositions pour le court terme et des orientations pour le long terme. Avec une inspiration commune en trois volets : le libéra-lisme, c'est indispensable mais ca ne suffit pas ; la solidarité est indispensable au succès ; rien ne marchera si on ne fait pas l'Europe.

Pour le secteur économie, emploi, croissance, l'accent est mis sous les plumes de MM. Bruno Durieux et Edmond Alphandéry sur une non-velle orientation de la fiscalité en faveur des entreprises, et insiste sur la nécessité de l'aide à l'investisse-ment. Pour les relations sociales, M. Claude Goasguen préconise une inversion de la hiérarchie actuelle : les accords devraient se conclure d'abord au niveau de l'entreprise, puis remonter au niveau des branebes, et enfin à la loi, et non

 Les obsèques d'Artur London. - Les obsèques d'Artur London

auront lieu le mercredi 12 novembre, à 10 h 15, au cimetière parisien d'ivry. Ses amis nous ont adressé un texte où ils soulignent qu'Artur London fut : cun guide dans notre combat pour la libération de la France. Maigre les dures épreuves de la déportation dans les camps de la mort, et plus tard dans les procès staliniens de Prague, il a gardé jusqu'à sa mort sa conviction dans un socialisme démocratique et de liberté qui reste à construire. Les bataillons FTP-MOI, Carmagnole, Liberté, Marat, et la 35º brigade

Marcel-Langer expriment leur douleur et leur tristesse à se famille et à tous ceux qui a'identifient à son idéel. Ils invitent tous les hommes et toutes les femmes épris de liberté à lui rendre hommage lors de ses obsèques. »

e RECTIFICATIF. - Dans nos premières éditions du Monde daté 11 novembre, nous avons écrit que le général de Gaulle était mort le 9 novembre 1971. il convenzit de lire évidemment 1970. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous



Société

La catastrophe de Bâle

Sandoz aurait entreposé illégalement des produits dangereux

Alors que la pollution provoquée le 1^{et} novembre par l'incendie à Bâle d'entrepôts de produits niques de la firme Sandoz vient d'atteindre l'estuaire du Rhin, l'Allemagne fédérale, la France, les Pays-Bas et la Suisse ont décidé de se concerter mercredi 12 novembre à Zarich nour discuter des conséquences de cette catastrophe. Cette réunion des ministres de l'environnement des quatre pays, à laquelle out été conviés le Luxembourg et la Commission de la Commisnauté européenne, devrait permettre d'améliorer la circulation de l'information en cas de polintion, mais anssi de fixer, s'il y a lieu, le montant des indemnités à payer aux pays touchés.

La firme Sandoz a pris des engagements sur ce point dans la journée du 10 novembre. Un des responsables de son service économique, M. Fazel, a déclaré : «Il va sans dire que des dommages out été créés par cet incendie. Nous

sommes responsables, et il ne fait pas l'ombre d'un doute que nous en faisons notre affaire. (...) Nous avons mauvaise conscience, et je dirais que nous sommes choqués et attristés par ce qui nous arrire. Au plan immédiat, a-t-il ajouté, nous avons invité toutes nos filiales à reroir l'ensemble des systèmes de sécurité de leurs entrepôts. »

avait gravement manqué aux règles de sécurité. Depuis 1977, en effet, la firme entreposait « Illégalement » des produits chimiques dans des ce manquement aux règles a été reconna par un responsable de l'Office fédéral de protection de l'environnement qui estime que plusieurs points de la loi helvétique avaient été violés.

Rhin et ses affinents directs.

· Avec ses épis tous les

200 mètres, le vieux Rhin n'est

pas près de redevenir propre.

note un marchand d'articles de

pêche. Il reconnaît que seuls les

poissons du fond ont été tués.

« Mois que deviendront les

autres, lorsqu'il n'y aura plus

sévère. « 95 % des produits

écoules dans le Rhin sont haute-

ment toxiques, affirme M. Walter

Littke, docteur en chimie à l'uni-

versité de Fribourg-en-Brisgau. Même le bleu de Prusse peut se

décomposer en cyamire. Co

chimiste de renom, qui, avec l'aide de la NASA, fabrique des

cristaux de protéine dans l'espace,

est indigné par le comportement des industriels : « Quand je fais

une erreur dans mes manipula-

tions, je préviens tout le monde. Mais Sandoz ne dit rien. Ils sont

Chez Sandoz, où l'on fait

remarquer que les préfectures du Bas-Rhin et du Haut-Rhin ont

reçu la liste des produits stockés

des le 3 novembre, on se justifie

comme on peut : « Rien n'a brûlé

complètement. C'est donc un mélange de produits qui ne per-

met aucune simulation. On en est

réduit à recueillir les filtres des

masques et des climatiseurs pour

en extraire les produits et établir un spectre fiable.

Sandoz désarmé ? Pent-être.

Mais les chimistes suisses sont surtout discrets, pour ne pas dire secrets. Ce sont des Allemands

d'Offenburg qui ont alerté leurs

collègues strasbourgeois, au vu

des relevés sur leur spectromètre

de masse. Les autorités fran-

çaises, trop heureuses que les ana-

lyses d'eau potable soient rassu-

rantes, a emploient localement à

ne poser aucune question genante,

alors même que l'entrepôt de Schweizerhalle n'est qu'en cours

d'inventaire et que le ministre de

l'environnement à Paris souligne

(2) Pollution de la mer an mercure, qui a tué plus de deux cent treate por-sonnes en 1956 an Japon et laissé des séquelles chez plus de dix mille autres.

ROGER CANS.

la gravité de la pollution.

RELIGIONS

très arrogants. »

Côté allemand, on est plus

rien à manger pour eux? »

L'Europe au chevet du Rhin

(Suite de la première page.)

· International

The section of the se

A STATE OF S

Sur le Rhin, une vedette des pompiers de Bâle croise à la hauteur des trois conduites de déversement de l'usine Sandoz, Les hommes en tenue noire et masque à gaz procèdent à des prélèvements réguliers, qu'ils embouteillent soigneusement pour analyse. Les échantillons prélevés seront envoyés au laboratoire central de la police de Zurich, chargé des analyses et de l'enquête. On ne sait toujours pas si l'incendie a été provoqué par un court-circuit électrique, une réaction chimique on un acte criminel.

Le plus urgent, cependant, reste l'évaluation du danger de pollution et de risque pour la santé humaine. Le nuage chimique produit par l'incendio n'a, semble-t-il, rien provoqué d'autre que des irritations dues au souffre contenu dans les esters d'acide phosphorique (dérivés de mercaptan). Les exploitations agricoles riveraines de la centrale n'out subi ancun dommage. Des chevaux ries alentour et les lapins gambadent entre les haies. Les quatro cents tounes de produits parties en fumée ont donc fait moins de dégâts que les quelques dizaines de tonnes de liquides déversées dans le Rhin.

C'est que « les produits de base rejetés au fleuve sont beaucoup plus virulents que les insecticides du commerce », constate M. Alfred Exinger, spécialiste de chimie organique et thérapeutique, directeur du laboratoire d'hydrologie de la faculté de pharmacie de Strasbourg. Pour lui cependant, les tonnes de disulfoton et de thiometon sont «à court terme » beaucoup plus dangerouses pour la faune et la flore du Rhin que le mercure. La mort immédiate de poissons ne peut pas être due à ce mercure, qui ne doit d'ailleurs pas être confondu avec le redoutable méthylmercure de Minamata (2). Les anguilles qui vivent au fond de l'eau, où se sont accumulés les produits lourds, ont pu être tuées au simple contact des produits sur leur peau

Et l'eau potable? « Les captages d'eau en Alsace sont tous

priété de fixer le mercure pré-

sent dans l'eau que les poissons

sont les premières victimes de

la poliution par ce metal ou par

ses dérivés. Ces mêmes pois-

sons peuvant également.

Inrequ'ile sont atteints et

consommés, être à l'origine

d'une intoxication humaine,

comme ce fut le ces lors de la

dramatique affaire de Minamata

au Japon en 1956 qui fit plus

Le mercure métallique (celui

contenu dans les thermomètres

par exemple) n'est pas toxique

lorsqu'il est ingéré. Il n'en va

pas de même pour des sels de

mercure, utilisés parfois en

injections intra-utérines pour

tentar de provoquer un avorte-

ment. On estima, chaz

l'homme, à 0,50 gramme la

dose à partir de laquelle les

symptômes d'une intoxication

aigue peuvent être observés. Il

s'agit pour l'essentiel de signes

digestifs alarmants (brûlure de

la bouche, du pharynx et de

l'œsophage, vomissements,

diarrhées sanglantos). La

muqueuse buccale est egale-

de deux cent trente victimes.

L'intoxication par le mercure

C'est parce qu'ils ont la pro- ment le siège de lésions carac-

opérés dans la nappe phréatique à une profondeur variant entre 15 et 80 mètres, précise M. Gilles Rinck, hydrogéologue du BRGM (Burean des recherches géologiones et minières) et ils sont trop loin du Rhin pour être conta-minés. Le sel des potasses, très

1246 tonnes de produits chimiques détruites

Les stocks qui ont brûlé : - Insecticides (esters phosphorés, dont 323 tonnes de disulfoton et 285 tonnes de dhiomaton) : 824 tonnes ; - Herbicides (nitrophénol) :

71 tonnes; - Fongicides (áthoxyéthyl hydroxida de mercura et oxazoli-

dine): 39 tonnes; - Emulsifiants: 23 tonnes: - Bleu de Prusae : 10 tonnes;

- Solvents: 4 tormes Si l'on afouta les autres produita plus anodins — interné-diaires, de synthèse, stabilisetaux, - on aboutit à un total de 1 246 tonnes de produits chimiques complètement ou partiellement détruits.

soluble dans l'eau, met entre neuf et douze semaines pour atteindre les captages les plus vulnérables. Mais les molécules de mercure ne sont pas solubles et restent accrochées dans les boues sédimentaires du lit du fleuve. »

interdite

Les produits toxiques lourds n'iront peut-être pas dans les caux potables alsacionnes, mais ils resteront dans le Rhin, ce qui inquiète vivement les pêcheurs. C'est un désastre, constate M. Georges Siegel, garde-pêche à Plobabeim (Bas-Rhin). Les eaux du Rhin commençaient à s'améliorer. On voyait même remonter des triates de mer. Tout est à mencer maintenant. .

De fait, le préfet vient d'interdire la pêche pour six mois dans le

Mais les sels de mercure ont

surtout une action toxique sur

les reins. L'intoxication aigué

est en effet principalement mar-

quée par un arrêt de la fonction

urinaire oci survient vers le troi-

sième jour suivant l'absorption

du toxique. Ce phénomène peut

persister une ou plusieurs

semaines et impose la mise en

place chaz le malade d'un rein

En fait, c'est surtout l'expo-

sition chronique au mercure et à

ses dérivés qui pose problème

et prête à controverse. L'intoxi-

cation chronique par de faibles

doses de mercure donne des

symptômes tout à fait différents

de l'intoxication aigué. Les

symptômes sont, dans ce cas,

neuro-psychiatriques : sensa-

tion d'engourdissement des

doigts, troubles de l'élocution.

anomalie du comportement,

troubles visuels, amaignisse-

ment important etc. La mort

survient dens un nombre non

Une mesure d'antant plus attendue que le ministre ouest-allemand de l'environnement, M. Walter Wallmann a affirmé qu'à Bâle Sandoz locaux prévus pour stocker des machines, selon un document des assureurs de Sandoz. A Berne,

Action directe revendique trois attentats contre Peugeot, Total et le groupe industriel PUK

Explosions à Paris et à la Défense

« L'apartheid commence en France »

Trois attentets à l'explosif reven-qués par le groupe terroriste un gardien de l'imminence de l'attendiqués par le gronpe terroriste Action directe out été commis, mardi Action directe out été commis, mardi
11 novembre, vers 1 heure du matin,
à Paris et à la Défense, contre les
sièges des Automobiles Peugeot, de
la société pétrolière Total et du
groupe industriel Pechiney-UgineKuhlmann. Ces trois attentats, qui
n'ont fait que des dégâts matériels,
ont pour objectif de protester contre
le « soutien » de la France au régime
en nouveir en à frieme de Sud et à sa an ponvoir en Afrique du Sud et à sa politique d'apartheid.

Le premier ettentat e cu lien. 75, avenue de la Grande-Armée, près de l'Étoile, devant l'entrée de l'immeuble abritant les bureaux de la direction générale de Pengeot. L'explosion e creuse un petit cratère de emquante centimètres à l'endroit où avait été placée la bombe et a surtout provoque la destruction de nombreuses vitres de l'immeuble. Le préfet de police de Paris, M. Jean Paolini, s'est

rendu sur place. Quelques minutes après, deux eutres attentats ont en lieu dans l'ensemble des tours de la Défense (Hauts-de-Scine). Un premier engin a emplosé au pied de la tour Total, cours Michelet, dans laquelle se trouvent les bureaux de la direction de la société petrolière. Pen avant l'explosion, un interlocuteur anonyme, affirmant par-

Presque au même moment, une autre bombe explosait devant l'entrée de la tour Manhattan, toute proche, place de l'Iris. Cette tour abrite les bureaux de nombreuses sociétés, dont une filiale de PUK, Carbone PTY Ltd. C'est cet attentat qui a provoqué les plus gros dégâts : non seulement des dizaines de vitres de la tour ont été détruites, ainsi que des armatures métalliques, mais la façade d'une agence de la BNP, située juste en face, a que i de fortement auditumentant a aussi été fortement endommagée.

Pendant la visite du président Botha

Ces trois actions terroristes coînci-dent avec la visite privée effectuée en France depuis lundi 10 novembre par le chef de l'Etat sud-africain, le prési-dent Pieter Botha. Il s'agit des neuvième, dixième et onzieme attentats commis par Action directe à Paris ou dans la région parisienne au cours de l'amée 1986. Les derniers remontent an le novembre : le groupe terroriste avait alors visé la compagnie d'aviation Minerve et l'Office national d'immigration pour protester contre la politique da gouvernement à l'encontre des immigrés.

Le groupe, fondé par Jean-Marc Rouillan et Nethalie Menigon, en fuite, se rappelle ainsi au bon souvenir des policiers et du gouvernement alors que l'un de ses principaux dirigeants, Régis Schleicher, comparaîtra, aux côtés des frères Claude et Nicolas Halfen, à partir du 3 décembre, devant la cour d'assises de Paris pour le meurtre de deux policiers, evenue Trudaine à Paris, le 31 mai 1982.

Dans son communiqué, intitulé
« L'apartheid, ça commence en
France -, Action directe dénonce « la
collaboration de classe avec le fascisme d'Etat . . - le pro-nazi Botha -et MM. François Mitterrand et Jac-ques Chirac. Le texte de revendication du groupe terroriste est signé · Action directe, commando Clarence Payi-Sipho Xulu , du nom de deux mili-tants noirs de l'African National Congress, monvement clandestin interdit par le régime de Pretoria, tous deux pendus en Afrique du Sud le 9 septembre dernier après avoir été condamnés à mort sous l'accusation d'evoir tué un indicateur de police.

Action directe insiste dans son texte sor - les intérêts de classe des capitalistes blancs à piller et massacrer, qui sont les mêmes à Paris qu'à Preto-ria ». » L'apartheid n'est qu'une face du fascisme », ajoute l'organisation clandestine.

Réuni à Bastia

Le Syndicat des avocats de France critique plusieurs projets étudiés à la chancellerie

BASTIA

de notre correspondent

cest autour de ce que fon a sommé «l'apparent paradoxe d'un projet gouvernemental fondé sur l'économie libérale poussée à ses plus extrêmes limites depuis le dixneuvième siècle» et «le grand renfermement et l'exclusion des étrangers du territoire national» que se sont dévelopés les tenants du territoire développés les travaux du treizième congrès du Syndicat des avocats de France (SAF).

Installée pendent trois jours à Bastia sur Finvitation d'un barreau cible de nombreuses attaques et anquel les par-ticipants out renouvelé leur soutien,

Candidature

Pour l'élection des trente-trois membres du Conseil syndi-cei du SAF, trente-trois mem-bres de divers barreaux se sont présentés. Tous ont été élus dant le président sartent, Mª Gérard Boulanger, du bar-reau de Bordeaux, qui avait provoqué un certain émoi, fundi matin, en retirent sa cendida-ture, puis en la déposant à nou-veau juste avant l'élection.

il ne fellait voir dans ce geste, seion la majorité des avocats, aucune intention politique mais une simple reaction de lassi-tude. Une ettitude tout de même sanctionnée par un certain nombre de Votants, Duscoue Me Boulanger obteneit le plus faible soure des présents : 263 voix sur 294. Un avertisse ment, en quelque sorte, qui devrait capendant rester sans canséquence dans deux semaines, fors de l'élection à la présidence, à lequelle Mª Bou-langer est la seul à se présenter.

N. F.

l'assemblée s'est terminée hundi soir ferait systématiquement payer par la 10 novembre.

Première réunion nationale après les elections législatives de mars 1986, ce congrès était l'occasion pour les avo-cats du SAF, comme l'a rappelé le bâtomier de Bastia, Mª Vincent Stagoara, de « se constituer partie civile contre cette fureur sécuritaire qui s'est emparée du gouvernement ». C'était aussi l'occasion pour un syndicat qui ne cache pas ses sympathies covers la gauche de faire le point et de s'interro-ger sur la torpeur, le ronroumement, uels certains his rep d'avoir vecu depuis 1981.

En présence du représentant de la chancellerie, M. Bernard Daeschler, le SAF a pessé en revue les sujets qui suscitent son inquiétude au sein des suscitent son inquiêtude au sein des projets gouvernementaux, dont « le libéralisme en France, qui se traduit par un anti-égalitarisme conservateur plutôt que par un credo dans les libértés fondamentales», comme l'a précisé Me Gérard Boulanger, prési-deut du SAF.

Le Syndicat e d'abord montré ses réticences envers cortains projets en cours de discussion evec la chancello-rie : l'indemnité de répétibilité, qui partie perdante d'un procès une part des frais du gagnant, et le transfert de la gestion de l'aide judiciaire à la pro-fession. Dans le domaine pénal, il a stigmatisé la comparution immédiate, la carte d'identité informatisée, l'enfermement des mineurs dans des centres spéciaux, la chasse aux étran-gers, l'exclusion et l'enfermement des

Le projet de privatisation des pri-sons a aussi été un sujet de réflexion des membres du SAF. Selon eux, le couvernement apporte des r diverses pour rassurer : celle de l'enfermement des délinquants et du rejet des étrangers, dans · un système de gestion des exclus du système avec en filigrane la notion de profit omni-

Une lacune, toutefois, dans les discussions au programme de ce congrès : l'absence de débat sur le terrorisme ; un thème qui n'a pas été abordé, de par la volonié même des congressistes (M° Yann Choucq, du barreau de Nantes, excepté), dans la mesure où il

NOÉL FANTONL

Au tribunal de Paris

L'amie de M. Yves Chalier est maintenue en détention

Nucci, restera en prison. La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a confirmé, lundi 10 novembre. l'ordonnance du magistratinstructeur, M. Jean-Pierre Michau, par laquelle il refusait de la remetre

Agée de trente-six ans, employée au service social du ministère de l'intérieur, Maguy Baquian est déte-

Magny Baquian, la plus proche amie de M. Yves Chalier, l'ancien chef de cabinet de M. Christian de confiance et complicité d'abus de confiance. On lui reproche notamment d'avoir reçu de M. Chalier des sommes prélevées sur les fonds de l'association Carrefour du dévelop-

> La jeune femme avait accompa-gne M. Chalier à Londres, lors de sa fuite, et semble être restée en contact avec l'ancien ebef de cabi-net, alors même qu'il se trouvait au Brésil. Dans l'interview publiée lundi 10 novembre par l'hebdoma-daire le Point. Yves Chalier, réfugié eu Paraguay, contestait l'importance des sommes données à son amie et déclerait au journaliste Jean-Marie Poutaut : - J'ai été profondément choqué par un certain nombre d'incarcérations en rapport avec l'affaire, tout particulièreme celle de la semme que j'alme, Maguy Baquian; elle est, j'en suis convaincu, l'otage de la justice française (._). On l'a arrelée uniquement pour me forcer à réapparaitre ..

Le vice-président surtent, Mgr Juhn May, arebevêque de Seint-Louis (Missouri), est le mieux

L'épiscopat des Etats-Unis veut s'expliquer avec Jean-Paul II

Après deux sanctions prises par le Vatican

Dèx l'ouverture de l'assemblée plénière annuelle des trois cents évéques américains, le lundi 10 novembre à Washington, Mgr James Malone, évêque de Youngstown (Ohio) et président de la conférence épiscopale, a déphoré « la distance croissante et dangereuse entre le Vatican et les catholiques américains » et souhaité qu'une concertation intervienne an plus vite entre tion intervienne au plus vite entre l'épiscopat et Jean-Paul II.

Cette assemblée devait être prin-cipalement consacrée à l'ultime mise au point du projet de «lettre pastorale» sur la situation économique que l'épiscopat américain pré-pare depuis trois ans. Elle est en fait dominée par les remous consécutifs à la sanction prise, en septembre dernier par le Vatican, contre l'archevêque de Seattle, Mgr Hun-thausen. Coupable de trop grande tolérance envers les homosexuels et les divorcés, remariés, celui-ce avait été déchargé au profit de son auxiliaire d'un grand nombre de ses fonctions (le Monde du 6 septem-

Dans son discours d'onverture, Mgr Malone n'a pas caché la divi-sion de l'Eglise catholique américuine : « Les uns, dit-il, pensent que

entre le Saint-Siège et un évêque local ... un débat est prévu jeudi, à buis clos, sur les suites de l'affaire Hunthausea.

D'autres questions comme celle des théologiens dissidents - à la suite de la condamnation par Rome du moraliste Charles Curran - et du rôle des femmes dans l'Eglise divisent également l'épiscopat américain. «Si les évêques hésitent encore à admettre l'existence de telles questions comues de tous, dit Mgr Malone, la crédibilité de l'Eglise américaine risque d'être affaiblie et sa vie d'être paralysée. . Dans ce contexte de relations difficiles entre Rome et l'Eglise catholique américaine, à laquelle en sep-tembre prochain le pape doit rendre une deuxième visite, le choix d'un

nouveau président pour succéder à Mgr Malone, arrivé en fin de man-

dat, sera significatif

placé. Mais d'autres candidats sont sur les rangs, comme les cardinaux John O'Connor, archevêque de New-York et Bernard Law, archevêque de Boston, souvent présentés, par les médias américains, comme les deux principaux sontiens de Jean-Paul II aux Etate-Unis.

Le premier avait mené bataille, lors de la dernière élection présidentielle américaine, contre les candidats catholiques démocrates défendant l'avortement. Le deuxième avait fait campagne dans l'épiscopat pour congédier, du secrétariat général de la conférence épiscopale, un jésuite, le Père Buckley, coupable n'evoir signé – en 1977 – un texte favorable à l'ordination des femmes. La tendance progressiste a égale-

ment son candidat à la présidence de l'épiscopat américain : Mgr Rem-bert Weakland, archevêque de Mil-waukee (Wisconsin), principal rédacteur de la lettre sur l'économic qui devrait apparaître comme un appel à une plus grande justice

HENRI TINCO.

Une lettre de M. Mermaz M. Louis Mermaz, député de l'Isère, ancien président de l'Assem-blée nationale, nous écrit :

Dans votre édition du 10 novembre, vous reproduisez une interview donnée par M. Yves Chalier à votre confrère le Point. Je vous demanderai de bien vonloir porter à la connaissance de vos lecteurs les pré-cisions suivantes :

Ce monsieur n'a jamais réglé aucun salaire à aucun collaborateur ou à aucune collaboratrice ayant pu travailler avec moi. Je ne vois pas davantage non plus à quoi pourrait correspondre l'insinuation selon laquelle des collaborateurs me concernant auraient pu être payés avec de l'argest provenant du Carrefour du développement. Je m'élève donc evec la dernière vigueur contre ces assertions totalement menson-

negligeable des cas.

Le Monde

SCIENCES

Du synchrotron jaillira la lumière

Le nouvel accélérateur de particules sera installé à Grenoble, mais il faut encore préciser sa puissance et estimer son coût pour les dix années à venir.

E syncbrotron européen: rarement projet scientifique aura soulevé aotant de passions, agité les chercheurs et divisé les politiques. Aujourd'hui, la guerre qui avait opposé de longs mois durant les villes de Strasbourg et de Grenoble, désireuses toutes deux d'accueillir la nouvelle machine européenne, est finie. Grenoble a gagné. Ne restait plus aux responsables qu'à choisir eutre les différents sites. d'implantation proposés par la capitale du Dauphioé. C'est aujourd'hui chose faite.

A l'origine, il y en avait trois : un terrain à proximité du Ceutre d'études nucléaires de Grenoble ct de l'Institut Laue-Laogevin (ILL), nécessitant un réaménagement des axes routiers qui le jouxtent; un autre de l'autre côté du Drac, situé sur la commune de Sassenage; et un troisième enfin, vite écarté, à Voreppe, cotre Lyon et Greooble. Fioalemeot, le conseil d'administration du Laboratoire européeo de rayonnement synchrotron (ESRF), où siègent les représentants des organismes de recherche concernés et ceux des ministères des cinq pays associés ao projet (Allemagne de l'Ouest, Fraoce, Graode-Bretagne, Italie et Espagne), a opté le 24 octobre dernier pour la première solution.

Ce choix o'était pas évident ao départ, car certains craignaient que la circulation de transports routiers à proximité do site ne crée des vibrations parasites préjodiciables ao bon fooctionnement de la machine. Les calculs ont montré que cette objection o'était pas fondée et que le terrain appartenant au Commissariat à l'énergie atomique (CEA) valait bien celui de Sassenage. A une ouance géologique près qui tient ao fait que la nappe phréatique est plus profoodément enfouic daos le premier que dans le

C'est cette petite différence qui a conduit à privilégier le terrain du CEA qui, outre le fait d'être gratuit (1), offre de multiples avantages supplémentaires. Le plus important est sans conteste la proximité de l'ILL et de sa formidable ecocontration de chercheors de tous pays doot le domaine d'activité se recoupe avec celui des futurs chercheurs de l'ESRF. De là à penser qu'il scrait bon de mettre en commun certains services, des moyens de calculs, des lieux de rencontre, des laboratoires propres et même une cafétéria, il y a un pas que beaccoup o'hésitent pas à franchir.

C'est donc sur ce terrain « à la surface juste nécessaire » que s'élèvera l'ESRF et que se développeront les 772 mètres de cette machine circulaire capable de produire des faisceaux d'électrons dotés d'une énergie de 5 GeV. il n'est pas exclu cependant que le groupe de projet chargé de définir les caractéristiques de l'instrument recommande de pousser la prissance à 6 GeV, ce qui aurait pour effet de faire passer la taille de cet accélérateur un peu particolier à coviroo 850 mètres. Quelle que soit la décision qui sera prise, cet instrument « exceptionnel - pourrait entrer en service dans six ou sept ans si une décision ferme de construction était prise eu début de l'été prochain par les cinq pays intéressés par cette affaire.

Source de lumière exceptionnelle, le rayonnement synchotron fut longtemps considéré comme un phénomène parasite gênant sur les accélérateurs de particules. En effet, les électrons, lorsqu'ils sont fortement accélérés sur une traiectoire circulaire, perdent une partie de leur énergie et émetteut un tel rayonnement. Mis à profit et amplifié, ce phénomène permet en jouant sur l'énergie des électrons d'obtenir des sources de lumière allant de l'ultraviolet aux rayons X. Elles sont d'autant plus recherchées que les faisceaux de lumière produits sont très brillants (des milliers de fois plus que les sources existantes dans le domaine des X), très directionnels et extrêmement bien foca-

Du couteau de boucher au scalpel

Poor toutes ees raisous, le rayonnement synchrotron offre à la communanté scientifique un moyeo d'investigation de la matière inégalé dans les domaines de la physique, de la chimie, mais aussi de la biologie. Au point que certains chercheurs n'hésitent pas à dire qo'avec l'ESRF « ils passeront d'une époque où lis étudiaient la matière avec un couteau de boucher à une autre où ils disposeront d'un scalpel de chirurgien ». S'y ajoute le fait que les moyens de détection des rayons X mis à la dispositioo des chercheurs ont fait de grands progrès cux aussi, permottant même dans certains cas de gagner un trop rares dans le domaine scientifique pour que l'on ne les souligne

Mais, encore faot-il régler, avant de concrétiser ces perspectives encourageantes, deux problèmes : définir les caractéristiques définitives de la machine et chiffrer son coût. A cette fin, un groupe d'une trentaine de personnes a été désigné et un budget de 30 millions de francs lui e été alloué pour la période allant de mars 1986 à la fin de février 1987. Ce groupe devrait remettre ses conclusions à la fin do mois de février de l'année prochaine. Mais il lui faudra fournir avant la fin de l'année les premiers éléments d'évaluation.

Une telle machine suppose en effet des investissements très lourds, estimés, hors de toute cootrainte bodgétaire, par un groupe de la Foodation européenne de la science à quelque 2,4 milliards de francs sur dix ans (2) dont 2,1 milliards de francs pour les six premières années. Il ne s'agit bien sûr que d'une coveloppe à oe pas dépasser et à laquelle s'ajouteraient à partir de la onzième année les crédits de fonctionnement (300 millions de francs par an) de ce laboratoire

Pour l'heure, seuls les 30 millions de francs de frais d'études préliminaires ont été financés par l'ensemble des cinq pays actuellement associés au projet, au prorata de la clé de répartition sui-

En collaboration avec la C.S.I. de LA VILLETTE

I.U.T. TOURS 29, rop du Pont-Volunt. 37023 TOURS CEDEX Tél. 47-54-32-32

vaote: Allemagoe (28 %), France (28 % plus 10 % au titre de la prime de site), Grande-Bretagne (15 %), Italie (15 %) et Espagne (4 %). Ce barème pourrait être conservé pendant toute la phase de préparation et de coostruction du synchrotroo. Mais déjà des négociations out lieu pour le modifier. La France souhaiterait que sa participation financière soit réduite lorsque la machine entrera co période d'exploitation.

Un pays, une voie ■

D'autre part, des discussions ont cours actuellement pour défioir le type de société qui construira et exploitera l'ESRF. Côté français, oo semble eo faveur d'une société civile de droit français du même type que celle qui gère l'Institut Lane-Langevin. L'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Espagne, qui doit rejoindre l'ILL au le janvier prochain à titre de partenaire scieotifique, o'y sont pas hostiles. En revanche, l'Italie a été un temps en faveur d'une structure plus internationale où - un pays égalerait une voix au canseil d'administration ». Depuis, elle s'est rangée à l'avis du plus grand nombre. Tout irait done pour le mieux si la Grande-Bretagne ne cherchait à négocier son engagement dans l'ESRF an prix d'une participation de la France à la source de neutrons par spallation britanni-que ISIS (3) installée ao Ruther-

ford Laboratory, près d'Oxford. Sur ce point, la communauté scientifique française estime que le scenaria proposé par la Grande-Bretagne coûte bien cher: 20 % des dépenses annuelles d'ISIS, soit 45 à 50 millions de francs, pour faire fonctionner la machine et augmenter sa puis-sance qui n'est actuellement qu'à 12 % de sa capacité nominale ». Certes, ajoute-t-elle, ces sources à spallation sont une voie possible pour fournir d'intenses faisceaux de neutrons, mais il lui semble difficile de s'engager pour des montants financiers aussi élevés.

Peut-être serait-il préférable, dit-on au Commissariat à l'énergie atomique comme au Centre national de la recherche scientifique, qui doivent financer à part égale l'investissement des Français dans l'ESRF, d'« échanger des neutrons provenant de deux sources complémentaires, ISIS en Grande-Bretagne et le réacteur ORPHEE en France, mais aussi d'avoir des participations finan-cières ponctuelles sur certains instruments expérimentaux ». Affaire à suivre donc do côté britannique, étant entendu que, du côté allemand, rien ne devrait vraiment changer dans la mesure où, ne l'oublions pas, Bonn avait reçu en compensation de l'implantation du synchrotron européen à Grenoble celle de la foture soufflerie cryogénique européenne de

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) Toutefois, le déplacement d'une e routière, d'un terrain de sport et de bâtiments sociaux devrait coûter quelque 80 millions de francs.

(2) Aux conditions économiques de 1987.

(3) La spallation est l'éclatement d'un noyau atomique en de très nom-breux morceaux (protons, neutrons, noyaux légers) sous l'impact d'une par-ticule énergétique. Elle s'oppose à la fis-sion, qui est la fragmentation d'un noyau ea deux gres morceaux.

Avis de recherche

COUS peine de se voir irrémédiablement distancée, c'ast-à-dire de disparaître du lot des grands pays industriels, la France deit plus autres par la court de la co doit, elle aussi, poursuivre une politique de recherche et de développement, vigoureuse et augmenter les moyens qui y sont consacrés, en cherchant à réduire l'écart. » C'est une sonnette d'alarme que tire une nou-velle fois le Conseil aupérieur de la recherche et de la technologia (CSRT), instance de consultation du ministre chargé de ces pro-blèmes, dans son premier « Avis annuel sur l'évaluation de la politique de recherche », rendu public alors même que M. Alain Devaquet défendait son projet de budget 1987 à l'Assemblée nationale, le 4 novembre (le Monde du 6 novembre). A dire vrai, cette « évaluation » n'ayant pes encore été faite per le ministère, la Conseil s'est livré à une analyse de la situation générale, choisissant lui-même les domaines qui lui semblaient

Ce texte, rédigé entre février et mai dernier, ne pouvait inclure l'examen du projet de budget 1987, Il amicipe cependant à ce sujet en « critiquant sévèrement la méthode de travail qui a présidé » aux importantes coupes faites en avril dans le budget 1986 et en « recommandant » que les déséquilibres ainsi créés soient *e impérativament cor-rigés »* dans le budget suivant. Il semble bien que, sur ce point, les membres du CSRT n'eient été que partiellement entendus. Outre les problèmes budgétaires, ceux posés par la recherche industrielle figurant au premier rang des sujets d'inquiétude du CSRT. Comparée eux autres pays industrialisés, dit en effet le texte, la Franca est « la pays où le part de l'industrie dans le

recherche est le plus faible ». Ca recherche est le plus faible ». Ca constat global doit cependant âtre nuancé, car cette faiblesse est surtout le fait des petites entraprises et des firmes des secteurs d'activités traditionnelles. C'est donc ces dernières qu'il faut amener à faire de la recherche. Ce n'est pas en allégeent les charges des entreprises que l'Etat y perviendra, mais, estiment les « sages », « en poursuivant at en amplifiant son ection d'incitation », tant en accordant à l'industrie des aides diverses qu'en renforçant les liens entre la recherche publique et la recherche industrielle.

La situation e préoccupante » de l'emploi scientifique fait ause l'objet d'une attention particulière du CSRT, qui constate qu'en ce domaine la France c'est en queue de peloton des grands pays industriels a. Aujourd'hui, le problème demaure, et il est nécessaire, souligne le CSRT, d'assurer le régularité du recrutement, ce qui implique une « gestion rationnelle qui doit s'inscrire dans la durée : il faut raisonner sur una période da quinza-vingt

De l'anelyse de tous ces points, le CSRT retire l'opinion que la politique de la recherche macés cas deroières années a permis « de rattraper une partie de notre retard vis-à-vis des autres pays de l'OCDE », et souligne la e nécessité de la conti-nuité ». Mais il s'inquiète de l'adoption de mesures de rigueur qui, si elles devaient se perpétuer, e mettraient en péril l'axistence même d'une recherche française dynamique et compétitive, élément importent du mainque nationale »,

Les péniches prennent l'ascenseur

Une technique originale pour aider les mariniers du canal du Centre, en Belgique,

à franchir une chute de 68 mètres.

déceunie, uo ouvrago Impressionoaot de 130 mètres de loog et de 117 mêtres de haut va devenir le plus grand ascenseur à bateaux do moode, avec ooe baoteur « rachetée » de 73 mètres; il fera saoter le dernier verrou qui empêchait le canal do Centre de recevoir les convois poussés et les péniebes à graod gabarit de 1 350 townes.

Entre Mons et La Louvière, le canal du Centre franchit actuellement une chute de 68 mètres grâce à quatre ascenseurs hydrauliques datant du début du siècle et de 17 mètres chacun. Ces ascenscurs sont de petites merveilles d'ingéniosité. Ils sont composés de deux bacs reposant sur un piston de 2 mètres de diamètre. Chacun do ces baes ost rempli do 599 tonnes d'eao et ils se trouvent l'un en position haute et l'autre en position basse.

Admettons que deux péniches se présentent l'une à l'amont et l'aotre à l'aval. Elles pénètrent dans le bac correspondant et chassent l'eao à raison de leur masse, selon le principe d'Archimède. Si l'opérateur laissait le mouvement se faire spontanément, le poids identique des deux bacs les stopperait eo même niveau, à mi-hauteur entre le bief amont et le bief aval, comme deux plateaux d'une balance. Pour que le franchissement soit complet, on fait donc entrer dans le bac descendant 30 centimètres d'eau supplémentaires, ce qui représente une surcharge de 75 tonnes, suffisante pour mener le balancement à son

L'élégance de cette technique tient ao fait qu'elle ne nécessite l'apport d'aucune énergie exté-

VANT la fin de cetto rieure et qu'elle consomme peu d'eau. Un quart d'heure après être entrée dans le bac, la péniehe eo sort pour poorsuivre soo

> Ce qui était possible pour des péniebes de 300 tonnes et do 38.50 mètres de long ne l'était plus pour les convois poussés de 2000 tonnes, longs de près de

été décidé qo'il compreodrait deux bacs de 112 mètres de long et de 12 mètres de large, correspondant chacun à une masse de 7200 à 8400 tonnes suivant la

construire et à exploiter qo'un ascenseur de 73 mètres. A titre

d'exemple, la translation par

de 50 kWh, quand la pente d'eao

L'ouvrage en construction à

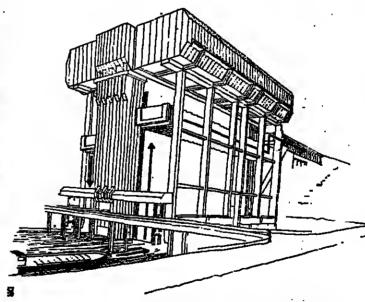
Strepy-Thieu se présente comme un ascenseur classique, mais de

dimensions exceptionnelles. Il a

11700 kWh.

hauteur d'eau.

Chaque ascenseur sera autonome, grace à un système de



100 mètres et les automoteurs de 1350 tonnes longs de 80 mètres.

L'hydraulicité classique ne pouvait pas suffire. Les services belges des voies navigables se sont alors livrés à une étude comparative entre plusieurs solutions techniques : des plans inclinés, une pente d'eau, deux ascenseurs de 36 mètres de haut et un ensemble de trois écluses. Toutes se sont

contrepoids qui équilibrera le bac rempli d'eau, soit cent douze câbles de 85 millimètres de diamètre supportant un poids de 6 400 tonnes et trente-deux câbles de commande supportant un poids de 1 400 tonnes. Le freinage de la descente et de la montée du bac sera assuré par quatre moteurs électriques de 500 kW. Eu cas d'incident, des freins à disque interviendront et, dans les cas révélées plus coûtoosos à d'argence ainsi qu'à l'arrêt, des

freins à sabot bloqueront les tambours. Le guidage do bac dans sa course sera assuré par deux rails fixés sur la tour centrale.

ascenseur nécessite une énergie Uoc petite ceotrale hydroéléctrique constituera le groupe électrogène de secours. A l'amont, chaque bac sera raccordé au garage par un poot canal de 98 mètres. La durée du cycle des opérations oécessaires à la translation d'une péniche est de quatrevingt minutes.

Les catastrophes prévues

Les études ont été poussées pour prévenir toutes les catastrophes imaginables. La zone étant séismique, la stabilité des ouvrages a été calculée pour des déplacements de + 5 à - 5 cm.

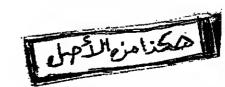
L'oscillation possible du bac et de son contenu, des contrepoids, des câbles, des mécanismes de levage et des moteurs électriques ne présentera aucun incoovénient.

D'aotres accidents ont été envisagés : vidange accidentelle d'un bac, naufrage d'un bateau dans le bac ou dans le pont-canal, enfoncement d'une porte du bac on d'un bief par une péniche incontrôlée, défaillance du moteur, rupture d'un câble de suspension on de commande. Simulés en ordinateur, ces scenarios-catastrophes sont apparus tout à fait contrôla-

L'ascenseur de Strepy-Thien témoigne de la confiance que les Belges continuent de placer dans la voie d'eau. Le coût de l'ouvrage est évalué à 1,1 milliard de francs (17 milliards de francs beiges).

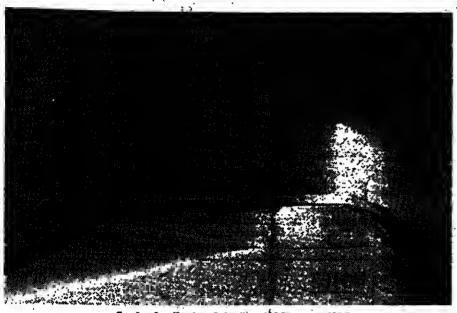
Certes, les restrictions budgétaires repousseront de deux ou trois ans l'inauguration, qui avait été prévue pour 1988. Mais les professionnels français de la voie d'eau u'en resteront pas moins ébahis de voir qu'outre Quiévrain, on est prêt à dépenser dans un seul ouvrage flovial l'équivalent de dix ans de budgets d'investissements des voies navigables françaises. La voie d'eau : obsolète? En tout cas, pas en Belgique l

ALAIN FAUJAS.



MOIS DE LA PHOTO

Eva Rubinstein, souvenirs d'enfance



« La chambre d'amis », Saint-Joseph, Minnesota (1980)

Elle-même l'admet, c'est autant de la crainte du départ que de l'attente du retour de ses parents en tournée qu'est née sa fascination des lieux vides. D'hôtels incomms en appartements nus ou chambre à peine désertée, l'absence plus que la rencontre permet à l'opérateur d'inscrire à plein sa présence. Eva Rubinstein semble s'isoler d'elle-même pour contempler immobile, faussement sereine, ce que personne ne voit. Adoptant la lumière pour élément cardinal, écoutant l'écho du silence que meubleront de mots les futurs occupants, à travers traces, corps, miroirs et lits défaits, son regard erre et débusque, sous l'apparence du conforme, les rais feutrés de son imaginaire. A ses yeux, l'art du portrait consiste à photographier l'espace entre le sujet et soi, ce que conforte, parmi cent dix-sept images, celle de son frère John, en 1955, écoutant pieusement la sonate que distille au piano la silhonette spectrale du père, surgi de l'ombre et pris de dos.

Culture

★ Eva Rubinstein, régrespective, Espace Canon, 117, rue Saint-Martin, Paris 4, jusqu'au 29 novembre.

Les clés du mécénat sont dans la boîte à gants

Le 12 novembre s'ouvre à Cannes. le premier Salon du marché international du sponsoring et de la communication. Le mécénat est à l'ordre du jour.

La plupart des entreprises qui, depuis quelques années, se sont lancées dans ca type de « communication » sophistiqués seront sens doute là. D'Olivetti à IBM, de Philip Morris à la SARI, de Cointreau au Bélier. Il est à parier que toutes auront dans leur stand, à portée de la main, le lourd rapport sur la « mécénat - que françoja Léotard a demandé à un orfevre en la matière : Alain-Dominique Parrin, directeur de la société Cartier et créateur de la Fondation pour l'Art contemporain de Jouy-en-Joses. Il a fallu quarante quatre personnes pour rédigar ce volume de huit cents pages.

Une vereion abrégée en a heu-reusement été édités pour les managers pressée. La vocabu-laire est limité, le style répétitif, les propositions martelées. Les patits paragraphes ont des alluras de catéchisme ou de. manuel d'école primaire façon Jules Ferry. Un bon cru pédago-gique. Son mérite n'est pas tant de dégager des idées orignales que de ramasser, pour le monde industriel qui les ignore, sans doute, l'information circulant depuis deux ou trois ans dans les rafficux proches de l'ADMICAL, une association pionnière acimés per Jacques Rigaud.

Après avoir rappelé dans une introduction que « l'art d'apperaître désintéressé n'est pas sans Intérêt », Alain-Dominique Perrin fait le procès du tout Etst, qui ne peut continuer à être le seul acteur sur le marché de la culture. L'Etat, juge et partie et qui de ce fait impose seul sa règle du jeu. La gestion publique engendre des marchés artificiels. Mais le rapport rappelle aussi que si l'Etat a été conduit à s'enracer autant, c'est que perque si l'est à sit consult à s'angager autent, c'est que personne n'était disposé à âtre le bailleur de fonds d'entreprises oulturelles, déficitaires par essence. Face aux 8,5 milliards de français de l'instant de la rue de de france du budget de la rue de Valois, que représentent les 350 millions versés par quatre cents mécènes privés en 1985, il faut donc, nous dit A.-D. Perrin, dans sa douxième partie, enga-ger l'entreprise plutôt que désengager l'Etat.

Le mécénat set un outil de communication précieux, en même temps qu'il est un moyen de promotion pour la culture. Pour conveincre les PDG réticents, il leur propose l'exemple nippon et une argumentation for-mulée en termes de marketing, qui doit les toucher au portefeuille : « affirmation d'une image pour dominer un marché », « intégration à l'anvironnement socio-cultural pour la recharche d'une légitimité indispensable à son essor », « personnelisation du produit », « enimetion du point

Ses propositions sont modestes. Il n'est point besoin de lois ni d'institutions nouvelles. Les opérations de mécénet doicadre de structures commerciales de droit privé. Les œuvres d'art doivent être amortiesables. En gonclusipo, una nouvelle de teille ; on seveit dels que c'était l'apéritif « Dubo, Dubon, Dubonnet», on apprend lei que le mécénat c'est « média, médiati-que et médiateur ».

Enfin, une plaquette distribuée en annexe permet sux chefs cement leur politique de mécé-nat. Par le jeu des questions et des réponses, le peuvent, sur le-champ, choleir le « créneeu cultu-rel » qui correspond le mieux à l'image de la société.

. Ainsi, s'il vend par correspon-dance, il aura intérêt à se tourner vers le théâtre : budget global : 700 000 F pour dix spectacles en un mois, qui comprend un cockteil de deux cents personnes par ville. Les laboratoires phar-maceutiques, s'ils sont en pro-vince, pourront jouer la carte de verce, pour control journ la care de la danse — « rie pas manquer de faire appel à un jeune chorégra-phe pour interpréter les danses régionales l'a Et « prévoir la pro-jection d'un audiovisual présen-tant l'entreprise mécène et aupli-quent sa rencontre avec l'art».

Les sociétés à succursales, de matériel agricole, per exemple, acront intérêt à restaurer un bâti-ment « reflétant l'architecture matériel agricole, per exem traditionnelle d'une région ». Ainei, elles pourront « utiliser le Reu comme centre d'exposition du metériel de l'entreprise, afin cle mettre en valeur les produits et de donner à ses forces de vente et à ses distributeurs des arguments de vente supplémentaires par la valorisation de l'image de l'entreprise». Décidément, comme le dit si justament Alain-Dominique Parris: «Le mécénat est un mélange de devoir vertugux et de plaieir nar-

EMMANUEL DE ROUX.

TARTUFFE de MOLIÈRE

Compagnie Jean-Pierre FONTAINE

60 Fau lieu de 120 F: avec ce coupon

THÉATRE DE NEUILLY TEL: 47-45-75-80

CONNAISSANCE DU MONDE

SALLES PLEYEL: Lun. 17 NOVEMBRE 1896 (18 h 30), march 18 (18 h 30 et 21 h), march 19 (15 h), jeu. 20 (20 h 30), ven. 21 (15 h, 18 h 30 et 21 h), den. 23 (14 h 30)

Film de Christian ZUBER.

Trinor des villes Impériales. Vallée des Kashes. L'Islam misseure. \$500 aus d'Art et d'Histoira.

11 au 30 novembre

CINÉMA

« Down by law », de Jim Jarmush

Les Hurons de la Louisiane

Trois hommes en cavale dans une Louisiane réelle autant que rêvée par Jim Jarmush, cinéaste new-yorkais venu de la musique. C'est « Down by Law »,

son second film.

En 1984, Stranger than Paradise, de Jim Jarmush présenté par la Quinzaine des réalisateurs, receveit la Caméra d'or an Festival de Cannes et rassemblait immédiatement un trour an de lans subjug par la finesse poétique des images en noir et blanc, par l'élégance et l'iro-nie de l'histoire, balade de deux copains et d'une cousine qui vieut de PEst, à travers une Amérique de brume, ambigué comme le paradis... Cette aunée, à Cannes, Down by Low est pessé dans la compétition sans obtenir aucus prix. C'est sans importance. Le second film de Jim Jarmuch est tout aussi poétique, énigmatique, tout aussi élégamment ironique que le premier.

Il s'agit cette fois encore d'un trio de pannés : Tom Waits, diso-jockey qui biberonne soc, se fait larguer par son amio, vit de petits boulots jusqu'an jour où on lui propose de

convoyer une voiture. Mais dans le coffre, il y a un cadavre, et le voilà en prison, avec comme compagnon de cellule, John Lurie, petit proxénète arrêté pour s'être fait pièger avec une mineure. Ils se parient pen et se supportent à peine. Et pois arrive Roberto Benigni, meurtrier sans remords, bavard et débrouillard, qui baragonine un anglais indé-finissable et irrésistible. Il n'a pas l'intention de moisir derrière les barreaux et force les deux antres à ten-ter avec lui l'évasion. Le trie se retrouve à errer en Louisiane, dans les labyrinthes maléfiques des

Jim Jarmush pratique en virtuose le burlesque à froid, le comique pince sans rire à la lisière de la mélancolie. Il porte sur les personnages un regard amical, curieux, sans complaisance. Mais surrout, dans une douce lumière, dans une muit limpide, dans le noir et blanc le plus sensuel qui soit, il invente des paysages dont la magie tient à la beauté visible et à celle que l'on devine, derrière, ailleurs, entre chien et loup, entre deux mois et un silence, qui tient à sa lucidité som-nambulique de New-Yorkais voya-

COLETTE GODARD.

Le voyageur

Jim Jarmush est ne il y a un pou plus de trente ans à Akron, dans l'Ohio, autant dire au milieu de mulle part. Il arrive à New-York en 1971 avec l'idée de devenir poète. Après un passage à l'université de Columbia, il part pour Paris, y reste m an, y découvre la Cinémathèque, tout un cinéma sans rapport avec les films d'horreur japonais et autres James Bond en vogue dans l'Olio.

Retour à New-York, l'under-ground fait surface. Jarmush touche à la musique, fait pertie d'un groupe new wave, joue aux claviers, écrit des chansons, collages de titres extraits d'un quotidien à sensation . Il change de cap, s'inscrit au dépar-tement cinéma de l'université de New-York où Nicholas Ray donne des cours. Il devient son assistant, entre dans la «famille» de Wim Wenders, avec qui il collabore sur Lighting over Water. Pendant ses écudes, il tourne Permanent Vacotion, puis,avec John Lurie leader des «Lounge Lizzards», la première partie de Stranger than Paradise, trente minutes dont Jun Jarmush mettra deux ans à faire un long

Jim Jarmush est laconique, tout autant que ses personnages, que Tom Waits (deux mots à l'heure), et John Lurie (pas plus de trois), en opposition avec le volabile Roberto Benigni ;

« Le rôle a été écrit pour lui, dit Jarmath. J'avais commencé une trame pour Tom Waits et John Lurie, mais j'avais du mal à avan-

» Je suis parti pour l'Italie et, par hasard, chez des amis communs, j'ai rencontré Benigii. Il a un « show » télévisé, mais je ne le savais pas. Je ne savais pas qu'il était une vedene, il m'a fait rire. Il ne parle pas un trattre mot d'anglais mais on se comprenait. Les Hurons m'intéressent, les gens qui se retrouvent plongés dans une culture, une langue différente. Leur

compréhension est décalée. Ils pos-sèdent une sorte d'innocence qui vous oblige à réviser votre point de vue. Cétait déjà le cas pour la cousine des pays de l'Est, dans Stran-ger than Paradise.

Quand j'étais à l'université Columbia, on nous faisait traduire des poèmes écrits dans une langue êtrangère. On reconnaissait quel-ques mots à leurs racines latines ou germaniques, on inventait le reste. Ca stimule l'imagination.

» Benigni parle comme une mitraillette, il se sert du langage comme d'une arme. Mettre en pré sence un homme de verbe et deux hommes de musique, c'était rigolo, et tout s'est déclenché. En général, et tout s'est décienche. En general, je me sens plus proche des musi-ciens que des gens de cinéma. Pour Down by Law, c'est John Lurie qui a écrit la musique, et j'ai fait les repérages avec, dans lo tète, les chansons de Tom Walts, elles ont conditionné le choix des lieux, et bien plus. Nous avons tourné en Louisiane, autour de La Nouvelle-Oriéans, mais il s'agit d'une Loui-siane rèvée, plus proche de Tennes-see Williams que de la vrale.

. Le titre du film est une expression d'argot, très populaire dans les années 20, surtout chez les Blacks qui avaient quitté les Etats du sud, phaôt agricoles, pour les villes du nord. Quand ils avaient pris la mesure de la rue, ils étalent «down by law. L'expression a pratique-ment disparu, sauf dans l'argot des prisons. Elle en est sortle vers la fin des années 70 et s'est quelque peu abhtardie. Aujourd'hui, elle est pratiquement synonyme de « cool ».

Au départ, elle impliquait une idée de frateraité – qui finit par exister dans le film, – mais si on prend les mots au pied de la lettre, ça donne entre en la lattre, qui donne « borasé par la loi », et c'est bien ce qui arrive aux personnages. »

The second secon

HENRI BEHAR.

CIRQUE

Gruss et les Soviets

Le cirque est de retour. Traditionnel au Palais des sports avec le Cirque de Moscou. Inventif Porte de Pantin avec Alexis Gruss

Le cirque se porte bien en Union soviétique et c'est incontestablement dans les cirques d'Etat de Moscou et de Leningrad que l'on trouve encore une pléiade de grands clowns. Ainsi Anatole Martchevski qui n'use pas de nez rouge, ni de maquil-lage outrancier, ni de parruque ou d'énormes soulers : bien au contraire, élégant, léger et plein d'humour, il a plus l'eir d'un gandin que d'un clown traditionnel et il indique une voie plus adaptée aux temps modernes. Mart-chevalui vit à la frontière du rêve. Ses relations avec lui-même sont difficiles et il s'invente en permanence des obiets ou des campegnes, un violon ou la plus belle des créatures.

Avec ses reprises, Anatole Mertchevski anime le nouveau spectacle du Cirque de Moscou. On sait que sous cette appellation, c'est en fait quelques-uns des numéros inédits des différents cirques d'Etat soviétiques qui sont rassemblés pour des tournées hors des frontières. Cette année, la « cirque des cirques » joue avec l'exploit et l'illu-sion : l'équilibriste Vietcheslav Raschivkine, médaille d'or 1986 du Cirque de demain, côtoie des gymnastes tedijikes de Roman Yakoubov, les cavaiiers turk-mènes de Daviet Khodjabaev, les lions de mer de Nicolaï Timt-chenko et les ours acrobates de Irina et Ivan Yarovoi.

La douzième édition du Cirque de Moscou est présentée, comme de coutume, eu Palais des sports. De l'autre côté de Paris, porte de Pantin, Alexis Gruss, le Cirque national et une équipe exceptionnellement soudee, épanouie, font une proposition heureuse de renouve Certes, rien d'étonnant de la part des Gruss qui, depuis douze ens, ont repris la tradition et ont su faire un effort constant de rénovation dans une voie qui n'admet ni l'artifice, ni la reconstitution, ni redonner au cirque une partie de sa fraîcheur et de sa pureté.

Chaque ennée, Alexis Gruss produit un nouveau spectacle qu'il présente à Paris, puis dans une quinzaine de villes en province, enfin dans une métropole européanne - en 1986, le Cir-Munich. Pour sa nouvelle saison. Gruss e eu l'idée de rendre hommage aux peintres, dessinateurs et affichistes (Degas, Toulouse-Lautrec, Fernand Léger, Constantin Guys, le douanier Roussau, Chagall) qui se sont et l'ont sublimé. C'est bien sûr pour le directeur du Cirque national l'occasion de recréer des numéros de la fin du siècle dernier que Degas, par exemple aurait pu rencontrer dans les coulisses du cirque Fernando, et de reprendre un numéro classirécalcitrant représenté autrefois sur une affiche de Constantin Guys. Alexis Gruss a réussi un beau travail, dans l'émotion comme dans la finesse d'exécution des diverses séquences de

CLAUDE FLÉOUTER. ★ Cirque de Moscoa, 20 h 30.
★ Cirque national, 20 h 30.





bouleversant..."

"Le résultat est étonnant et dénote un vrai talent de réalisation."

"Un cadeau inespéré...

Une maîtrise impressionnante."

"Le merveilleux film de Sondra Locke."

WARNER BROS. présente UNE PRODUCTION MALPASO «RAT BOY-L'ENFANT RAT » Avec SONDRA LOCKE Produit par FRITZ MANES Musique composée et dirigée par LENNIE NIEHAUS Producteurs associés DAVID VALDES et ROB THOMPSON Écrit par ROB THOMPSON Réalisé par SONDRA LOCKE

September 1.
 September 2.
 September 3.
 Septe

ξw. . medical and a second a second and a second and a second and a second and a second a (a)

Here. 15 S

rche

- "- 1"a, 4

2 12 W 21 T4

Who a morning a se to the to built the

That I go a to go a

No. 14 11 22 22

rece a trial w

28-7 No. 10 4 1

green a ser a construction

H -- 9 1 7140

₩ ·•N #******

pe / Per * 11 or 12 pr

医水黄 化铁矿 医内线束

a ... - .. 7_7 8:

28 T - 1. BERTT - 2 2 2

ಕ್ಷಕ್ಕೆ ಕಿಲ್ಲೆಕ್ ಕಿ

Service A control of the

me getrad finerier 200

provided that the property of the

NAME OF THE OWNER, AS

2000 - 1990 Miles 27 かちからす。

Seife a Sint

-

The state of

Las acielle de Merralach, Doux boures de découverte, d'émotion et de rêus,

Carrier of $_{\gamma}e^{i\mathbf{x}\cdot \mathbf{r}}$

EXPOSITIONS

Les Latino-Américains à Paris

La peinture au sud du Rio Grande

Ces peintres de culture espagnole, souvent formés à Madrid, frottés d'arts français et new-yorkais,

se veulent les fils d'un continent sauvage.

Existe-t-il un art contemporain d'Amérique latine? Tout semble s'opposer à son unité: la diversité des climats comme celle des traditions, les influences comme l'éducation européenne de la plupart des peintres. Ces - Americanos - semblent n'avoir en commun que leur langue - Brésiliens exceptés - et le désir de prouver que, pour travailler à Bogota ou à Buenos Aires, ils n'en sont pas moins capables d'autre chose que d'un provincialisme nostalezique.

Les premiers qui oot eu cette ambition ont songé à l'accomplir en demandant au passé préhispanique les éléments de leur originalité. Sans doute l'idée relevait-elle directement du surréalisme, bien européen, lui. Il n'empèche : les œuvres d'un Lam, Cubain, ou d'un Chavez, Péruvien,

ne mettent tant d'insistance à affir-mer leur primitivisme précolombien nn indien que parce qu'il en va d'une autodéfinition essectielle. Le succès du surréalisme en Amérique latine, dont l'exposition organisée à la galerie Artcurial (1) témoigne éloquemmeot, doit beaucoup à ce besoin. Ces peintres de culture espagnole, soovent formés à Madrid, frontés d'art français et new-yorkais, se venlent les fils d'un continent sauvage. Ils se veulent plus bruts qu'ils ne soot, par souci de vigueur. Qu'ils soient directement les imagiers d'anciens cultes comme Chavez on comme le Panaméeo Trujillo, dont l'absence die de son efficacité à ce rassemblement, ou qu'ils glissent à des figurations librement oniriques, comme Revilla, Cuevas ou Segui, ils restent fidèles à l'inspiration des premiers Torres-Garcia. De là un air de famille, l'empini assez systématique de couleurs sombres, d'encroûtements terreux et l'apparition de formes anthropomorphes - jusque dans la sculpture d'un Cardenas.

La rébellion brésilienne a moins d'ancienneté, elle a sussi moins de cohèrence, elle se dèveloppe en tous sens, mais avec une belle énergie. Qu'ils exposent dans les galeries, comme Angelo de Aquino, Fernando Mendanca ou Rubens Gerchman, ou qu'on les range dans la catégorie - fort incertaine - des - nalls - , ces peintres out entrepris ce qu'aveun de leurs voisins surréalisants n'a tenté vraiment, une description littérale, naturaliste, détaillee, de leur vie, des villes et des mœurs. Parmi les autodidactes que l'on découvre à la Défense (2) autodidactes mais surement pas innocents, il en est d'excellents : l'exélectricien Agostinho ou Miranda, ou le métis Teles. Plutôt que de vanter ceux qui refont, trop bien, Chaissae, mieux vaut regarder ces affamés de représentation, criards, maladroits, excessifs et bavards. Ils se pourrait que le Brésil leur doive sa première école nationale.

PHILIPPE DAGEN

(1) Artenrial, 9, avenue Matignon jusqu'au 22 novembre.

(2) Maison des cultures du monde, 15, place de la Défense, jusqu'au

Le retour de Vieira da Silva

Mort et transfiguration

Vieira da Silva ou le retour d'Orphée... Il n'est pas toujours commode de gommer les éléments biographiques dans le commentaire un peu sérieux d'une œuvre – plastique ou non – qui doit parier par elle-même et se passer de tont contexte narratif. Il faut pourtant savoir, pour leur compréhension, que la Déchirure s'articule en aval et en amont d'un cours soudain perturbé comme maintes antres toiles commencées avant et reprises après la mort, en janvier 1985, d'Arpad Szémés.

L'ombre de la mort plane doublement sur cette exposition puisque les vingt peintures récentes de Vieira avoisinent le poème, illustré par elle, de trois gravures originales, que Léopold Sédar Senghor a composé à la mémoire de son fils : le largo sourdement rythmé de l'Élégie pour Philippe-Maguilen Senghor.

Vieira a visiblement surmonté son épreuve, à force de travail. Il en émane une Sérénité durement conquise : ainsi se nomme l'étagement vertical, immobile, limpide, offert par une de ses dernières toiles. Croyons-la sur parole. Chez Vieira d'ailleurs aucun titre u'est indiffé-

rent, y compris celui de l'ensemble : la Densité de la transparence.
Signifie-t-il une progression , voire un changement de climat? On perçoit en tout cas une tension accrue dans des toiles de plus en plus rayonantes — Mémoire seconde de 1985, par exemple, où la prolifération des fameux petits carreaux s'ebîme dans

Vicina da Silva n'a pas, en effet, reaoncé à sa manière, ni aux entrelacs, ni aux accumulations, ni aux quadrillages, ni, dans un registre supérieur, à l'extraordinaire mariage de l'intellect et dn sensoriel qu'on retrouve à son plus haut degré dans

Destination (1983-1986), dont la blancheur maît de la fusion de mille demi-teiotes, avec des reflets d'aigne-marine, et dans le cosmos pulvérisé des Soleils, d'août 1986.

Peut-on, d'autre part, assimiler les horizons du Voyage aux confins, et leurs limites, à un hommage au compagnon disparu, à une confirmation de sa présence, qui persiste en ces lieux? C'est du moins ainsi que le ressentent ceux qui ont suivi la carrière jumelée du couple exception-

JEAN-MARIE DUNOYER.

★ Galerie Jeanne Bucher, 53, rue de Seine. Jusqu'au 22 novembre.

NOTES

Zarcate: série noire

Pierre Zarcate reprend quelques difficultés picturales au point où Léger les avait laissées. Non qu'il ignore ce qu'il entend exalter, à l'instar de son prédécesseur, la solidité, la construction du tableau par formes claires, ni complètement planes, ni pour autant douées d'un fort volume. Par souci d'évidence, il s'interdit la couleur, ne gardant que le noir et le brun de la toile.

De la sorte, rien ne trouble sa recherche des équilibres et des enchaînements — rien si ce n'est l'ingnérissable habitude de l'est qui l'incite à introduire de la profondeur, un début de perspective et à ne pas se contenter entièrement de la frontalité de l'image. Zareate jone de cette propension, il l'encourage et la dépoit à la fois, il oblige à une sorte de gymnastique optique, il compose des pièges. Ces exercices ne sont pas sans conséquence ; à reprendre ainsi les procédés et l'accétisme de l'abstraction dite «froide» et le noir d'un Kline, ou d'un Soulages, et à les pervertir délibérément, Zareate en profite pour dire à demi-mot son sentiment sur ces «classicismes». Tout cela, de la part d'un peintre comme lui, ne peut passer pour innocent.

Ph. D.

† Galerie Pascal-Gabert, 80, rue
Quincampoint; jusqu'au 15 novembre.

Lacourière-Frélaut dans ses murs

Cette année, les galeries éditrices d'estampes out été exclues de la FIAC (le Monde du 26 octobre). C'est une des raisons qui ont incité l'atelier Lacourière-Frélant à ouvrir un lieu permanent d'exposition. La nouvelle galerie, qui est placée sous la direction d'Hemy Bussière, marque une étape nouvelle dans l'histoire de la maison.

Et quelle histoire! L'atelier de gravure et d'imprimerie en taille-douce, fondé en 1929 par Roger Lacourière à Montmartre, 11, rue Foyatier, a vu en effet défiler la quasi-totalité des grands artistes contemporains : Matisse, Picasso, Braque, Miro, Masson, Giacometti, Ubac, Moore, Zao-Won-ki, etc. sans compter les graveurs à part entière, et tout d'abord Jean Frélant, père de Jacques et de Robert, qui out succèdé au fondateur disparu en 1966.

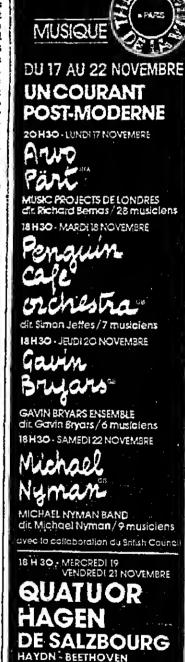
Tous venaient et viennent encore graver ou s'initier à la gravure en utilisant les outils, les cuivres, les presses mis à leur disposition. On avait mesuré l'importance de ce lieu de rencontres et de création à l'exposition de 1979 au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, où près de quatre cents œuvres démontraient une fois de plus que les exigences de techniques astreignantes et ne laissant ancun droit à l'erreur sont garantes de leur valeur. Cette manifestation létait les noces d'or de l'atelier qui, depuis 1951, sous l'impulsion de M^{ss} Madeleine Lacourière, assurait également ses propres éditions.

C'est d'ailleurs en son hommage que l'accrochage inaugural de la galerie ne comporte que des gravares des années 50. Celles-ci sont signées Hartung, Lapoujade, Music, Richier, Schneider, Singier, Soulages, Springer...

Suivront des expositions Pierre Collin, puis Louis Cane, en attendant Roman Suzzoni, Music, Joerg Ortner... Le fonds est riche: le catalogue en fait foi, et ce ne sont pas les projets qui manquent. La galetie d'ailleurs u'entend pas se limiter aux estampes et compte s'ouvrir aux œuvres sur papier.

J.-M. D.

* Galerie Lacourière-Frélant,
23, rue Sainte-Croix de la Bretonnerie,
75004 Paris.



2, PLACE DU CHATELET PARIS 4* LOCATION 42 74 22 77

DIGRESSIONS par Bernard Frank

Quand la plume pèse son kilo!

I Un mot de Sartre

« Ah ! que vous pouvez parfois être lourds, vous autres les gens lègers l' me disait un jour Sartra dans la mi-temps des années 60 au bar du Pont-Royal. Ja ne panse pas que Sartre m'ait eu particulièrement en tête cet apres-midi-là. Nos rencontres étaient trop rares et trop fortuites pour que je m'en flatte. Et les vacances que j'avais prises alors avec la littérature m'ôtent le doute que mes écrits auraient pu lui casser les pieds. Par défaut plus que par nature, je plaide non coupabla l Dans cetta phrase, dont l'accent presque rancunier me revient comme un hoquet, j'entends l'homma qui parlait d'expérience et da vie quotidienna. En avait-il accumula, au cours d'une soixantains qui allait cepotar dans la nuit, de ces jeunes dames charmantes et drôles, de ces gentils garçons qui n'étaient plus si jeunes, ni si charmants, ni si gais et qui, suspendus à son emploi du temps comme à una corde de secours, vensient lui raconter encore leurs petites misères avec des minau-

deries visillates. C'est un papiar da Danis Tillinac, Da l'importance d'êtra léger, qui me fait songer à ces histoires anciennes. Je vous parla assez souvent, et de bon cœur, de Tillinac. C'est qu'en général ja na déteste pas ce qu'il écrit. C'est sans prétention. Et ce n'est pas facile d'écrire sans prétention. Aussi je m'étais gardé pour la mois de septembre quand l'habita une maison proche de la mer, à l'abri de la chronique et de ses devoirs, son dernier roman, l'Irlandaise du Dakar (aux éditions Robert Laffont). A l'exception des toutes premières pages qui sont un peu écrites et où Denis Tillinac évoque avec bonheur, dans un registre où Modiano excelle, les amitiès de classe et les retrouvailles, l'Irlandaise du Dakar est un livre manqué, bâclé : ni roman ni

Tillinac avait couvert naguere pour le Figaro-Magazine, le Paris-Dakar. En bon Corrézien, Tillinac n'a voulu rien perdre de ce voyage aux frais de la princesse. Il s'est dit qu'en modifiant le reportage, en introduisant une vague intrigue à la Kessel, une étrangère sportive aux veux verts, du mystère, le tout ferait un roman de plus qui se fondrait harmonieusement dans le paysage da l'œuvre en cours. Héles I en fittérature, les accumulations deviennent souvent des soustractions. Le roman de plus, qui ne fait de mel à personne, ne conduit pas au roman dont on rêve. Avec ce modèle bis ou ter, avec ce délayaga, on peut à la rigueur décrocher un gentif prix, les grands, ceux qui rapportent, étant réservés en général aux romans prétentieux, symboliques, aux « ceuvres fortes » qui gonflent leurs muscles, et où la public se dit qu'il en a pour son argent. A force d'avoir noirci avec conscience toutes les grilles de la profession, si l'écrivain ne a'est pas rapproché d'un pouce d'un Rouge et le Noir imaginaire, du moins une vieillesse douce et souhaitable l'attend dans un feuteuil,

et c'est déjà ça l

Je ne vous aurais sans doute rien dit de
cette Irlandaise, laissant la presse habituelle
s'en occuper — après tout, pourquoi Tillinac
n'aurait-il pas le droit de s'envoyer un petit
livre à la hâte, de toutes les façons son roman
sera plus lisible que cent autres qui naissent at
meurent le temps d'une collection d'automne,
— si son article dans Madame Figaro ne
m'avait elarmé: ce roman n'est plus un éternuement de saison, mais la dérive d'un talent.

chein, s'il a vraiment dit la vérité dans son Spleen à Daumesnil (éditions Le Dilettanta), s'il est vraiment né l'ennés ou gouvernement Ramadier (admirable helléniste!), Tillinac aura quarante ans. Il ne a'agit plus de faire l'imbécile, de s'ebandonner aux délices du complettrois-pièces, Pour un écrivain qui a déjà publié dix livres ou presque, quarante ans, c'est souvent l'âge bêts. On a pignon sur rue et l'on est guetté par l'amertume. On se rengurge de sa petite position et elle ne vous suffit plus.

2 Des phrases consternantes

« On me reproche quelquefois dans les milieux qui « pensent » de donner des éditoriaux à Madame Figaro, a Mais qui, mon Dieu, se permet ca, dites-le-nous vite, Tillinac, qu'on le corrige de belle façon ! Quand on aux écrivains que vous ne l'imaginez !, - l'on pense que vous gagnez votra vie là où vous le pouvez et dans des journaux qui ne vous décaysant pas trop, comme nous tous, gans du vovage. Pourquoi vous défendre alors d'écrire au Figaro 7 N'êtes-vous pas chiraquien ? Et Chirac ne doit-il pas beaucoup au Figaro ? N'est-ce pas l'un des directeurs de ce journal qui présentait l'addition au grand benêt de la culture à l'issue d'un déjeuner fameux en ces termes choisis? « Vous n'ignorez pas ce que le groupe Hersant a fait pour vous ? » - « Je ne l'ignore pas », murmure Léotard (...) - « Vous stas bien conscient que vous devez en grande partie votre pouvoir à la campagne que tous les journaux du groupe Hersant ont menée en votre favour ? » - « Pout-êtro... », hasarde le maiheureux. Pour da plus amples détails, je vous renvoie, mon cher Tillinac, au livre très amusant de Thierry Pfister, Dans les coulisses du pouvoir (s-t. La comédie de la cohabitation), qui vient de paraître chez Albin Michel (328 p. 85 F).

Mais c'est vrai que, lorsque vous écrivez au Figaro, vous avez la bizarre manie de vous en défendre. Vous n'écrivez pas vraiment au Figaro, mais comme me disait naïvement l'un d'entre vous : à Madame Figaro, nuance 1 Vous tenez à ces petites hiérarchisations dans la collaboration. Aucune haute cour ne vous attend. Pourtant vous êtes la majorité, en copieuse compagnie, et vous na serez jugé que sur votre talent. La général de Gaulle, votra idole, est mort et se moque bien là où il est de savoir si Hersant a été ou non l'un de ses plus fidèles compagnons. Quand on se décide au 18 juin, ce n'est pes le Figaro que l'on consulte, ni les autres journaux d'ailleurs. ils ont toujours une édition de retard.

Tillinac est loin de tout cela. Ce qu'il dit d'une façon navrante dans son éditorial de Madame Figaro; c'est combian il admire Madame Figaro; c'est combian il admire Madame Figaro; c'est qu'on y respire un parfum fruité et un peu volatil, un parfum qui donne envie de fredonner, de rêver et de sourire. J'un vie n'est pas toujours gaie ? « Raison de plus pour se rafraîchir l'esprit avec de belles images, s'identifier avec des personnages chemants, s'offrir la luxe de l'insoucience qui est à la portée de tous les cœurs. J'C'est une des manies des gens qui pensent comme tout le monde de croire que tout le monde leur en veut.

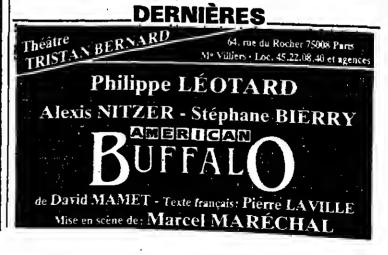
A ce travers, Denis T. n'échappe pas. a) « On ma reproche... » b) « que les fâcheux ma pardonnent... > c) € Je passe pour un être futila ». Plus il enfila les perles, plus Tillinac se persuade qu'il est en danger, qu'il appartient à une étroita minorité en voie de disparition qui donne à cette terre un goût incomparable. Autour de lui et des siens, tout n'est que tragédie, trivialité, « paroxysmes de la laideur, du dégoût et de l'ignoble ». Il se voit, et il le dit, marchant sur le fil du destin comme un funambula sur le corde raide. Ayant appris à l'école qu'un « kilo de plume pèse aussi lourd qu'un kilo de plomb », notre guerrier en dentelles a décidé d'être pluma, mais il a publié d'enlever le kilo ! Tillinac dénonce l'esprit de sérieux, les maîtres penseurs at les consciences sar-

Comme sa sainta patronne Geneviève Dormann, il met la légèreté à toutes les sauces. Chez lul, ella est partout sauf dans le style. Quand on est légar, il n'est jameis important de l'être, c'aurait dû sonner à vos oreilles, élève Tillinac I La petit drame de ce garçon et qui est d'ailleurs une carte d'introduction comme une autre en littérature. Ila se sont vaguement identifiés aux « hussards » qui sont un mythe. Du moins, ceux que l'on a appelés les « bussards » pouvaient se dire dana les années qui ont suivi la Libération qu'ils jouaient un rôle de contrepoids. Le PC n'était pas un mythe : premier parti de França. Les « lourds camions » de Sartre, dont parte Audiberti, campaient effectivement partout. De Gaulle était à Colombey, et les formations politiques de la IVª République avaient cette fragilité que l'on attribue souvent aux futurs

Nimier, Stondin et Laurent, Nimier surtout, ont servi d'infirmières at de boute-en-train à des écrivains que leur conduite évasiva sous l'Occupation et les modes avaient mis quelque peu à l'écart de la scèna littéraire. Comme ces écrivains s'appelaient Chardonne, Morand, Céline, Jouhandeau, Giono, etc., nos secouristes avaient de quoi a'occuper I Plus Sertre impressionnait l'auditoire par son talent tentaculaira et dominateur, plus les charmantes partitions de ces jeunes gens prenaient du relief.

Vous tentez de vous réinsérer dans une situation qui n'est plus. Vous vous inventez un passé factice : e J'appartiens à une génération - celle dite de mai 68 - dont les maîtres penseurs érigeaient en dogme l'esprit de sérieux, etc. » Qu'est-ce que vous chantez là dans votre pathos publicitaire de vieux galopin qui s'ennuie à recopier des slogans qu'il a lus chez ses aînes ? Cessez de lorgner sur la copie de Pauwels, alle ne vous vaut rien I En 1988, Sartre était dans les manuels, en morceaux choisis, ou faisait de la figuration prestigieuse sur les tonneaux, il n'était plus dans le coup. Tillinac et ses amis a'habitleraient volontiers en Julien Sorel, en Lucien Leuwen a'ils en avaient les moyens, sans s'apercevoir qu'ils parient, qu'ils ont les préjugés du père de Mis de la Môle et de sa petite bande, tous ces nigauds dont se moquait Standhal.

Ce que je reproche à Tilfinac, ce n'est donc pas d'écrire dans Madame Figaro, c'est que l'iriandaise du Dakar commence à lui ressembler. Il ne faut tout de même pas confrontre la Parisienne des années 50, dessinée par Cocteau qui evait de la vivacité et qui n'a pas fait long fau, le pauvre, avec Madame Figaro, matrone bourgeoise bien en chair, dont l'opulence est cartaine, l'avenir assuré et qui pesse son temps à faire ses comptes 1



المكذامن الدُّعِل

Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

noncen e

" = " " " Tree

" La:

2000 to 25 1

27 - 37 (ME 2)

11 15 15

.

-- . 711

The first projection

- - -

 $\mathcal{F}_{i} \approx 7.56 \, \mathrm{pc}$

Traile.

1.7 ... TW

3.77

. . .

-

2

A 1 200

. . .

LECHANGE, Chaillot (47-27-81-15), 20 h 30. LA PATIENCE, La Tempête (43-28-36-36), 21 h. L'IDSOT, Monffetard (43-31-11-99), 20 h 30.

PURGATORRE DANIE, Gennevilliers, salle Gagazine (47-90-35-07), 20 h 30. DOUBLE MIXTE, Michodière (47-42-95-22), 20 h 30.

LA PARISIENNE VEUVE. Comédie-Française (40-15-00-15), 20 h 30. VICTOR OU LES ENFANTS AU POUVOIR, Templiers (42-78-91-15), 20 h 30.

Les salles subventionnées

COMEDIE-FRANCAISE (40-15-00-15), 20 h 30: he Parisienno et vouve. CHAILLOT (47-27-81-15), Grand Thist-tre: 20 h 30; PEchange.

tre: 20 h 30; FEchange.

PETIT ODÉON (43-25-70-32), 18 h 30: Ezéchiel, le livre de ma mère et autres textes, d'A. Cohen.

TEP (43-64-80-80), 20 h 30: Poussière pourpre, de Sean O'Casey.

THÉATRE MUSICAL DE PARIS (42-61-19-83), 20 h : l'Opéra de quat'sons, de B. Breuht, mise en scène Giorgio Strobler.

THÉATRE DE LA VILLE (42-74-22-77), 20 h 45 : Don Carlos ; 18 h 30 : Jean-Louis Mahjan. CARRÉ SILVIA-MONFORT (45-31-28-34), 16 h : la Tour de Nesie, d'Alexandre Dumas.

Les autres salles

ANTOINE (42-08-77-71), 20 h 30 : Lily et Lily.

ARTS-HEBERTOT (43-87-23-23),
20 h 30; 1" épisode; Ariane on l'Age
d'or.

ASTELLE-THEATRE (42-38-35-53), 20 h 30; Entre chien et loup. ATELIER (46-05-49-24), 21 h; Adriana

Monti.
ATHÉNEE (47-42-67-27), 19 h : Elvire
Louvet 40, 18 h 30: Prometheus.
BASTILLE (43-57-42-)4), 21 h : le Maiheur indifférent-Histoire d'enfant. BATACLAN (47-00-30-12), 21 h ; Wil-

CARTOUCHERIE, Agentina (43-74-72-74), 20 h 30 : Hélone et Abélard a Jours tranquilles en Champagne »; La Tempète (43-28-36-36), 20 h 30 : des Avengles, — Selle II, 21 h : lu Patience, CC SUESSE (42-71-44-50), 20 h 30 :

COMEDIE DES CHAMPS-ELYSÉES COMÉDIE CAIMARTIN (47-42-COMÉDIE CAIMARTIN (47-42-COMÉDIE FIALIENNE (43-21-22-22), Nos désire fout désordre; 22 h 30 : Pièces désanées.

COMÉDIE FALIENNE (43-21-22-22), Nos désire fout désordre; 22 h 30 : Pièces désanées.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11), 21 h : Poil de Carotte.

21 h : Poil de Carotte.

21-93), 21 h : Tom Novembre. DAUNOU (42-61-69-14), 20 h 30 : Y a 4-il un otage dans l'immemble ?

DECHARGEURS (42-36-00-02), 20 h : DEX HEURES (42-64-35-90), 20 h 30 : les Chaussures de Madame Gilles EDOUARD VII (47-42-57-49), 20 h 30;

ESPACE GAITÉ (43-27-95-94), 20 h 30 : Micrah'images ; 20 h 30 : Identité minute. Pertin. 10-82).

ESPACE MARAIS (42-71-10-19). LUCERNAIRE (45-44-57-34), 18 h : BLACK MIC-MAC (Fr.) : Cinoches, 620 h 30 : Stefano. (46-33-10-82). FONTAINE (48-74-74-40), 21 h : le Sys-tème Ribadier.

GALERIE 55 (43-26-63-51), 19 h : Doct for One; 21 h : Happy Days.

GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61), 19 h: Un drôle de petit vieillard; 21 h; les Gouttes.
GRAND EDGAR (43-20-90-09), 20 h 15: le Dragué; 22 h; la Mariée mire à ma parses céliberaires, même.

HOTEL LUTETIA (45-44-38-10), 20 h 30: Fin de tournage. HUCHETTE (43-26-38-99), 19 h 30: la Cantatrice chanve; 20 h 30: la Leçon; 21 h 30: On ne meurt pas au 34.

TLE SAINT-LOUIS (46-33-48-65), 20 h 30 et 22 h : En vois et contre tout. LA BRUYERE (48-74-76-99), 21 h : la LIBRAIRIE-THÉATRE MARAIS PLUS (42-72-73-52), 20 h 45 : Rodéo. LUCERNAIRE (45-44-57-34), 21 h 15 :

Façades II ; II : 19 h 45 : Arlequin servi-teur de deux maîtres ; 22 h 15 : Ainsi soit

MADELEINE (42-65-07-09), 21 h : le MARAIS (42-78-03-53), 20 h 30 : h

Comédie sate tire.

MARIGNY (42-56-04-41), 21 h : les
Brames de Manchester ; Paties sails (4225-20-74), 21 h : l'Homme gzis.

MARIE-STUART (45-08-17-80), 20 h : Nora; 22 h; Julie. MATHURINS (42-65-90-00), 20 h 45 : les

MICHEL (42-65-35-02), 21 h 15 : Pyjama pour six. MICHODIÈRE (47-42-95-22), 20 h 30 : Double Mixte.

MOGADOR (42-85-28-80), 15 h : FAvare. MODERNE (48-74-10-75), 21 h : l'Entre-tien de M. Descartes avec M. Pascal le MONTPARNASSE (43 - 22 - 77 - 74), Grando safle, 20 h 45 : le Maison du lac.

NOUVEAU TH. MOURFETARD (43-3)-11-99), 20 h 30: l'idiot. NOUVEAUTES (47-70-52-76), 20 h 30 : Mais qui est qui ?

ŒUVRE (48-74-42-52), 20 h 45 : Léopold le bien aimé.
PALAIS DES GLACES (46-07-49-93).
PALAIS DES GLACES (46-07-49-93).
Grande Salle, 20 h 30 : F. Chopel :
Grande Salle, 20 h 30 : F. Chopel : 22 h 15: M. Sergent; Petito salle, 21 h;

Ue amour de punk. PALAIS-ROYAL (42-97-59-81), 20 h 45 ; PLAINE (42-50-15-65), 20 h 30 : Un bain de ménege ; Mon Isménie. POCHE (45-48-92-97), 21 h : Amidic on Comment s'en débe PORTE-SAINT-MARTIN 37-53), 20 h 30 : B 29. POTINIERE (42-61-44-16), 21 h : Chat

RENAISSANCE (42-08-18-50), 21 h : le Maison des Jeanne et de la culture.

MARION COS JERME ET CE IN CALCULE.

19 h. les jours impairs: J'al tout mon temps, où êtes-vous ?; 20 h 45 : Histoire de Mañou, le boncher.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47), MINT-GEORGES (48-78-63-47), 18 h 30 : les Mystères de Paris ; 20 h 45 :

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93), 21 h : le Cocktail de Sergio. STUDIO DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-35-10), 21 h : Tel quel. TAI THÉATRE D'ESSAI (42-78-20-79), I : 20 h 30 : Antigone : l'Ecume des jours : II : 20 h 30 : Huis clos.

THÉATRE D'EDGAR (43-22-11-02), 20 h 15 : les Babes endres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de hire. TH. 14 J.-M. SERREAU (45-45-49-77), 20 h 30 : Bwénements regretables.

20 h 30 : Evénements regrettables. THÉATRE DU TEMPS (43-55-)0-88), 20 h 30: Antigone.
THÉATRE DU ROND-POINT (42-56-60-70), Petite saile, 20 h 30: Pour un oul, pour un non.
TINTAMARRE (48-87-33-82), 20 h 15: A Star is beur; 21 h 30: les Chiens de phile (deru.); 22 h 30: IL pour hommes.

TOURTOUR (48-87-82-48), 20 h 30 : lo TRISTAN · BERNARD (45-22-08-40). 21 h : American Buffelo. VARIETES (42-33-09-92), 20 h 30 ; le

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (42-96-29-35), 20 h 15 : l'Orchestre ; 22 h ; De Belleville à

BIZANCS MANTEAUX (48-87-15-84), L 20 h 15: Areuh = MC2; 21 h 30: les Démoces Louises; 22 h 30; l'Etoffe des biaireaux. — IL 20 h 15 : les Secrés Monstrus; 21 h 30; Sanvez les bébés femmes; 22 h 30 : Last Lunch - Dernier Service.

LE BOURVIE (43-73-47-84), 20 h 15 : Pas denx comme elle; 22 h : Toi sussi Pas denx comme elle; 22 h : Toi sussi comme tout le monde.

CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11), T. 20 h 15 : Tiens, voilà denx bondins; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes; 22 h 30 : Orties de secours. — IL 21 h 30 : la Chromose chanonilleux; 22 h 30 : Elles nous veulent noutes. — III. 20 h 15 ; Pierre Salvadori.

CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51), 22 h; ht Mort, h: Moi, h: Noud, CLOS CHABANAIS (42-61-69-20), 21 h: 30 : h: Journal d'un fou.

CONNETABLE (42-77-41-40), 22 h 30 ; M. Fason, J. Damo, Djalma, Gil et Arté-LE GRENIER (43-80-68-01), 22 h : Non.

jo n'ai pas disperu. PETIT CASINO (42-78-36-50), 21 h : Los pics sont vaches; 22 h 15 : Nous, on

Music-hall:

BASTILLE (43-57-42-14), 19 h 30 : Lci-sor/Flammer/Barresux. CIRQUE D'HIVER (48-06-02-02), 20 h 30 : G. Bedos. ESPACE-GATTE (43-27-95-94), 22 h 30 : Ch. Combo.

DEFECTABLE (45-44-37-34), 18 ii : (46-33-10-82).

OLYMPIA (47-42-25-49), 20 h 30 : BRAZIL (Brit., v.o.) : Epóc-de-Bois, 5' (43-37-57-47); St-Lambert, 15' (45-32-91-88). PALAIS DES GLACES (46-07-49-93), 20 h 30 : F. Chopel. TH. GREVIN (42-46-84-47), 20 h 30 : P. Desproges. TLP DEJAZET (42-74-20-50), 20 h 30 :

Opérettes, comédies musicales

CASINO DE PARIS (42-80-20-89), 20 h 30 : la Valles en carron.

Les chansonniers

44-45), 21 h : l'Actroc-habitation.

DEUX ANES (46-06-10-26), 21 h : Après

Jazz, pop, rock, folk

BAISER SALÉ (42-33-37-71), 23 h :
M. Ferreirs, M. Perconstelli, L. Augusto,
P. Camerto, Boiso.
CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05), 21 h 30 : Woopsemakers,

CITHEA (43-57-99-26) : S. Guérineau, J. Mahieux; J.-L. Ponthieux. GIBUS (47-00-78-88) : Bouche à bouche. MAGNETIC TERRACE (42-36-26-44), MODERTINEN (47-58-12-30), 22 h 30 ;

B. Tate.

MONTANA (45-48-93-08), 22 h 30 :
C. McPhenen, R. Urtreger, R. Galenzzi
(der. le 8); E. Urtreger à partir du 10.

MONTGOLFIER (45-54-95-00), 21 h : M. Santy, NEW MORNING (45-23-51-41), 21 h 30:

Fiesta Latina.
PETIT JOURNAL SAINT-MICHEL. PETIT JOURNAL SAINT-BECHEL
(43-26-28-59): M. ANCORICE
PETIT JOURNAL MONTPARNASSE
(43-21-36-70), 21 h: M. Legrand/
M. Vender.
PETIT OPPORTUN (42-36-01-36),
23 h: M. Urbeni, H. Sellin, R. del Fre;
Therefore

SLOW-CLUB (42-33-84-30) : J. Lacroix. SUNSET (42-61-46-60), 23 h : F. Lock-TROTTORS DE BUENOS-AIRES (42. 33-58-37), 22 à . S. Ripaldi.

Festival d'automne

(42-96-12-27) Th. des Boutles du Nord, 20 h 30 : Les petits pes. Cartencherie. La Tompéte (43-28-36-36), 20 à 30 : Des grougics.

Le Monde Informations Spectacles 42-81-26-20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de II h à 21 h sout dimanches et jours fériés) Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Mardi 11 novembre

cinéma

Les films parqués (*) sont interdits aux mates de treixe aus (**) aux motes de dix-luit aus.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-84-24-24) Houmage à Gaumon, quaire-vingt-dix ans de cinèma : 16 h, l'Enigme, de L. Fenil-iade; l'Houme sans visage, de L. Fenillade; 19 h, Flavia la défroquée, de G. Mingozzi (v.o. s.-t. français); 21 h, houmage à Kei-suko Kinoshita : Contes fantastiques de Younya 1-2 (v.o. s.-t. anglais). BEAUBOURG (42-78-35-57)

Les exclusivités

L'AFFAIRE CHELSEA DEARDON (A., v.o.): Forum Orient Express, 1" (42-33-42-26); 14 Juillet Odéon, 6" (43-25-59-83); Ambassede, 8" (43-59-19-08); George V, 8" (45-62-41-46); Parmassiens, 14" (43-20-32-20); 14 Juillet Beaugresolle, 15" (45-75-79-79); Vf: Impériel, 2" (47-42-72-52); Miramar, 14" (43-20-89-52).

AFTER HOURS (A., v.a.) : Studio de la Harpe, 3º (46-34-25-52) ; Le Triomphe, 2º (45-62-45-76). AIDS (TROP JEUNE POUR MOURIR)

(Fr.) : Mercury, 8 (45-62-96-82); Manéville, 9 (47-70-72-80).

Mazévile, 9: (47-70-72-80).

AJANTREK (Ind., vo); Républic Cinémas, 11: (48-05-51-33).

ALIENS, LE RETOUR (A., *); Forum Horizon, 1": (45-08-57-57); Marignan, 8: (43-59-52-82); UGC Biarritz, 8: (45-62-20-40); V.f.; Rox, 2: (42-36-83-93); Galté-Rochechouart, 9: (48-78-81-77); Paramount Opéra, 9: (47-42-56-31); Pasyente, 13: (43-31-56-86); Montparnasse Pathé, 14: (43-20-12-06); Pathé Clichy, 18: (45-22-46-01).

ANGEL IL LA VENCEANCE (A., VI)

Chehy, 19' (45-22-46-01).

ANGEL II, LA VENGEANCE (A., VI)

Rex, 2' (42-36-83-93); UGC Montpar
rame, 6' (45-74-94-94).

L'AMOUR SORCIER (Esp., v.o.); Studio de la Harpe, 5' (46-34-25-52).

L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.o.);

Grand Pavok, 15' (45-54-46-85).

ATLANTIS INTERCEPTOR (IL, v.l.);

Paris-Ciné, 10' (47-70-21-71).

Paris-Cine, 10 (47-70-21-71).

AUTOUR DE MINUIT (Fr.A., v.o.):
Gaumont Hallos, 1= (42-47-49-70);
Gaumont Opéra, 2= (47-42-60-33); Hautefenille, 6= (46-33-79-38); I Juillet
Odéon, 6= (43-25-59-83); Gaumont
Champs-Élysées, 8= (43-59-04-67);
14 Juillet Bastille, 11= (43-57-90-81);
14 Juillet Boaugrapelle, 15= (45-75-79-79); V.C.

LES AVENTURES DE JACK BURTON (A. v.o.): Triomphe, 8 (45-62-45-76). BEAU TEMPS, MAIS ORAGEUX EN FIN DE JOURNÉE (Fr.) : Utopia, 5

GYMNARE (42-46-79-79), 20 h 45 : F. BIRDY (A., v.a.) : Cinoches, 6º (46-33-

(43-37-8-47); Sollmont, 15 (45-38-91-68).

LA ERULIEE (A., v.o.): Ciné Beanbourg, 3' (42-71-52-36); UGC Codéon, 6' (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6' (45-74-94-94); La Pagode, 7' (47-05-12-15); UGC Chump-Elysées, 8' (45-62-20-40); 14 Juillet Bastille, 11' (43-57-90-81); 14 Juillet Bastille, 11' (43-57-90-81); 14 Juillet Beangrenelle, 15' (45-75-79-79); Maillot, 17' (47-48-06-06). - V.f.: Richelieu, 2' (42-33-56-70); UGC Montpernasse, 6' (45-74-94-94); St-Lazare Pasquier, 8' (43-87-35-43); UGC Boolevards, 9' (45-74-95-40); Nation, 12' (43-43-04-67); UGC Gore de Lyon, 12' (43-43-04-55); UGC Gobelina, 13' (43-36-23-44); UGC Convention, 15' (45-74-93-40); Images, 18' (45-22-47-94).

LE CHIEN (Fr.) (*): Studio 43, 9' (47-

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78- LE CHIEN (Ft.) (*) : Studio 43, 9 (47-CLIN D'CHL SUR UN ADIEU (A., v.o.): Ciné Beanbourg, 3º (42-71-52-36); Sr-Germain Village, 5º (46-33-63-20); UGC Rotonde, 6º (45-74-

> LE CLOCHARD DE BEVERLY HILLS LE CLOCHARD DE BEVERLY HILLS
> (A., v.o.): Marignan, 8 (43-59-52-52);
> Parnassiens, 14 (43-20-30-19).
>
> DORRA (*) (A., vo), Forum OrientExpress, 1* (42-33-42-26); UGCDanton, 6 (42-23-10-30); Marignan, 8
> (43-59-92-52); UGC Normandie, 8
> (45-63-16-16). - VY: Grand Rex, 2* (4236-83-93); Bretagne, 6* (42-22-57-97);
> UGC Montparnasse, 6* (42-22-57-97);
> UGC Montparnasse, 6* (45-74-94-94);
> George V, 8* (45-62-41-46); Paramount
> Opéra, 9* (47-42-56-31); UGC Gobelins, 13* (43-36-23-44); Mistral, 14* (45-

39-52-43); UGC Convention, 15° (45-74-93-40); Gambetta, 20° (46-36-10-96).

LE COMPLEXE DU RANGOUROU (Fr.): Grand Pavois, 15t (45-54-46-85). (Fr.): Grand Pavois, 15° (45-54-46-85).

LA COULEUR POURPRE (A., v.o.):
Forum Horizon, 1" (45-08-57-57);
Saini-Michel, 5" (43-26-79-17);
Rotonde, 6° (45-74-94-94); Marignan, 8° (43-59-92-82); Publicis ChampsElysées, 8° (47-20-76-23); Galaxie, 13° (45-80-18-03). V.f.: Rex. 2° (42-36-83-93); Français, 9° (47-70-33-88);
Montparuos, 14° (43-27-52-37).

DE L'ARGENTINE (All., v.o.): Studio
43, 9° (47-70-63-40).

LE DIABLE AU CORPS (*) (it., v.o.):

43, 9 (47-70-63-40).

LE DIARLE AU CORPS (*) (lt., v.o.):
Cinoches, 6* (46-33-10-82).

LE DIAMANT DU NIL (A., v.f.):
Espace Galté (h. sp.), 14* (43-27-95-94).

DOUBLE MESSIEURS (Fr.): Forum
Horizou, 1* (45-08-57-57); Richelien, 2*
(42-33-56-70): Seim-André-des-Arts, 6*
(43-26-48-)8); Calisée, 8* (43-5929-46); Gaumont Parnasse, 14* (43-3530-40).

EN DIRECT DE L'ESPACE (A. v.f.)

30.40).

EN DIRECT DE L'ESPACE (A., v.f.):
La Géode (42.45-66-00).

LA FEMME DE MA VIE (Fr.): Ciné
Beanbourg, 3º (42-71-52-36): UGC
Odéon, 6º (42-25-10-30); UGC Boulevards, 9º
(45-62-20-40): UGC Boulevards, 9º
(45-74-95-40): UGC Gare de Lyon, 12º
(43-43-01-59): UGC Cobelins, 13º (43-33-02-344); Montparnos, 14º (43-27-52-37); Convention St-Charles, 15º (45-79-33-00); Images, 18º (45-22-47-94).

LES FRÈRES PETARD (Fr.): Forem

79-33-00) : Images, 18° (45-22-47-94).

LES FRERES PETARD (Fr.) : Forum Orient Express, 1° (42-33-42-26) ; Richelieu, 2° (42-33-56-70) : UGC Odéon, 6° (42-25-10-30) ; Normandie, 8° (45-63-16-16) : Paramount Opéra, 9° (47-42-56-31) ; Bastille, 1)° (43-42-16-80) ; UGC Gobelius, 13° (43-36-23-44) ; Miramar, 14° (43-20-89-52) ; Mistral, 14° (45-39-53-43) ; Gaumount Parustase, 14° (43-35-30-40) ; Gaumount Convention, 18° (48-28-42-27) ; Pathé Cichy, 18° (45-22-46-01) ; Gambetta, 20° (46-36-10-96).

GENESIS (Ind. v.o.) : Denfert, 14° (43-

GENESIS (Ind. v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01). HANNAH ET SES SŒURS (A., RA) : Gane, 14 (43-27-95-94). HIGHLANDER (Brit, v.f.) : Lumière, 9

(42-46-49-07). L'HISTOIRE OFFICIELLE (Arg., v.o.): Denfort, 14 (43-21-41-01). HOUSE (A., v.f.) : Arcades, 2 (42-33-

54-58).

JEAN DE FLORETTE (Fr.): Gaumont Opéra, 2º (47-42-60-33): Quintette, 5º (46-33-79-38): Colinée, 8º (43-59-29-46); Maxéville, 9º (47-70-72-86); Fauvette, 13º (43-31-56-86); Gaumont Paruesse, 14º (43-30-30-40); Paruessiens, 14º (43-20-32-20); Gaumont Convention, 15º (48-28-42-27).

JE HAIS LES ACTEURS (Fr): Capri, 2º (45-08-11-69); Quintette, 5º (46-33-79-38); UGC Ermitage, 8º (45-63-16-16); Gaumont Paruesse, 14º (43-35-30-40).

KARATÉ KID, LE MOMENT DE VÉRITÉ (2) (A., v.f.) : Lumière, 9 (42-46-49-07).

MAX MON AMOUR (Fr.): Gaumont Halles, 1" (42-97-49-70); Gaumont Opfira, 2" (47-42-60-33); Hautefeuille, 6" (46-33-79-38); Ambassade, 8" (43-59:19-08); Calaxie, 13" (45-89-68-42); Pi.M Saint-Jacques, 14" (45-89-68-42); Bienvenne Montparnasse, 15" (45-44-25-02); Gaumont Convention, 15" (48-28-13-27)

25-02); Gammont Convention, 15' (48-28-42-27).

MÉLO (Fr.): Gammont Halles, 1" (42-97-49-70); Gammont Opéra, 2" (47-42-60-33); 14 Juillet Odéon, 6" (43-25-59-83); Gammont Amhasaade, 8" (43-59-19-08); 14 Juillet Bastille, 11" (43-57-90-8)); Miramar, 14" (43-20-89-52); 14 Juillet Beaugrenelle, 15" (43-75-79-79).

LES MINIPOUSS (Fr.): George-V. 8" LES MINIPOUSS (Fr.) : George-V. 8

25 MINIPOSS (Fr.): Georgev, or (45-62-4)-4-6); Lamière, 9: (42-46-49-07); Saint-Ambroise, 11: (47-00-89-16); Farvette, 13: (43-31-56-86); Mistral, 14: (45-39-52-43); Montparnos, 14: (43-27-52-37); Gaumont Conven-tion, 15: (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18: (45-22-46-01).

18* (45-22-46-01).

MESSION (A., v.o.): Gaumont Halles, 1** (42-97-49-70); Gaumont Opéra, 2* (47-42-60-33): Hauntfeuille, 6* (46-33-79-38); Publicis Saint-Germain, 6* 142-22-72-80); Pagode, 7* (47-07-51-21-5); Marignan, 9* (43-59-92-82); Publicis Champs-Elysfes, 8* (47-70-76-23); 14 Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81); Escurial Panorama, 13* (43-35-30-40); Kinopanorama, 15* (43-06-50-50); Mayfair, 16* (45-25-27-06); V.f.: Français,

LES FILMS NOUVEAUX

Pathé, 18 (45-22-46-01).

DESCENTE AUX ENFERS, film DESCENTE AUX ENFERS, film français de Francis Girod, Forum Horizon, 1" (45-08-57-57); Împérial, 2º (47-42-72-52); Rest, 2º (42-36-83-93); Ciné Beaubourg. 3º (42-71-52-3d); UGC Danton, 6º (42-25-10-30); UGC Montparnasse, 6º (43-59-92-82); Marignan, 8º (43-59-92-82); UGC Normandie, 3º (45-63-16-16); Paramonni Opéra, 9º (47-42-56-31); Nation, 12º (43-43-04-67);

Pathé, 14 (43-20-)2-06); Convention St-Charles, 15 (45-79-33-00); Mani-lot, 17 (47-48-06-06); Wépler Pathé, 18 (45-22-46-01); Secrétan, 19 (42-41-77-99).

TOKYO BLUES, Film japonais de

Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

MONA LISA (*) (Brit., v.o.): Studio de la Confrescarpe, 5 (43-25-78-37).

MON AMI IVAN LAPCHINE (Sov., v.o.): Epéc de Bois, 5 (43-37-57-47); Cosmos, 6 (45-44-28-80)

9 (47-70-33-88); Nation, 12 (43-43-04-67); Fauvette, 13 (43-31-60-74); Montparmasse Pathé, 14 (43-20-12-06);

MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE (Brit., v.o.): Gaumont Halles, 1st (42-97-49-70); 14 Juillet Paruasse, 6st (43-26-58-00): St-André-des-Arts, 6st (43-26-48-18); Ambassade, 8st (43-59-19-08).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.a.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82); Lucerneire, 6 (45-44-57-34). — V.f. : Lumière, 9 (42-46-49-07).

Lamière, 9 (42-46-49-07).

NUIT D'IVRESSE (Fr.): Rex. 2 (42-36-83-93); George V, 8 (45-62-41-46);

UGC Boulevard, 9 (45-74-95-40);

Montparnos, 14 (43-27-52-37).

NUIT DE NOCES CHEZ LES FANTOMES (A., v.l.): Arcades, 2 (42-3354-58); UGC Momparnase, 6 (45-7494-94).

OTELLO (Fr.): UGC Biarritz, 8 (45-62-OUT OF AFRICA (A., v.o.): Publicis Matignon, 8 (43-59-31-97), LE PALTOQUET (Fr.): Quintette, 5 (46-33-79-38).

PÉKIN CENTRAL (Fr.) : Parnassiens, 14 (43-20-32-20). PICASSO (Fr.): Vendômo-Opéra, 2 (47-42-97-52).

42-97-52).

QUI TROP EMBRASSE... (Fr.): Studio 43 (h. sp.), 9° (47-70-63-40).

LE RAYON VERT (Fr.): Forum Orient Express, 1° (42-33-42-26); Impérial, 2° (47-42-72-52): Luxembourg, 6° (46-33-97-77); Elysées Lincoin, 8° (43-59-36-14); Parnassiens, 14° (43-20-30-19).

RECHERCHE SUSAN DÉSESPÉRÉMENT (A., v.a.): Sindio Galande (h.sp.), 5° (43-54-72-71),

ROSA LIDEMBURG (ANL, v.a.): Ciné

(n.sp.), 5 (4-54-12-11).

ROSA LUXEMBURG (All., v.a.): Cine
Reanbourg, 3 (42-71-52-36); 14 Juillet
Parnasse, 6 (43-26-58-00): Racine
Odéon, 6 (43-26-19-68); UGC Biarritz,
8 (45-62-20-40); Escurial, 13 (47-0728-04); Saint-Lambert, 15 (45-3291-68).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.): Epéc de Bois, 5 (43-37-57-47). LE SACRIFICE (Franco-suédois, v.o.): Saint-André-des-Arts, 6 (43-26-80-25).

Saint-André-des-Arts, 6 (43-26-80-25).
SHANGHAI SURPRISE (A., v.o.):
Forum Herizon, In (45-08-57-57); UGC
Danton, 6 (42-25-10-30); Ambassade,
8 (43-59-19-08); UGC Biarritz, B (45-62-20-40); Gaumont Parnase, 14 (43-35-30-40). — V.f.: Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Montparnase, 6 (45-74-94-94); Paramont Opéra, 9 (47-42-56-31); UGC Boulevard, 9 (45-74-95-40); UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-

01-59); UGC Gohe)ias, 13* (43-36-23-44); Convention Saint-Charles, 15* (45-79-33-00); UGC Convention, 15* (45-74-93-40); Images, 18* (45-22-47-94); Scurtian, 19* (42-41-22-97)

SOLEIL DE NUIT (A., v.f.) : Opéra Night, 2 (42-96-62-56). STOP MARING SENSE (A., v.o.) : Escurial Panorams (h.sp.), 13° (47-07-28-04).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) (h.sp.): Utopia, 5 (43-26-84-65).

TAROT (All., v.o.), Luxembourg, 6 (46-THE ACTRESS (A., v.o.): Action Chris-tine, 6' (43-29-11-30); Mac-Mahon, 17' (43-80-24-81).

THÉRÈSE (Fr.): Ciné Beaubourg, 3º (42-71-52-36); Saint-André-des-Arts, 6º (43-26-80-25); UGC Rotonde, 6º (45-74-94-94); Pagode, 7º (47-05-12-15); UGC Barritz, 8º (45-62-20-40); UGC Boulevards, 9º (45-74-95-40); Id-Juillet Bastille, 11º (43-57-90-81); UGC Gobelins, 13º (43-36-23-44); Gaumont Convention, 15º (48-28-42-27).

THE SHOP AROUND THE CORNER (A., v.a.): Action Christine, & (43-29-)1-30).

37*2 LE MATIN (Fr.) : Saint-Michel, 5* (43-26-79-17); George V, 8* (45-62-41-46); Montparnos, 14* (43-27-52-37). TROIS HOMMES ET UN COUFFIN (Fr.): Capri, 2 (45-08-11-69); Lucer-taire, 6 (45-44-57-34); George V, 8

(45-62-41-46). TOP GUN (A. v.o.): Marignan, 8: (43-59-92-82): George-V, 8: (45-62-41-46). — V. f.: Rez, 2: (42-36-83-93): Paramount Opéra, 9: (47-42-56-31); Montparnasse Pathé, 14: (43-20-12-06).

Pathé, 14* (43-20-12-06).

TWIST AGAIN A MOSCOU (Fr.): Gaumon Halles, 1* (42-97-49-70): Gaumon Halles, 1* (42-97-49-70): Gaumon Halles, 1* (42-60-33): Richelien, 2* (42-33-56-70); Bretagne, 6* (42-22-57-97); 14 Juillet Odéon, 6* (43-25-59-83): Ambassade, 8* (43-59-19-08); George-V, 8* (45-62-41-46); Saint-Lazare Pasquier, 8* (43-87-35-43); Français, 9* (47-70-33-88); Maxéville, 9* (47-70-72-86); Bastille, 11* (43-42-16-80); Nation, 12* (43-43-04-67); Fauvette, 13* (43-31-56-86); Galaxie, 13* (45-80-18-03); Mistral, 14* (45-39-52-43); Montparnasse Pathé, 14* (43-20-12-06); Gaumont Convention, 15* (48-28-42-27); 14* Juillet Beaugrenelle, 15* (45-75-79-79); Maillot, 17* (47-48-06-06); Pathé Clichy, 18* (45-22-46-01).

WELCOME IN VIENNA (Aut., v.o.); Forum Aro-en-ciel, 1" (42-97-53-74); St-Germain Huchette, 5' (46-33-63-20); Elysèe Lincoln, 8" (43-59-36-14); Par-nassiens, 14' (43-20-32-20); Studio 43, 9' (47-70-63-40).

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS

CHESTANICAL DES ADMINISTRATEURS							
DE CONCERTS							
BALLE							
RAVEAU 18 novembre	All CLOSE	TRACTÉ Lundi 17	COLONNE				
\$20 h 30 (p.e. Kieegto)	BIRET	Marti 18 novembre 120 h 30	BRAHMS				
	5º symptonie (Trans. Mszt) Liszt : Légentes - Danso Max.	(p.s. Valmalete)	Requiem Allemand				
GAVEAU	GALA DE L'U.G.A.B.	OPERA & CONCERTS	Dir. : Michel				
Vendredi	à l'occesion de son]	CORBOZ				
21 povembre 4 20 h 30	Ami KAVAFIAN		Sol. : Kristine				
(p.e. Mondiel Musique)	Ida KAVAFIAN	1.	LAKI				
	Jean-Ter MERGUERIAN	1	Ludwig				
	Susanna MILDONIAN		BAUMANN				
	ATda MOURADIAN	ł	Choour de l'Orch.				
	Cosima JOUBERT	ł	COLONNE Chef de Choeur				
l	Ani et Reffi PETROSSIAN	Selle	Jean SOURISSE				
	Bernard SOUSTROT	PLEYEL	CONCERTS				
	Orchestre de la jeune	Dimenche 16 novembre	LAMOUREUX				
	Dir.; JJ. WERNER	à 17 h 45	OH.: URS SCHNEIDER				
	La Chorale SAHAK MESROP	4.5. 1-1-1-1-1	Sol. : Emile				
	Dir. : K. YILMAZIAN		NAOUMOFF				
	MOZART-DEBUSEY		TCHAIKOVSKY BEETHOVEN				
	BAINT SAENS - KOMITAS NAVORIAN - HAROUTIUNIAN	DES HALLES	Martin				
	KATCHATURIAN	Mittro RER	EGEL				
LERANELAGH		Los Halles Mardi	Baryton Maries				
da 24 tinetar	MARIONNETTES	25 novembre à 20 h 30	BORINI				
40 29 mars 1987	DE SALZBOURG 40 REPRÉSENTATIONS	(p.s. Valmaises)	DUNIN				
Location	Les Coutes d'Hoffmane		Lieder de				
exclusivement	Den Glovenni La Flète Enchantie		FRANZ LISZT				
45-63-74-80	Cassa-Noisetta	Theitre Musical de Paris	Katia				
or 3 FNAC	LOCATION OUVERTE	atı Thésere MOGADOR	RICCIARELLI				
(Werner) Auditorium	Nation and an analysis	Dissanche	Leone MAGIERA				
day Hollas	XVI CONCOURS	16 novembre à 20 h 30	Piano VIVALDI, BELLINI				
Porte St-Eustache	INTERNATIONAL	(p.e. Valmelate) MesicaGlotz	CHERUBINI, ROSSINI				
Vendredi	de CHANT de PARIS	Théâtre de	Pater				
14 novembre 2 19 5 30	·	LOUIS JOUVET	DVORSKY				
(p.e. Madis) Musique)		Lundi 17 novembra	Ténor				
OPERA	FINALE	A20 h 30	Ludovit MARCINGER				
COMIQUE Salle Fevert		(p.e. Valmelets) Musica@otz	Piano				
Lundi	evec l'Orchestre	- Harris Court	SMETANA, DVORAK TCHAKOVSKI				
17 novembre	des 1 Prix	ECI IRE	DOXENE GRAND CONCERT				

ST-EUSTACHE

près Egilse

8h4 19h30

Perm. Egitte

A 13 b 14 h 30 à 18 h

_C de

du Conservatoire

de Paris

Dir. ; Gian-Franco RIVOLI

avec la participation des

Isuréeta du CONCOURS 85 de MIUSIQUÉ de CHAMBRE de PARIS

QUATUOR J.-M. LECLAIR

DUO DA SILVA/RIVIERE

MOZART DAY

DE CHAMBRE

DE PARIS

Noël LEE, piano

Philip BRIDE, violon

ES MUSICIENS

Egiise des Millettes

à 17 boures

Requiem de

VERDI

L. SCAPPATICCI cop.

C. CIEBINSKI Mez. Sep. G. LAMBERTI Ténor

La Société des

CHANTEURS

de ST-EUSTACHE

ORCH, DES CONCERTS

de SAINT-EUSTACHE J.-P. BERLINGEN

Viol Solo Dir. : R.-P. Emile

MARTIN

de l'Oratoire

COURS PRIVE, film français de Pierre Granier-Deferre, Forum, 1" (42-97-53-74); Hautefenille, 6 (46-33-79-38); George-V, 8 (45-62-41-46); Marignan-Concorde Paths (43-59-92-82); Sr-Lazare Pasquior, 8 (43-87-35-43); Français, 9 (47-70-33-88); Bantille, 11" (43-42-16-80); Paweste, 13" (43-31-56-86); Mistral, 14" (45-39-52-43); Montpernante Paths, 14" (43-20-12-06); Convention St-Charles, 15" (45-79-33-00); Mailiot, 17" (47-48-06-06); Wépler Paths, 18" (45-22-46-01).

UGC Gare de Lyon, 12* (43-43-01-59); Fauvette, 13* (43-31-60-74); Galaxie, 13* (45-80-18-03); Mistral, 14* (45-39-52-43); Montparnsase

PERVOLA, film hollandais de Orlow Semike (v.o.), Chuny Palace, 5 (43-25-19-90).

Haraki Kadokawa (v.o.), St-Germaia Huchetta, 5° (46-33-63-20); Elysées Lincoln, 8° (43-59-36-14); Parnassiens, 14° (43-20-32-20). AVANT-PREMIERE HUIT MILLIONS DE FAÇONS DE MOURIR, film américain de Hall Ashby (v.o.), Chab de l'Étoile, sam.

20 h et 22 h, 17 (43-80-42-05).

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanchelundi. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation :

A éviter

On peut voir

Ne pas manquer man Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 11 novembre

PREMIÈRE CHAINE: TF1

20 h 35 Série : Le véto. 5 épisode : Arthur. 21 h 35 Médecine à la Une.

Emission d'Igor Barrère. Sur le thème de l'anxiété.

Avec : le professeur Henri Lôo, psychiatre à SainteAnne : Mª Beverina, psychiatre pour enfants à la Salpètrière ; le docteur Kespi, acupuncteur. Les sujets : les phobies, les différents témoignages, ana lyse des fondements de l'angoisse, les traitements.

23 h Journal. 23 h 20 C'est à Gre.

DEUXIÈME CHAINE: A 2

20 h 35 Mardi cinéma. Emission de Pierre Tchernia et Jacques Rouland.

Emission de Pierre Tcherma et Jacques Rouland.
Boule de suif.

Eilm français de Christian-Jaque (1945), avec Micheline Presle, Louis Sardou, Alfred Adam, Louise Conte.

En 1870, une prostituée quitte Rouen en diligence, avec des bourgeois auxquels elle rend service. Ils l'humillent et la méprisent. Elle se révète plus patriote qu'eux face aux Prussiens. Deux mouvelles de Maupassant, Boule de suif et Mademoiselle Fifi, ont été maladroitement réunies dans cette adaptation qui fourmille d'allusions à l'occupation allemande de 1940-1944. Qualité de la reconstitution, des dialogues (Jeanson), de la mise en scène et de l'interprétation. Œuvre à redécouvrir.

h 26 Les joux de mardi cinéma.

22 h 25 Les joux de mardi cinéma. Invités : Jean-Pierre Aumont, Emmanuelle Béart, Elisa

23 h 35 Journal.

TROISIÈME CHAINE: FR 3

20 h 35 Cinôma: Quo Vadis?

Film américain de Mervyn Le Roy (1951), avec Robert Taylor, Deborah Kerr, Leo Genn, Peter Ustingv...

A Rome, sous le règne de Néron, un consul, neveu de Pêtrone, s'éprend d'une jeune fille retenue en otage et convertie à la religion chrétienne. Le roman de l'auteur polorais Sienkiewicz, jut fréquemment porté au cinéma Cette version, languissante dans les scènes dialoguées, se distingue par son côté « grand spectacle » (elle fui tournée à Cinecitta avec trente mille figurants). l'incendie de Rome, les scènes de persècutions et Peter Ustinov en Néron. en Néron. 23 h 20 Journal.

23 h 46 Prélude à la nuit.

Concerto nº 3 pour clarinette et orchestre, de Stamitz, par le Dublin Chamber Orchestra, dir. John Finnucane.

20 h 30, Football: 17° journée du championnat de France. Brest/Rennes; 22 h 30, Flash d'informations; 22 h 40, Cinéma: Trois hommes et un conffin. B B Film français de Coline Serreau (1985), avec Roland Girand, Michel Bonjenah, André Dussolier.: 0 h 20, Cinéma: La cage aux rossignols. B Film français de Jean Dreville (1954) avec Nobl-Nobl, Georges Biscot, René Génin; 1 h 50, Série: Espion à la mode.

20 h 30, Série : Mike Hammer ; 21 h 20 Série : Kojak ; 21 h 10, Ferilleton : Flamingo road.

20 à 10, Cinéma : La cité de l'Indicible peur. » Un inspecteur de police à la poursuite d'un faussaire arrive dans une sinistre cité d'Auvergne dont les habitants sont terrorisés par une bête mystérieuse. Une mascarade de fantastique social, d'après un roman fantastique de Jean Ray. La nature humaine et ses léchetés; 21 h 30, 6 Tonic.

FRANCE-CULTURE 20 h 30 Le journal du corps.

Face à la presse.

21 à 30 Musique : Diagonales. Actualité de la chanson française et étrangère. Rencontre avec Henri Guedon,

musicien antillais. 30 Neits magnitiques. La nuit et le moment ; Jean-Charles Pirotte, par Pierre

6 h 10 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

28 h 36 Concert (donné le 7 povembre 1986 à la salle Pleyel). Music for Œdipus: The Fairy Queen, de Pur-cell: Frauenliebe und Leben, op. 42, de Schumann; Cinco canciones castellanas, de Guridi: Poema en forma de canciones, de Turina, par Teresa Berganza, mezzosoprano: Juan Antonio Alvarez Parejo, piano. 22 h 25 Les estrictes de Franca-Musicas.

mezzasoprano: Juan Antonio Alvarez Parejo, piano.

25 Les soirées de France-Musique.

Avec des œuvres de Mozart. Lizzt, Indy, Chabrier,
Fauré, Saint-Saëns, par l'Orchestre philharmonique de
New-York, dir. Charles Munch, Robert Casadesus,
piano: à 24.00 Poissons d'or (œuvres de Jarrett, Perie,

Mercredi 12 novembre

PREMIÈRE CHAINE : TF1

13 h 50 Vitamine.
Invités: Bruno Grimaldi et Sandy Marton; Dodu Dodo;
M™ Pepperpot; Séquence z'animo; Jem; Les Snorkys;
Les Gobots; Vitavurms...

16 h 25 Série : Miss (rediff.). 4 épisode : Miss et la montre de Mozart. Avec Danielle Darrieux, Jacques Morel.

17 h 25 Fauilleton: Les chevaux du solei (rediff.). D'après le roman de Jules Roy. 3º épisode : La fête.

Avec Maurice Barrier, Geneviève Fontanel...

18 h 25 Mini-journal, pour les jeunes.

18 h 40 La vie des Botes.

19 b 10 Feuilleton : Sonta Barbara.

19 h 40 Cocoricocobov. 19 h 55 Tirage du Tac-O-Tac.

Journal.

20 h 30 Tirage du Loto. 20 h 35 Série : La véto.

Socnario et dialogues : Daniel Goldenberg.
Dernier épisode : L'intox.
Avec Sady Rebbot, Mario-Christine Descouard, Anne Toyssèdre, Nadise Coll.
21 h 45 Multifoot et cyclisme.

Emission présentée par Thierry Roland.

23 h 30 Journal. 23 h 45 Magazine : Premier plan. Emission d'Alain Beverini.

Rendez-vous avec l'actualité cinématographique Au sommaire : Jean Dréville rend hommage à Marcol L'Herbier : Echec pour les gros muscles de Sylvester Stallooc : Roland Joffé préfère les grandes idées aux gros

DEUXIÈME CHAINE: A 2

13 h 50 Téléfilm: Massada (rediff).
D'après le roman d'Ernest K. Gan.
2 épisode. Avec Peter O'Toole, Peter Strauss, Barbara

15 h 30 Récré A 2. Cobra ; Silas ; Flip Bouc ; Cosmocats.

17 h 40 Terre des bêtes. Emission d'Allain Bougrain-Dubourg. Au sommaire : Les animaux du désert ; Jiro, sanglier piste; Le retour du Boulonnais.

pompiste; Le retour un nouvement.

18 h 5 Feuilleton: Le guerre des ferames.
D'après le roman d'Alexandre Dumas. 7º épisode. Avec Florence Jaugey, Jean-François Garrand, Catherine Jar-

18 h 30 Megazine : C'est la vie. L'école et les manyaises fréquentations.

18 h 50 Jeu : Das chiffres et des lettres D'Armand Jammot, présenté par Patrice Laffont.

19 h 5 D'accord, pas d'accord.

19 h 15 Actualités régionales. 19 h 40 Le nouveau théâtre de Bouverd. Invitée : Jeanne Mas.

Journal 20 h 35 L'heure de vérité.

Emission animée par François-Henri de Virieu.

Lavité: Alain Madelin, ministre de l'industrie.

21 h 55 Le dossier d'Alain Decaux.

Georges Guynemer, la gloire et le sang. 23 h 15 Cyclisme. Les Six Jours de Paris.

23 h 35 Journal

TROISIÈME CHAINE: FR 3

14 h Documentaire : Spiendeur sauvane 14 h 30 Série : Erreurs judiciaires.

14 h 55 Questions au gouvernement, à l'Assemblée nationale.

Emission pour la jeunesse. Zorro; à 17 h 30 : L'inspecteur Gadget; à 17 h 55 : 18 h 57 Juste ciel, petit horoscope.

19 h Le 19-20 de l'information. 19 h 15 Actualités régionales.

19 h 56 Dessin anime : Les entrechats.

20 h 4 Les joux, au Cannet. 20 h 30 Varietés :

Embarquement immédiat. Emission de Gilbert et Maritie Carpentier. Avec Michel Berger, Diane Tell, Laurent Voulzy, Ritz Mitsouko, Jean Albert, Alain Chamfort, Francis Cabrel, Alain Bashung, Carmel, Jean-Jacques Goldman, l'Harmonie municipale de Vichy, Nathalie Baye, Richard Berry, Evelyne Buyle,

21 h 55 Magazine: Thelessa.

22 h 40 Journal. 23 h 5 Magazine : Mach 3.

23 h 30 Prétude à la nuit. musical, opus 16 nº 3, de Rachmaninov, per Emile Ludmer an piano.

CANAL PLUS

14 h, Cabou Cadha (et à 17 h 35); 14 h 25, Téléthas : Autopale d'un crime ; 18 h, Flash d'Informations ; 18 h 5, Dessius saimés ; 18 h 15 Jen : Les affaires sont les 18 h 5, Dessins satisfie; 18 h 15 Jen: Les affaires sont les affaires; 18 h 45, Top 50; 19 h 15, Zénth; 19 h 55, Fisch d'Isformations; 20 h 65, Starquizz; 26 h 30, Les Triplés; 21 h, Claéma: L'arbelète, as Film français de Sergio Gobbi (1984), avec Daniel Anteull, Marisa Berenson, Marcel Bozzafi...; 22 h 25, Fisch d'informations; 22 h 35, To be not to be. as Film américain d'Alan Johnson (1983), en v.o., avec Mel Brooks, Anne Bancroft, Tim Mathoson...; 6 h 25, Chéma: Reuben, Reuben (ou la vie d'artiste). Il m Film américain de Robert Ellis Miller (1984), avec Tom Conti, Kelly McGillis, Roberts Biosson...; 2 h, Documentaire: J'al deux annurs. Portrait de Joséphine Bakez.

13 h, Haspy Days; 14 h, Flaming Road; 14 h 45, Mike Hammer; 15 h 40, Kojak; 16 h 35, Les Schtromapis; 17 h 30, Shérif, fais-moi peur; 13 h 25, A fond is calsse; 19.15 Série: Happy Days; 19 h 40, Série: Star Trek; 20 h 30 Fedileton: Dynastie 2; 21 h 20, Série: L'inspecteur Derrick; 22 h 20, Fedileton: Flamingo Road; 23 h 15, Fedileton: Dynastie 2; 0 h 15, Série: L'inspecteur Derrick; 1 h, Série: Star Trek; 1 h 50, Série: K 2000.

14 h, 6 Tonic; 17 h, Système 6; 18 h 36 NRJ 6; 19 h 20, Festilicton: Le temps des copains; 19 h 35, Série : Max la meunce; 20 h 10, Skaties; 23 h 30, 6 Tonic.

FRANCE-CULTURE

28 à 30 Antipodes. Romanciers antilleis avec Maryne Condé : Titube, sor

cière noire.

21 à 30 Musique. Le plus grand musicien d'Afrique : Feix.

22 à 30 Nuits ausgnétiques.

La nuit et le moment : Unica Zurn, par Françoise Selo-

0 h 10 De jour an lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

28 h 30 Concert (donné le 30 septembre 1985 au Centre des congrès, à Gand). Concerto grosso pour deux fifites à bec, deux hauthois, deux violons, deux altos et basse comtinue, de Heinichen; Sinfonia en ut mineur pour cordes et basse continue, de Pisendel; Concerto en cordes et basse continue, de Pisendel; Conc si bémol majeur pour violon, cordes et basse co si bémol majeur pour violon, cordes et basse continue, de Telemann; Concerto en sol majeur, de Zeienka; Concerto grosso en sol mineur pour deux flâtes à bec, deux hauthois, basson, cordes et basse continue, de Vivaldi, par l'ensemble Musica Antiqua de Cologne, dir. Reinhard Goebel; solisto: Mary Utiger, violon baroque; Michael Schneider, flâte à bec; Sabine Baner, flâte à bec; Hans Peter Westermann, hauthois baroque; Michael Niesemann, hauthois baroque; Michael McCraw, basson baroque.

Les soliées de France-Musique.

Cycle acousmatique: XX° siècle image de la musique française; à 23 h 08, jazz-club en direct du New Morning.

Communication

Un entretien avec le directeur général de la SFP

« Faire face à la concurrence »

veut mettre fin au système de com-mandes obligatoires qui lle les chaînes publiques de télévision à la Société française de production (SFP) et déclare celle-ci - entitrement privatisable ». L'équillbre financier de cette enorme machine jinacier de cette enorme macaine de production (deux mille cinq cents emplayés), techniquement remarquable et unique en son genre, semble donc menacé. Peut-elle s'adapter aux exigences du marché libre? Nous avons posé la question ô M. Francis Brus-Buisson, directeur général de la SFP.

«La récente loi de réforme de l'audiovisuel prévoit la privatisation de la SFP. Dans quelle mesure et à quelles conditions est-elle possible ?

- Le processus de privatisation est déjà à l'œuvre depuis deux ans, via la création de chaînes sans abligation particulière à l'égard de la SFP et d'un compte de soutien orientant les commandes vers les producteurs privés. Dans la situation créée par la nouvelle loi, la SFP doit maintenant rapidement trouver les moyens de son autonomie.

- La loi organise cependant une période transitoire en maintenant un niveau minimum de commandes pendant deux ans et en laissant la majorité du capital de la SFP à des personnes publiques. Cette période de transition peut être utile si elle est convenablement gérée et si elle ne dure pas trop longtemps. Elle peut permettre à la SFP de se dégager d'un système de clientèle restreinte et « captive », et faciliter sa restructuration industrielle et financière grâce à l'apport de capitaux privés. Ceux-ci penvent tontefois souhaiter devenir majoritaires...

- Ce changement de statut menace-t-il certaines missions de service public ?

- La SFP doit désormais faire face à la concurrence. Elle lui impose d'améliorer sa productivité, de recentrer son activité sur les produits où elle est compétitive ou susceptible de le devenir rapidement, de diversisier et de rensorcer set relations commerciales, Mais il lui faut aussi réviser l'ensemble des missions d'intérêt général qu'elle assumait dans le cadre traditionnel du service public, en contrepartie des garanties que lui donnait l'assurance d'un niveau élevé de commandes en provenance des chaînes publiques

» Ces missions, plus on moins explicites, concernaient pour l'essentiel : la disponibilité constante d'un outil de production de ce fait surdimensionne par rapport anx besoins du seul marché national; un nivean Elevé d'effectifs permanents, particulièrement dans les catégories de personnels pour lesquelles ses concurrents out recours à des intermittents (dont le coût de souscomploi est pris en charge par les caisses d'assurance-chômage); des dépenses importantes de formation professionnelle et de recherche en matière de techniques de produc-tion, au bénéfice de l'ensemble du secteur. Ces fonctions ne pourront être conservées, en tout ou partie, que dans la mesure où leur finance ment sera soit convert par des niveaux d'activité et de rentabilité compatibles avec les charges corres-pondantes, soit assuré dans un autre cadre de responsabilité et avec d'autres ressources que celles de la scule SFP.

» Quoi qu'il en soit, la SFP ne saurait assumer la mutation indus-trielle et commerciale qui s'impose si les ressources permettant sa res-tructuration et le linancement de ses investissements, notamment en production, lui faisaient défant.

» Je précise, à cet égard, que la SFP serait rapidement asphyxiée par l'abaissement inexorable du niveau de ses commandes si l'accès au compte de soutien lui était formé ou trop chichement mesuré, au moment même où son statut év vers le privé. En effet, les chaînes qui l'utilisent (car il est financé par un prélèvement sur leur recette d'exploitation) pour abaisser le niveau de leurs achats de droits de diffusion, ne passent pratiquement plus de commandes si elles n'obtien nent pas des producteurs, en contre-partie, une participation en compte de soutien et en l'inancement propre.

- La SFP a comm au cours des samées précédentes un redressement certain : 8 millions de bénéfices en 1985 contre 100 millions de pertes en 1980, Comment le poursuivre ?

- La SFP a certes été redressée - La SFP a certes eté redressée financièrement. Mais elle est restée économiquement fragile en raison notamment d'une capacité d'autofinancement trop réduite. De plus, l'année 1986 marque une rupture. Elle se solders par une forte diminuties des commandes et un marque une forte diminuties des commandes et un marque. tion des commandes et par un résul-tat nettement dégradé. En vérité, l'activité de l'ensemble des entreprises de production a régulièrement liéchi depuis 1980 et a souffert de l'instabilité politique et financière du système audiovisuel.

» La SFP étant en bout de chaîne, toutes les difficultés financières du

La nouvelle loi sur l'audiovisuel Si son chiffre d'affaires descendant durablement au-dessous de 1,2 à 1,3 milliard de francs, son potentiel technique et économique serait menacé. Pour tout le monde, les solutions dépendent de la relance du

marché. - Quelle sera votre politique ?

- La SFP est dans la situation d'un train lourd lancé à très grande vitesse, qu'un obstacle oblige à frei-ner brutalement. La conduite du freinage implique détermination et prudence. Pour François Lemoine, le président de la SFP, et pour moi, la réforme engagée vise antant, pour atteindre la rentabilité, à développer les atouts de l'entreprise qu'à corriger ses faiblesses.

» Cela suppose la réduction des charges fixes et des frais généraux de l'entreprise et la révision de cer-taines, ennditions d'expluitation devenues inadaptées. Par ailleurs, les investissements de la société doivent être autant orientés vers la modernisation et la productivité que vers le renouveillement des capacités de production. Enfin, la réorganisaculté, tels la décoration, les labora-tuires un le film, s'impuse à

» Il faut, en second lieu, accroître le dynamisme commercial de l'entreprise afin de mieux assurer le développement de ses activités de production et de coproduction, points d'appui dans la réorientation stratégique de la SFP vers le marché international, mais aussi vis à vis des chaînes françaises. Sur les cent cinquante-quatre heures de fiction produites en é186, les coproductions aurunt compté pour plus de soixante-dix heures et le catalogue de la SFP comprend désormais plus de quarante titres dans différents genres, sans compter les films cinématographiques.

- N'étes-vous pas handicapé par des tarifs pen compétitifs ?

- Pour réussir, il est certain que la SFP doit pratiquer des prix com-pétitifs, ce qui est, la plupart du temps, le cas. Le prouvent les succès remportés dans le cadre d'appels d'offres, notamment internation pour la réalisation ou la couverture de grands speciacles culturels, sportifs ou autres, on dans les coproduc-tions internationales auxquelles elle a participé, on encore auprès de clients sans obligation.

» Certes, dans de trop nombreux cas, ses collts internes sont trop élevés, rédnisent sa marge commerciale et pesent sur sa capacité financière. Mais une étude du comité paritaire de la télévision, réalisée sur quatre années, a montré que l'aug-mentation des coûts de la SFP était restées très largement inférieure à celle du niveau général des coûts horaires de la fiction produite pour

La SFP ne souffre-t-elle pas de son gigantisme? Na-t-on pas intérêt à la démanteler pour la ren-dre compétitive avec les petites entreprises privées?

- Les lourdeurs, indéniables, ont été considérablement atténuées au cours des deruières amées. Dans la pratique, nombre d'habitudes ont déjà évolué, bien des attitudes se sont assouplies, même si beaucoup

» Tout démoutre les avantages d'une entreprise intégrée pour une production complexe. Bien gérés, is synergie des moyens, la combinaison des activités et le regroupement des métiers entraînent une rationalisation des processus techniques et un

abaissement des codes. C'est d'ailleurs pourquoi, par exemple, la SFP regroupera à Bry-sur-Marne, dès la mi-87, l'ensemble de ses moyens de tournage et de post-production film.

- Sans doute la SFP aura-t-elle avantage, pour faciliter son adaptation et améliorer sa compétitivité, à s'organiser autour de centres de fabrication relativement autonomes ou d'unités de production légères et responsables, vnire antunr de filiales, plutôt que de rester une entreprise trop unitaire, compacte et rigide. Mais une telle restructuration est l'inverse d'une opération de démantèlement qui disperserait les actifs et les moyens d'une structure

unique en France et en Europe. » Il est évident que les petites entreprises indépendantes ont des atouts incomparables. Mais la petitesse ne présente pas que des avantages et ne garantit pes, per ello-même, une uffre de travail

» On ne peut cependant imagines que l'industrie nationale des pro-grammes soit exclusivement consti-tuée de petites unités. Ce serait aller à l'inverse du mouvement de concentration on d'intégration constaté par-tout dans le monde. N'entend-on pas d'ailleurs, en ce moment même, réclamer la constitution de groupes multimédias d'envergure internatio-nais en France. La SFP peut y

contribuer. - En réalité, il fant que les - petites boîtes - et les grandes structures comme la SFP coopèrent en ntilisant au mieux leurs spécifi-cités. C'est la voie dans laquelle nous nous sommes engagés en cherchant à nouer des accords particuliers, de nature et d'importance variables, avec des producteurs indépendants.

. L'exercice 1986, difficile pour tont le monde, montre que ce qui est perdu pour la SFP ne se retrouve mile part ailleurs, si ce n'est à l'étranger. >

Propos recueillis par ALAIN WOODROW.

Libéralisation de l'audiovisuel en RFA

Le Tribunal constitutionnel de Karlsruhe ouvre la porte aux radios-télévisions privées

monopole du service public sous lequel vivait depuis toujours la radio-télévision ouest-allemande est devenn nfficiellement cadne le 4 novembre. Un jugement du Tribu-nal constitutionnel de Karlsruhe admettant la coexistence du public et du privé a instauré « un état dual » (Dual Ordnung) pour la radio-télévision.

Cet arrêt était très attenda dans les milieux professionnels sinsi que dans le monde politique. Il inter-vient à la suite d'une requête intro-duite par des députés sociauxdnite par des députés sociaux-démocrates contre la loi sur les médias du Land de Basse-Saxe (à majorité chréticame-démocrate). Cette requête visait à accorder an ministre-président (chef de gouver-nement) du Land, une influence déterminante dans l'attribution de réseaux audiovisuels.

réseaux audiovisuels.

Confirmant trois précédents jugements émis en 1961, 1971 et 1981, le Tribunal de Karlaruhe a déclaré qu'une telle diaposition était contraire à la Loi fondamentale de la République fédérale (article 5). Depuis la fim de la guerre, les juges constitutionnel, tirant les leçons du passé, out toujours strictement défendu le principe selon lequel m'le gouvernement fédéral m'es gouvernements de Länder n'out compé-

détendu le principe seaun sequeu in se gouvernement fédéral ni les gouvernements de Lânder n'out compétence pour attribuer les réseaux. Il renvoie à la création d'autoritéa indépendantes dont le cadre légal reste à définir. C'est cette distance — en peut parler d'indépendance — du système audiovisuel par rapport à la puissance publique qui vient, une fois de plus, d'être réaffirmée.

L'arrêt de Karisrahe traduit toutefois une très nette évolution quant an rêle reconnn au secteur privé dans le paysage de l'audiovisuel. Les juges tordent le cou à l'idée, jusque-là largement admise dans certains milieux outre-Rhin, que la télévision était pour les investisseurs privés un terrain interdit. Mais, dans le même temps, le jugement du novembre, d'une façon très subtile, pérennise le

Un tournant important vient secteur public en garantissant sa d'être pris en Allemagne fédérale fonction socio-culturelle et son dévodans le domaine de l'audiovisuel : le loppement, notamment sur le plan

Les offices publics de radiotélévision tels que ARD et ZDF se voient, en effet, reconnaître la qua-lité d'être fournisseurs d'un « service de base » (Grundversorgung)
offrant un éventail complet de programmes. Dans leur contenu ces programmes doivent respecter un certain «équilibre» et le «plura-lisme des opinions» en autorisant en particulier l'expression de groupes minoritaires

L'innovation de l'arrêt de Karisruhe consiste à libérer, dans ane cer-taine mesure, le secteur privé de ces contraintes. Tout an moins dans la phase de laneement. Les juges constitutionnels admettent ainsi que les opérateurs privés ne sont pas tenus à la représentation au sein de leur chaîne de tous les courants d'opinion. Le pluralisme régional suffira : l'autorité indépendante devra veiller à ce que tous les médias d'une même région reflètent bien la totalité des courants de pen-

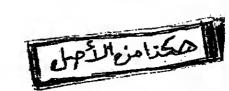
Pour ce qui concerne son finance-ment, le secteur privé est autorisé à recourir à l'abonnement ou à la publicité, jugés conformes à la. Constitution et nécessaires à son existence. La loi de Basse-Saxe limi-tait la publicité à 20 % du temps hebdomadaire de diffusion. Cette disposition a été jugée acceptable par Karisruhe, à condition que soit respectée très nettement la sépara-Pour ce qui concerne son financerespectée très nettement la sépara-tion entre publicité et information.

Aussi bien les tenants du service Aussi bien les tenants du service public que ceux du secteur privé se l'élicitent de ce « jugement de Salomon». Des voix s'élèvent déjà pour demander que le législateur s'en impire pour élaborer une lui-cadre l'édérale en matière audiovisuelle qui harmoniserait les diverses lois déjà mises au point dans huit L'ânder sur les onze que compte l'Allemagne de l'Ouest.

ANITA RIND.

... .

. ...



ence.

St. Widow - Perf. Law States . A.

.

10 to 1

**** - - - - ·

Le Carnet du Monde

Décès

- Valence.

Section 1985 and 1985 M. Grégoire Kessedjian, M. Gregoire Kessedjian, M. Marie Kessedjian, Michel et Irène Kessedjian, Nathalie et Olivier, Michèle Pollingue-Kessedjia Vincent et Stéphane, Bernard Kessedjian, Isahelle et Laurent

Marie, Françoise et Étienne Deddat Ressedjian,
Hélène et Laure,
Geneviève Kessedjian,
Christian Byzink,
Catherine Kessedjian,
Gérard Khachikian,
Les ferrille Kessedjian Gérard Khachikian, Les familles Kessodjian, Bascun collingue, Deddat, Parents, alliés et amis,

ont la douleur de faire part du décès de

Madeleine CHANUT-KESSEDJIAN.

rappelée à Dieu le 10 novembre 1986, à l'âge de sorrante-douze ans.
La cérémonie religieuse aura lieu le merurati 12 novembre, à 16 h 30, en l'église Notre-Dame de Valence, et l'inhumation le jeudi 13 novembre, à 16 h 15, au cimetière d'Athis-Mons.

Ni fleurs ni commence d'Arms-Mons.
Ni fleurs ni commes.
Les dons éventueis peuvent être
adressés à Partage sans frontières, BP 6,
Sanlce, 26270 Lorioi.
Condoléances sur registres.
Cet avis tient lieu de faire-part.

« Tu es mon berger, à Seigneur, rien ne saurait manquer où tu me conduis. »

Claude et Josiano Cosquede, Sigrid et Anno-Eve Gutmann, Et tous leurs amis,

se joignent pour faire part des décès de lour fils et ami,

Jenn-Marc COSOUERIC.

et de leur fille, sour et amie,

Isabelle GUTMANN.

sorvenus le 6 novembre 1986. Nos peneées les accompagnent.

- M= Jean Gavois, nee Helène Fay,

- M. et M- Clande Henry Lescot M. et M. Francis Gavois
- lours onfants, M. et M. Didier Husson M. ct M Bruno Hees

.

4 115

74. T. T. T. T. T.

** -

ō....

ct lears enfants, Le decteur et M- Henri Gavois, M—Pierre de Joly; M. et M—Yves de Bouillé, M. et M—Robert Fay,

M= Lefebvre Hallopeau. ..

ont la tristense de faire part du rappel à A 2

> M. Jean GAVOIS, ancien élève de l'Ecole polytechnique.

lour époux, père, grand-père, frère et

survenu le 3 novembre 1986, dans se quatre-ringt-sixième aunée.

La cérémente religiouse aura lieu ce l'église Notre-Damo-des-Champs, à Paris-6°, sa paroisse, le jeudi 13 novem-bre, à 13 h 45.

Ni flours ni convonucs.

Cet avis tient lieu de faire-part.

75006 Paris.

Sports

VOILE

Accidents et avaries dans la Route

du rhum Les navigateurs solitaires de la Route du rhum et leurs voiliers ont Route du rhum et leurs vollers can déjà beauconp souffert depuis leur départ de Saint-Malo. Alors qu'un quatuor de tête, composé de Loie Caradec (Royale), Éric Loizeau (Roger et Gallet), Philippe Poupon (Fleury Michon VIII) et Éric Toleche (Câte d'Or III) evait pris le Tabariy (Côte d'Or II) avait pris le large, plusieurs concurrents connais-saient, lundi 10 novembre, des avaries à l'arrière de la course.

Ainsi le petit trimaran Apricot du Britannique Tony Bullimore, qui avait heurié une épave avec son flotteur babord, s'est fracassé ensuite sur les rochers de la côte, au nord de Brest, en tentant de rallier ce port. Le skipper, sain et sauf, a pu escalader une falaise et prévenir la station de sauvetage. Deux antres concurrents, Daniel Gilard (Jet Sarvices) et Thierry Ledoux (Seagull) ont fait escale à Brest pour des répara-

DOMS. Loic Caradec, projeté à travers sa cabine, s'est blessé au dos et a perdu la moitié de ses réserves d'eau potable. Florence Arthaud (Energie et communication) a vu sa main gau-che doubler de volume à la suite d'une manvaise manæpere, et Thierry Caroni (Challenge Grundig) souffre d'un genou.

MOTS CROISÉS

- M=Lise London, son épouse, Françoise, Gérard, Michel, Toute sa famille et sea amis, font part du décès de

Artim Géraré LONDON, survenu le 8 novembre 1986.

La levée du corps aura lieu à 10 h 30, h son domicile, suivie de l'inhumation, le mercredi 12 octobre, à 11 heures, su cimetière parisien d'Ivry. Cet avis tient lieu de fame-part.

22-26, rue du Sergent-Banchat, 75012 Paris.

- La famille, Set amis,

out la douleur de faire part du décès de

Gilberto MATHIAS, marvenu le 10 novembre 1986, dans sa navena se 10 novembre 1980, cana sa trento-apridmo améo. Rendez-vous le jouli 13 novembre, à 15 heures, porte principale, cimetière de Pantin.

Nous apprenons le décès, survenu le 9 novembre 1986, du

professeur Marrice RAPIN.

[Agé de actionne et un ans, le professour Musico Regin était le chef de service de réseimante médicale de l'Afgleis Hanti-Mondor de Créalif vid-de-Mannal.

Ancien doyan de le faculté de Créalif, II était le président du comité d'étaite de l'estatumen publique de l'Assistance publique de Paris et a consecré de nombraux currages, les uns spécialisés, les autres destinés au grand public; en trainment des grands mélades, à l'arrité foit à le postaules des processes de résultmetter, aux comes ou à l'endamentes.

Le président
et les membres du conseil d'administration de le Société nationale d'étude et de

ant la tristesse de faire part du décès de

Plagfalour pfafral René RAVAUD, commandeur de la Légion d'hom croix de gaurre 1939-1945,

saédaille de l'aéronautique, président d'honsour de la SNECMA. Conformément à la volunté de la famille, les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité le joudi 6 novembre 1986.

- Jacques et Nicole Bouyals,

Régis, Philippe, Brigitte, Christophe,

ont la tristesse de faire part du décès de M. Françoise VEDECHE, no Camari,

Les obsèques out en lieu le lundi 10 novembre 1986, à Seint-Quentin-

Anniversaires

- Il y a doux ans, dispersissait

combattant de la paix.

A ses amis. Soutenances de thèses DOCTORATS D'ÉTAT

- Université Paris-IV, mercredi 12 novembre, à 8 h 45, amphithéstre Prandel, 77, rue de Villiers, Novilly, M. Molamed Sgheter Deli : L'interfé-rence entre le circuit des médias et le circuit hiérarchique et ses effets sur les relations socio-professionnelles ; le siège social du groupe Charbonnages de France.

CARNET DU MONDE Tarif: la ligne H.T.

Toutes rubriques 59 F Abounés50 F Communicat diverses ... 65 F.

Renseignements: 42-47-95-03

MÉTÉOROLOGIE

PROBLÈME Nº 4354 123456789

Evelution générale : Une vaste none dépressionnaire située sur l'Atlantique dirige sur sotre pays un courant doux de secteur sud-sud-ouest dans lequel circularont successivement deux perturbations.

Prévisions HORIZONTALEMENT I. Calles d'un rigolo sont crevantes. — II. Ne fait qu'un, mais il est tout. — III. Possessif. Elle n'est pas bénite par les intempérants. — IV. Tuyanx qui peuvent se révéler foireux. — V. Un sujet épineux. En Italie. — VI. Proprement négligé. Fleuve. — VII. Quartier de Berlin. Elément pour canotier. — Elément ponr canotier. --VIII. Escamote. Victime d'un coup vache. Solitaire. - DK. Violon dont personne n'apprécie l'air. Ligne générale on point de rotation. — X. S'assnrer une place an « paradis ». — XI. Conception de Dien qui ne fut pas immaculée. Une femme qui l'est possède plus d'un

VERTICALEMENT

1. Une science qui n'est pas sans 3. Négation. Procédé, par élimina-tion. Les coques de noix ne lui rési-tant guère. — 4. On peut l'atteindre à coups de cauons. Heureux élu. — 5. Ferrure. Personnel. Bonne recrue pour celui qui a choisi le meilleur des partis. — 6. Sont « tirés » d'affaire. Point chand au Japon. Participe passé. — 7. Dans une botte en fer-blanc ou un coffre en accer. Son caré fut béatifié. - 8. Le chat, la belette et le petit lapin. - 9. Marque d'opulence on d'infériorité. Trente six pieds on un seul.

Solution du problème nº 4353 **Horizontalement**

L Echiquier. - IL Moulu. -III. Ene. Epris. - IV. Rarissime. -V. Ic. Ots. Mr. - VI. Tulier. - VII. Sisken, N.S. - VIII. Ténors. -IX. Thor. Dais. - X. Pinte. -XL Pressages.

Verticalement l. Emeri. Top. - 2. Counc. -3. Huer. Tatone. - 4. Il. Iouler. -5. Question. P.S. - 6. Psalmodia. -7. INRI. Rang. - 8. Immensité. -

GUY BROUTY.

Informations «services»

Evolution probable do temps or France entre le mercredi 12 novembre à 0 heurs et le jeudi 13 novembre à 24 heures.

La première schèvera de traveraer la France jeudi en perdant son activité.

La seconde, tout d'abord ralentie sur les régions du Nord-Ouest et de l'Atlandament de l' tique jusqu'à vendredi, pénétrera samedi et dimanche en se désagrégeant

names de nuages et d'éclaircies. Ces éclaircies gagnerent l'après-midi les psys de Loire et l'ouest du Rassin pati-sien. Des Pyrénées occidentales au nord et à l'ouest du Massif Central jusqu'à la Bourgogne et au Jura la journée sera ensoleillée malgré la présence de mages Gevés qui voileront par moments le acleil. Du pourtour du golfe du Lion à la basse vallée du Rhône aux Cérennes les presents les account nombeuts le metin mages bas seront nombreux le matin mais se déchirement en cours d'après-

vrira per l'onest.

Jouli 13 novembre : De la Bretagne an Cotastin, le ciel sera voilé le matin, les manges deviendrent progressivement plus denses en cours de journée et des philes se produïrent dans l'après-midi. Sur la moitié Sud-Est du pays, les pessegns anagoux alternoront avec des éclaireles qui deviendront prédomi-santes l'après-midi excepté sur les Alpes

de Loire et aux Charentes.

Le vent de secteur sud-sad-ouest se renforcera l'après-midi. Les tempéra-

PARIS EN VISITES

MERCREDI 12 NOVEMBRE

«La basilique Seint-Denis, architecture et tembeurx», 14 h 30, cetrée basilique

«La Conciergerle», 14 h 45, 1, quai de l'Horloge (AITC).

ouriosités).

«Verszilles : la cathédrale Saint-Louis et sa chapelle Palladienne»,
14 h 30, façade cathédrals (V. Tha-

«Jardins et cours de Saint-Germain-des-Prés », 14 h 30, métro Saint-Germain-des-Prés (Paris pittoresque et

• RESULTATS COMPLETS Nº 64



16 bons résultats 15 bons resultats

2 223 810,00 F 64 962,00 F 13 hors resultats 16 843.00 F

"7 Numéros de la Chance" Tirage des "7 Numéros de la Chance du Dimanche 9 Nov. 1986 : 4 5 8 9 11 14 16

SUPER PACTOLE 4.000.000F PROCHAIN DOTTO SPORTIF

Mercredi 12 novembre : La matin, le Mercredi 12 nevembra: La matin, le ciel sora très muagenx en couvert des pays de Loire, de la Vendée et du nord de l'Aquitaine jusqu'an Centre, an Bassin parisien, à la Champagne, aux Ardennes et aux Vosges, avec quelques ondées épances et des rafales de vent de sud à sud-ouest. Cos muages accompagnés de quelques ondées sporadiques an nord de la Leire ne se déplaceront que très pen vers l'est. De la Bretagne à la Normandie et an Nord, il y aura alternance de nuages et d'éclaircies. Ces éclaircies gagneront l'après-midi les

midi pour laisser place à des éclaireies. Sur le reste du pays, le soleil régnera Sur le Finistère, le soir la ciel se con-

Les vents de sud à sud-ouest seront modérés en général, assez l'arts près de la Méditerrance (où ils aurent une com-posante plutôt sud-est), près de la Man-che et en Bretagne.

La journée de moruredi sera marquée par des tampératures douces sur par des tampératures douces aur l'ememble du pays. Le main il fera 9 à 12 degrés en général, un peu meins de l'Aquinaime au Jura (5 à 8 degrés), et un peu plus du Midi-Pyrénées aux régions méditerranéennes (13 à 15 degrés). L'après-midi il form 13 degrés dans le Nord-Ouest, et 15 degrés à 20 degrés sur le reste du pays du Nord au Sad.

Leui 13 membres. De le Bertagne

et la Corre. Ailleurs, le temps sers doux et lerge-ment emoleillé. Toutefois, le ciel se voi-lers l'après-midi de la Manche aux pays

«Hôtels et jardins du Marais. Place

«Bissière au Musée d'art moderne de

Centre Challiot-Galliers, 28, avenue

George-V, 15 heures : « Et revanche de la sensibilità. Le mythe d'Ossian,

des Vosges», 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

Paris ., 16 h 30 et 18 h 30 (G. Caneri).

CONFÉRENCES

(Approche de l'art).

L'Hôtel de Lauzun, décor intérieur Louis XIV», 15 houres, mêtro Pont-Maria et «Le musée Picasso», 19 h 45, 5, res de Thorigny (P.-Y. Janet). «Hôtels et passages pintoresques da fanbourg Saint-Henore», 14 h 30, parvis Madelcine (M. Pohyer).

«Exposition: Science et technique au socours de l'arr., 15 heares, musée de la Légios d'homeur, 2, rue de Bellechame et «Les triomphes des mairies de Paris 1870-1914 et l'histoire de l'Hôtel de Ville», 15 houres, musée Peut Palais, avenue W.-Churchill (Paris et son histoire)

«Le unusée Picasso en l'hôtel Salé», 10 h 45, 5, rae de Thorigny (Arts et

EN BREF

• COLLOQUE : des libertés pour quel droit su traveil ? - La documentation organique organisa, le vendredi 14 novembre, au Sénat, (salle Médicis) un colloque présidé par M. Jacques Barrot, président de la commission des affaires culturelle titre « Des libertés, pour quel droit au traveil ? Le retour au droit contractuel », les travaux présentés per M. Bernard Boubé, conseiller à la Cour, seront centrés autour des deux thèmes : « Liberté et négociation collective » et «Liberté et adaptation des formes d'emploi ». A cette occaalon, seront également analysées les nouvelles dispositions résultant de l'accord du 20 octobre 1985 sur la sécurité de l'empioi et les nouvelles procédures prévues pour les Ecencie-

ments économiques. ★ Renseignements: Documentation organique, 11, rue de Téhéran 75008 Paris, Tél.: 45-62-54-35.

• COLLOQUE : entreprise et familie. - Un projet d'entreprise, pour aboutir, ne peut négliger les motivations et projets personnels des collaborateurs qui y contribueront. Le centre culturel Les Fontaines organise, les vendredi 14 et samedi 15 novembre, un colloque : « Projet d'entreprise, projet personnel et familial ». Des conseillers d'entreprise apporteront leur témoignage et enimeront les débats, inscriptions : Les Fontaines, BP 205, 60501 Chantilly Cedex. Tel.: (16) 44-57-

tures minimales acrost comprises cutre 4 et 6 degrés da Nord-Est au Massif Central et aux Alpes, 6 et 9 degrés ailleurs dans l'intérieur du pays, 10 à 13 degrés près des côtes. Les températures maximales seront de l'ordre de 13 à 16 degrés en général, atteignant 17 à 20 degrés sur les régions méridionales.

Vendredi 14 novembre : Les mages et les pluies gagacront progressivement la Normendie, la Picardie, la Touraine, la Vendée, les Charente et la : Pays bas-

De l'Aquitaine au Massif Central et à

la frontière beige, les pessages mageux alternezont avec de belles éclaireies. Des Alpes en pourtour méditerranéen et à la Corse, les passages mageux seront encore nombreux le matin, en particulier près du golfa du Lion, l'après-midi sera bien ensoleillé.

Les vents de sud-sud-ouest sonffleront.

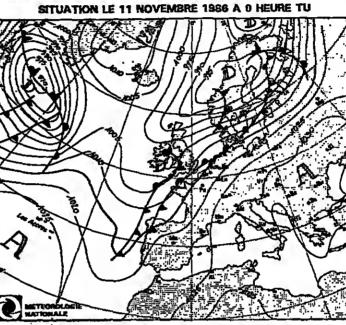
Samedi 13 et dien hee: La zone de temps mageux et pluvieux pénétrera samedi sur l'Aquitaine, le Centre et le Nord-Est, pais gagnera dimanche le Jura, le nord des Alpes et le Massif Central en se désagrégeant peu à peu.

Du sud des Alpes au pourtour médi-terranéen, le temps restern largement ensoleillé, après dissipation toutefois des mages has matinaux qui affecterunt le golfe du Lion.

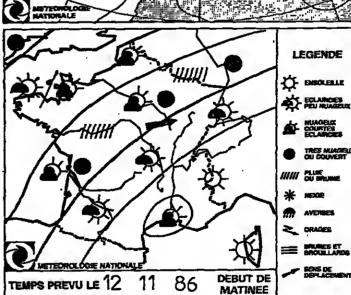
Sur le nord-onest du pays, le temps deviendra progressivement plus enso-leillé.

Le vent de sud-sud-ouest faiblire pas-sagèrement dans la journée de samedi avant de se renforcer à nouveau dimanche, les températures resterent anorma-lement douces pour la saison (générale-

suez fort, ils serom fort en vallée de ment supé Rhône, les températures maximales 4 degrés).



PRÉVISIONS POUR LE 13 NOVEMBRE A 0 HEURE TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 10-11 à 6 h TU et le 11-11-1986 à 6 h TU FRANCE LUXELBOKEG ... MADRID 16 3 10515A2 29 24 N BORDEAUX ÉTRANGER NEXICO 24 ALGER 24 8 D. ANSTERDAM 12 11 P. MONTRÉAL 14 -2 ATTECHES 19 \$
BANGKOK 32 24 MARCELONE 21 11 District 四原原 12 BRIN 10 8 UNIE 13 UNIORES 15 LYOK 16 PEKIN 15 C RIOJISJANEIRO 32 28 LE CARR 19 12 D COPPNEAGRE ... 10 9 N MARSHIEMAR, 18 12 NANCT 15 STOCKHOLM 8 8 MEE.... GENETE 15 STANSIL SPETEROE.... 14 12 INFORME 19 14 15 2 T 0 D

★ TU = temps universell, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été; heurs légale moins 1 heure en hiver.

[Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.]

L'accord monétaire annoncé fin octobra par les Etats-Unis et le Japon s'appuie sur des « limites de variation » precises du dollar face au yen, indique le secrétaire américain au Tresor, M. James Baker, dans une interview publiée, lundi 10 novembre, par le New York Times.

L'accord américano-japonais sug-gère « des limites de variations et des points de référence précis » dans les mouvements relatifs du dollar et du yen, précise le secrétaire au Trésor, qui affirme que des interventions de le Reserve fedérale américaine et de la Banque du Japon « pourraient être envisagées si elles sont utiles » pour empêcher la dollar et le yen de sortir du cadre dresse par les deux

Ce dispositif décrit par M. Baker mble au système de « paritéscibles » (target zones) qu'a encors rejete M. Nakasone, lunci 10 novembre, devant la Chambre hauta. Il serait contraire aux lois du marche, a precisé M. Nakasona, d'imposer des limites aux variations du dollar et du yen, Selon lui, le stabilité des taux de

change passe par une coordination

Système monétaire européen

Le patronat britannique franchement pour

Une résolution priant instamment le gouvernement de Mime Thatcher de faire entrer « sans autre délai » la Grande-Bretagne dans le système monétaire européen z été adoptée à la mujorité dès l'ouverture du congrès annuel du patronat britanni-que (Confederation of British Industry), lundi 10 novembre à Bournemouth, sur la côtu sud du l'Angleterre. Cette résolution est un véritable défi pour Mme Thatcher, qui a jusqu'à présent toujours refusé de lier le livre au SME avant les prochaines élections générales britanni-

En l'exposant, le président de la Commission européenne de le CBI, M. John Reisman, qui est un des diri-geants de British Telecom, a affirmé qua catta adhésion permattrait « d'abaisser les taux d'intérêt, de rendre plus stable le fivre et de faire régner dans l'industrie un meilleur climat de confiance propice à l'investissement et à l'exportation ».

Le plan de M. Séguin pour l'assurance-maladie

Peut-on compter sur le consommateur?

L'analyse du ministre des affaires ociales se fonde sur deux réalités ncontestables : la croissance encore incontestables des dépunses de l'assurance-maindie, qui, dans le résime général, progressent actuelrégime général, progressent actuel-lement au rythme de 5 % l'an en volume : l'augmentation très forte, sur une longue période des rembour-sements à 100 %, multipliés par 3,4 en francs constants entre 1970 et 1984 alors que les remboursements avec « ticket modérateur » (laissant une partie de la dépense à la charge du malade) n'out été multipliés que par 1,5. Encore faut-il en rechercher les causes et voir si le plan y répond.

La situation actuelle résulte de plusieurs vagues de fond. La pre-mière, c'est le développement de l' « offre de soins » et surtout de l'hospitalisation an cours des vingt dernières années, et en particulier dans les années 70 : de 1970 à 1984, les dépenses hospitalières ont été multi-pliées par 3,2 en francs constants, les remboursements de médecine ambulatoire seulement par 2.

Quant au coût des séjours à l'hôpital, il n'a cessé de s'élever. D'autant que le développement hospitalier a coîncidé avec une véritable explosioo technique, notamment dans le domaine des actes explora-

La Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs saladoit examiner, le mercredi 12 novembre en commis « plan de redressement » présenté par le ministre des affaires sociales le 27 octobre. Celui-ci propose surtout de réduire les rem-boursements à 100 % (le Monde du 28 octobre). Mais malgré son ampleur (environ 9 milliards de francs), ce plan aura-t-il des effets

toires (les fameux « actes en K » des tarifs médicaux). Ainsi s'explique en particulier le glissement du remboursement à 100 % à l'hôpital qui, prévu au départ pour les opérations chirurgicales et leur accompagne-ment, s'est étendu aux actes de disgnostic de plus en plus coûteux.

Dernier élément : l'allongement de la vie, qui s'est accompagné chroniques et dégénératives, souvent prises en charge en totalité par l'assurance-maladie (par exemple les cancers, l'hypertension, l'artériosclérose ou les affections rhumatismales), et qui a prolongé d'autant la durée de prise en charge (1). Or, parallèllement, l'habitude prise dans les années 60 d'identifier personnes agées et bas revenus et le désir de compenser ceux-ci ont amené à leur accorder assez largement l'exonération du ticket modérateur. Dans le cas de la « vingt-sixième maladie : longue et collteuse (2), notamment ou n'a pas osé relever le seuil d'exo-nération depuis 1979. Cette stabilité a largement contribué à accroître le nombre d'exonérations annuelles, passé de 125 800 en 1979 à 163 600 en 1985 pour la CNAML

Le dérapage des dépenses hospitalières

A ces monvements de fonds se juxtaposent anjourd'hai deux phéno-mènes plus conjoncturels.

D'abord l'accélération des dépenses de médecine ambulatoire, produit d'une alchimie complexe : la croissance régulière du nombre des médecins depais la fin des années 70, un certain « laxisme » des prescriptions, et une tendance chez certains médecins à compenses des tarifs très encadrés depuis plu-sieurs années en multipliant les actes on en jouant sur les coefficients, pratiques que les responsa-bles des syndicats médicanx reconnaissent à mi-voix.

Ensnite un « dérapage » des dépenses hospitalières à l'occasion de passages d'établissements on d'activités an budget global : en 1986 comme en 1984, les établissements concernés ont réussi à sortir du cadre preva en accélérant la facturation et la récupération des factures antérieures on en élargissant de fait le champ du budget global. En 1986, on a accordé plusieurs cen-taines de millions de francs de · budgets supplémentaires ».

Pour remédier au glissement de longue durée comme an dérapage actuel, M. Séguin a proposé, d'une part, de limiter le champ des soins remboursés à 100 % et de contrôles l'accès à ce remboursement, d'autre part, d'accroître le coût de l'hospita-lisation pour les individus en rele-vant le « forfait journalier » payé en as de remboursement à 100 % (3). Ces propositions devraient apporter des économies non négligeables (8 milliards de francs environ), essentiellement sur les dépenses sans ticket modérateur : celles-ci seraient réduites de 2,5 % pour l'hospitalisation, de 15 % pour la médecine ambulatoire. Ainsi, l'an prochain, ramènerait-on en arrière la « base » des dépenses d'assurance-maladic. Mais modifiera-t-on les évolutions?

Ce n'est pas sûr. D'abord parce que les économies, prises pour les trois quarts sur la médecine ambulatoire, épargnent relativement l'hôpital, responsable pourtant de plus de la moitié des dépenses d'assurancemaladie. Ensuite, parce que la méthode laisse entier le problème des coûts: transférer sur les assurés une partie des dépenses pour certains examens n'eotraînera pas nécessairement un usage plus rationnel de ceux-ci.

Une conviction libérale

Pour la médecine de ville, on va

allouger la liste ded maladies rem-boursées à 100 %, mais on va supprimer la « ving-sixième » maladie. Cette substitution d'un système «fermé» au système «ouvert» actuel, économique à court terme, ne l'est peut-être pas à l'avenir : actuellement, l'âge même des bénéficiaires le moutre, la suppression du ticket modérateur » est plus durable pour les vingt-cinq maladies répertoriées que pour la «vingt-sixième» non précisée. La réduction du remboursement de certains médicaments pour les bénéficiaires de ces exonérations n'en réduira pas nécessairement la consommation : le relèvement du «ticket modérateur» pour mille deux cent quatre-vingts médicaments, en 1982, n'a pas modifié les ordonnances.

En fait, pour l'hôpital comme pour la médecine libérale, on a choisi d'agir sur le consommateur et non sur le prescripteur de soins, sur la demande et non sur l'offre. Cette politique n'est pas nouvelle, elle a été celle de presque tous les gonver-nements, y compris de gauche, depuis des sunées. Au point que certaines des mesures proposées aujourd'hai avaient déjà été envisaadjuste has avaitant usea etc envisa-gées auparavant: le relèvement du seuil d'exonération à l'hôpital par M. Bérégovoy, en mars 1983, et, on le sait moins, la suppression du rem-boursement intégral des médicaments dits « de confort » par M= Dufoix, en 1985...

Agir sur «l'offre de soins» est en effet beaucoup plus difficile : l'entreprise se heurte aux résistances

des établissements et aux intérêts de multiples catégories professionnelles: elle n'n souvent son plein effet qu'à terme: si l'on peut, par exemple, «fermer» des lits d'hôpital (on ne pas en ouvrir), on ne peut interdire à des médecins libéraux déjà installés de faire leur métier. Elle demande donc une continuité et une durée dont disposent rarement les gouvernements.

Cette fois-ci, deux autres éléments ont renforcé le choix. D'abord la difficulté de demander aux médecins - clientèle électorale traditionnelle de la droite - un effort en matière d'actes et de prescriptions, alors qu'on leur a déjà refusé une bausse des honoraires. D'autre part, la conviction libérale, aujourd'hui communément admise, que sur le «marché» de la santé comme ailleurs, une hausse des couts entraîne une réduction de la consommation: non seniement les usagers ferent moins facilement appel aux médecins, mais ils feront pression sur eux pour qu'ils réduisent leurs prescrip-

Une ananiyse assez discutable, la relation médecin-malade ne s'apparente qu'en partie à une relation consommateur-vendeur: l'« usager » peut choisir d'aller on non chez le médecin, mais il ne détermine pas le contenu de l'ordonnance ; il accepte d'êrre hospitalisé ou y résiste, mais il ne choisit en général ni le traitement

De nouvelles urgences

Il est sans doute utile de faire sentir anz assurés socianz que, selou la formule bien connue, si la santo o'a pas de prix, elle a un coût. Mais cela suffit-il ? Ne faut-il pas aussi juciter les médecins à surveiller les prescriptions et demander aux laboratoires pharmacentiques d'améliorer finformation des praticiens sur les médicaments, contrôler les coûts hospitaliers – et d'abord continuer l'effort entrepris pour en connaître les facteurs. - modifier la tarification des actes ?

Aux Etats-Unis, la faiblesse de la prise en charge publique des dépenses de santé n'a pas empêché celles-ci de croître fortement, entrainant l'assurance-maladie dans leur siliage. Dans ce pays, comme en Allemagne, c'est en agissant sur l'offre que l'on a pa infléchir l'évolotion. A ne jouer que sur la demande, on risque de ne pas modifier la courbe mais seulement d'en changer

Certaines de ces préoccupations ne sont pas absentes des réflexions de l'administration et du gouvernement, mais elles cèdent le pas pour l'instant devant d'autres urgences : ainsi le ministre de la santé paraît plus préoccupé de rétablir le secteur privé à l'hôpital que de contenir les

· .

. .

A Te

Nécessaire en raison du déficit prévisible de l'assurance-maladie en 1987 (15 milliards de francs pour le régime général selon les comptes de juillet dernier), mais renforcé par la volonté de réduire les prélèvements obligatoires - avec les pressions du ministre de l'économie en ce sens, - le plan gouvernemental reste incomplet. Faute d'agir sur les coûts, il se condamne à avoir peu d'effets durables, à n'être que le ánième plan d'économies, en attendant le suivant, an lieu du « plan de redressement » amoncé : ce n'est pas un plan d'économies, mais cela en a le goût et la couleur...

GUY HERZLICH.

(1) Alors que le vieillissement n'a en qu'un faible effet sur l'ensemble des

(2) Il ne s'agit pas d'une maladie précise, mais de cas où 80 F au moins par mois restent à la charge de l'assuré pendant six mois an moins

(3) Ce forfait, fixé à 20 F per jour n 1983 à sa création, est de 23 F cn 1986.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Veure Elicquet

La société Veuve Clicquot confirme qu'elle est informée d'un projet d'offre publique d'échange en provenance de la société Louis Vuitton.

Catte proposition sera présentée avec hierveillance par le président compte team d'une majorité d'expects positifs dans l'opération envisagée.

Le conseil d'administration de Veuve Clioquot se réunira et exprimera son avia dans les délais et en conformité avec les dispositions prévues par les autorités habilitées.

هكذامن الأجهل

ETRANGER

Sommet à Moscou des pays du COMECON

Le pétrole et les technologies de pointe à l'ordre du jour

Le sommet du COMECON, l'association économique des pays communistes (1), qui s'est ouvert, lundi 10 oovembre, à Moscou, devrait être domioé par la questino du pétrole. Un système rigide, un peu assonpli ces dernières années, a longtemps maintenn soo prix au-dessus des cours mondiaux. Il est maintenant très supérieur à ces derniers. Les Soviétiques admettent qu'il faut procéder à des corrections, mais exigeot en contrepartie une amélioration de la qualité des produits manufactures qu'ils recoiveot des « pays frères ».

Ces thèmes ne sont pas nouveaux. Ils figuraient déjà à l'ordre du jour du précédeot sommet tenu à Moscoo en décembre 1985. Les problèmes sont cependant devenus plus aigus en raison de l'effondrement des cours pétroliers sur le marché international et de la

volonté de M. Gorbatchev de faire progresser « qualitativement » l'economie soviétique. Il lui fant pour cela obtenir des machines-outils, des robots industriels et des équipements électroniques plus nombreux et plus fiables de la part des quelques pays de l'Est (RDA, Bulgarie notamment) qui en produiseot.

Tout se tient en effet. La baisse des prix mondiaux du pétrole a fait chuter les rentrées soviétiques de devises. L'URSS a été nbligée, au nom d'une orthodoxie financière qu'elle respecte scrupuleusement, de limiter ses importations de technologie occidentale. Le combat mené par les Américains au sein dn COCOM, l'organisme occidental chargé de contrôler les exportations de produits technologiques « sensibles », a également joué son

rôle. Les pays socialistes les plus développés sont donc invités encore plus fermement que par le passé à orienter plus efficacement leurs secteurs de pointe vers l'approvisionnement de l'Union soviétique.

La quarante-deuxième session du COME-CON du 3 an 5 novembre, an niveau des chess de gouvernement, avait déblayé le terrain. L'énergie, y compris les problèmes de sécurité, et les centrales nucléaires avaient été en vedette. M. Ryikov, le président du conseil des ministres soviétiques, avait assez brutalement déploré la mauvaise qualité des produits manufacturés livrés par leurs partenaires.

(t) Bulgarie, Cuba, Hongrie, Mongolie, Pologne, RDA, Roumanie, Tchécoslovaquie, URSS et Viet-

Donner aux industriels soviétiques l'envie d'exporter

MOSCOU

de notre correspondant

M. Vladimir Kamentsev, no Opparatchik âgé de cinquante-huit ans, qui a fait presque toute sa carrière dans le secteur de la pèche, a été nommé, lundi 10 novembre, à la tête d'un nouvel organisme chargé d'une profonde réforme du commerce extérieur soviétique. La création de la «Commission d'Etat pour l'économie extérieure », qu'il dirige désormais et qui coiffe l'ensemble des relations économiques avec l'étranger, avait été annoncée le 24 septembre par la Pravda (le Monde du 25 septembre). M. Kamentsev cumule ces fonctions avec celles de vice-président du conseil des ministres, qu'il exerce

depuis le la septembre. Le sens de la réforme, qui entrera en vigueur an le janvier 1987, a été expliqué avec une franchise inhabituelle à plusieurs diplomates occidentaux en poste à Moscou. Le but principal est de « donner le sens de l'exportation > aux chefs d'entreprise soviétiques.

Aux Etats-Unis Le libéralisme en perte de vitesse

La voienté du « moins d'État » dafundun vurbalament par M. Reagan séduit de moins en moins les Américains auxmêmes. Un sondage Gallup publié par Nawsweek (daté 7 novembre) le montre.

A la question : «Laquelle de ces affirmations s'approche le plus de ce que vous pensez du pouvoir du gouvernement ? », les Américains na sont plus que 28 % (contre 38 % en 1978, comme en 1982), à estimer que « le gouvernement fédéral a trop de pouvoir», tandis qu'ils sont sormais 41 % (contre 30 % en 1982) à penser que « le gouver-nement fédéral devrait utiliser ses pouvoirs plus vigoureusement ». 24 % jugeant équilibrés les pouvoirs actuels.

Il s'agit d'un bouleversement des mentalités. Le commerce extérieur soviétique a, en effet, essentiellement un caractère « résiduel ». On produit pour satisfaire aux besoins da pays et on exporte ce qui reste.

Pour susciter ce changement, la réforme prévoit d'accorder progressivement aux chefs d'entreprises la gestion des devises qu'ils auront gagnées sur les marchés étrangers. L'exemple suivant a été proposé aux diplomates occidentaux : la firme automobile Lada pourra ouvrir un compte en devises à la Banque soviétique du commerce extérieur. Celuici sera approvisionné par les ventes de Lada à l'étranger. La firme pourra ainsi acheter directement aux pays occidentaux les équipements dont elle estime avoir besoin. Mais le compte ne pourra jamais être déficitaire.

Un rouble convertible?

Le décret publié le 24 septembre par la *Pravda* indique que soixante-dix entreprises et vingt ministères techniques on agences gouvernemeotales sont toochés par la réforme. La liste n'en est pas don-née. Les explications fournies aux diplomates occidentaux permettent d'y voir plus clair.

Seules les entreprises fabriquant des objets manufacturés - voitures, montres, appareils électriques sont concernées. Les produits bruts (pétrole, gaz, coton, céréales) sont hors du champ de la réforme.

Cette précision est fondamentale. Le pétrole et le gaz représentent à eux seuls plus de 80 % de la valeur des exportations soviétiques. Dans l'autre sens, les importations de céréales des Etats-Unis, du Canada, de la CEE (surtout de France) et d'Argentine constituent un poste considérable. Tous ces flux, de loin les plus importants, restent gérés par le ministère du commerce extérieur qui dispose pour ce faire d'une multitude de centrales spécialisées d'import-export.

La réforme ue porte donc que sur une part marginale du com

extérieur soviétique, celle précisément que M. Gorbatchev et l'équipe au pouvoir depuis mars 1985 entendent developper. Une des conséquences en sera sans doute que, dans les deux ans qui viennent, les Soviébien manufacturés en Occident. Il faudra, en effet, que les entreprises concernées par la réforme constituent leurs propres fonds en devises avant de pouvoir passer des commandes à l'extérieur. Cette tendance était d'ailleurs perceptible depuis plusieurs mois. La France est un des pays les plus touchés par ce mouvement. An total, ses exportations vers l'URSS ont chuté de 42 % au cours des huit premiers mois de 1986 par rapport à la période correspondante

Certains secteurs sont cependant protégés. Il semble ainsi que les commandes passées aux pays occi-dentaux pour le matériel d'exploration et d'extraction pétrolière soient prioritaires. Pour le reste, il faut s'attendre à un dégraissage des importations soviétiques et à une politique d'exportation plus agres-sive dans quelques domaines tels que l'industrie automobile. l'horiogerie, les constructions navales, les machines agricoles

Cette « autonomie de gestion des devises gagnées à l'exportation -sous la houlette de la commission nouvellement créée implique évi-

demment une diminution du rôle du ministère do commerce extérieur. Selon une rumeur invérifiable, les effectifs de ce dernier seraient réduits de 30 %. Une autre rumeur qui a sa source dans les milieux bancaires finlandais

évoque on projet beauconp plus considérable : il s'agirait de créer un rouble convertible pour les opéra-tions avec l'Occident. Cette expression do « rouble convertible » existe déjà, mais elle est trompeuse puisqu'elle désigne seulement les mouvements d'écritures comptables par lesquels s'effectue le commerce à l'intérieur dn Comecon. Selon les banquiers finlandais, certains responsables soviétiques envisageraient de créer une véritable monnaie convertible distincte bien sûr do rou-ble en usage en URSS, laquelle serait cotée par rapport aux devises occidentales. Elle servirait aux transactions des entreprises soviétiques dont ou veut développer le sens de l'exportation.

Beaucoup d'idées sont agitées actuellement dans l'« establishment » du commerce extérieor soviétique, et la création, cet été, d'une direction des questions écono-miques internationales an sein du ministère des affaires étrangères contribue à cette effervescence. Il reste à savoir combien parmi ces projets seront retenus.

DOMINIQUE DHOMBRES.

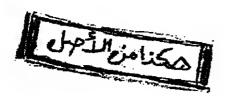
(Publicité) OPPORTUNITÉ D'AFFAIRES

Société 1° ordre, leader domaine commercial, recherchant extension activité créneau porteur.

NOUS: Société suisse, référence 1° ordre, high tech, gamme et concept marketing innova-teurs domaine sécurité (privé + comm.). Produits exclusifs et brevetés.

ENSEMBLE: Sous marque 3S ou votre marque, prise importante part du marché sécurité cou-

> 3S SA GENÈVE, Ch. Industriel, CH – 1261 Chavannes-de-Bogis. Tel.: 022/76-52-25 (M. P. Keller) **EXPOSITION: EUROPROTECTION,** Paris-Le Bourget, Stand nº H 46



Economie

S'opposant aux mesures de libéralisation de l'acier

Les sidérurgistes européens veulent élaborer un nouveau plan de réduction des capacités de production

de notre correspondant [...

Eurofer, l'organisation profession-nelle qui rassemble les principaux groupes sidérurgiques de la Commu-nauté se déclare, dans un mémorandum adressé à la Commission européenne, prête à procéder à une nouvelle réduction de 11,9 millions de tonnes des capacités de produc-tion des laminés à chaud d'ici à la fin 1989. En contrepartie de cette réduction supplémentaire qui signi-fiera bien sur la fermeture de nou-veaux sites Eurofer demande aux pouvoirs publics de prendre en charge à 100 % les coûts sociaux de l'opération, et surtout de bloquer pour trois ans le processus de libéra-lisation du marché. Les ministres de l'industrie des Douze discuteront des propositions de l'organisation lors de leur prochaine réunion le 18 décembre à Bruxelles.

· ·= =.

La sidérurgie européenne vit depuis octobre 1980 sous le régime de l'aétat de crise manifeste» (arti-cle 58 da traité de la CECA) qui prévoit le contingentement obligatoire de 85 % de la production de laminés à chaud. Afin d'empêcher la guerre des prix que ne manquerait pas de susciter l'excès de capacité de production par rapport à une demande en déclin, des quotas sont attribués à chaque entreprise. Mis ainsi à l'abri du risque de concurrence « sauvage », les industriels ont procédé depuis lors, sous les aus-pices de la Commission et des pou-voirs publics nationaux, à une réduction de 32 millions de tounes de leur capacité de production (1).

Celle-ci s'est accompagnée d'une modernisation des équipements, si bien que la Communanté dispose aujourd'hui d'une sidérurgie performante. Malheureusement, la installations existantes sont encore trop nombreuses par rapport aux besoins, ce qui pèse sur les rentabi-lités. La Commission a évalué à 20 millions de tonnes l'excédent de capacité de production, mais elle considère que l'ajustement entre l'offre et la demande doit désormais principalement s'opérer par le jeu du marché. Dans cet esprit; 20 % de la production sous quotas ont été

libérés le 1 = janvier 1986 et la Comrer quatre nouveaux produits an 1" janvier 1987: les tôles galvani-sées, le fil machine, les profilés légezs (petites poutrelles) et les

Suppression

Le conseil des ministres a déjà décidé qu'en tout état de cause les primés au 31 décembre 1987. Les petits producteurs sont plutôt favo-rables à ce scénario, qui laisse jouer la concurrence. Les producteurs intégrés, qui apparenment le redoutent, y sont opposés et, pour limiter la production, proposent donc de

Mais leurs propositions, ontre le gences dont on peut deviner qu'elles seront inacceptables pour les pou-voirs publics tant européens que nationaux, demeurent peu précises. « Nous allons étudier, d'ici à l'été 1987, comment procéder et, de vôtre côté, gelez votre programme de libé-ralisation du marché », explique, en substance, Eurofer à la Commission et au conseil; des ministres de l'industrie. Il n'était évidemment pas possible à ce stade, pour les industriels, de décrire dans le détail les modalités de l'opération d'autochirurgie qu'ils se proposent de met-tre en œuvre. Mais la Commission, de son côté, ne pourra sans doute pas ignorer que reculer les libéralisations du marché freine la restructuration en continuant à figer les situations acquises. Pour ne pas alourdir la pression, elle pourrait donc maintenir, an moins pour doux produits, sa proposition d'élimination immé-diate des quotas. Le dialogue à trois — Commission, Etats membres et l'assainissement de la sidérurgie communantaire, ne fait que débuter.

PHILIPPE LEMATTRE.

MARCHÉS FINANCIERS

NEW-YORK, 10 novembre 1 Wall Street : légère hausse

Les analystes ont attribué la ner

	Series and series and series			
	Boolog	52.5/8	- 52 5/8	1
	Bosing Chase Mischarton Back	36	26	u
	Came benchmark new	===	88 3/8	
	Dis Post de Mantours	56 .	99 3/6 1	
	Easteren Kodek	58 62 3/4	62 1/4	1
1		69	69 1/4	П
	Econ	00		
	Ford	58 1/8	167	ı
	General Bectric	78	78 1/4 1	П
	Contract Course			ш
	General Motors	72.1/2	72 1/8	
- 1	Crystage	48	473/4	1
٠. أ	Goodyeer	121 3/8	123 1/4	
•	LILLE	121 0/0		П
	1.T.T.	533/4	54 1/8	U
	14-14 /16	38 7/8	38 1/8	١.
	Mobil Cit	52 1/8	62	
	TUE	42 1/0	1 25 4 20 1	
	Schlumberger	.335/8	33 1/2	Ł
	Terror	35 1/4	36 1/2	Ĺ
	Timaco U.A.L. Inc. Union Carbida	59 7/8	59 5/8	ı
	UAL ME	34//0		ı
	Union Carbida	23 1/4	23 1/8	
	USX X	23 3/4	23 5/8	
	north	25 -7	67 5/8	١.
	Westinghouse	68		Г
	Xerox Corp.	573/4	683/8	ı
	the second second			ı

ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION

Direction de la recherche et de la formation permanente **SEMINAIRES 1986/1987**

ADMINISTRATION ET POLITIQUE

Jean-François EFSLER
Un jeudi sur deux de 13 h à 14 h 30 LE PERSONNEL DE DIRECTION DES MINISTÈRES

Danièle LOCHAK LES RELATIONS DES ADMINISTRÉS ET DE L'ADMINISTRATION

Herbert MAISL et Celine WIERER Un jeudi sur deux de 11 h 30 à 13 h 30 DÉONTOLOGIE DE L'ADMINISTRATION Serge SALON Un hindi sur deux de 13 h à 14 h 30

SÉLECTION ET FORMATION DES HAUTS FONCTIONNAIRES TERRITORIAUX
ORIGINAL SCHEMEN

VIE QUOTIDIENNE DANS L'ADMINISTRATION AU XX. SIÈCLE : LES FEMMES GEY THUILLIER

Pour tous renseignements et inscriptions, téléphonez à : ENA – Direction de la recherche 115, rue du Bac, 75007 PARIS Tél.: (1) 42-22-54-59

SIEMENS

INFORMATIQUE:

Siemens réalise les plans d'urbanisation, de réseaux, et de cadastre de votre ville.

L'administration d'une ville comme TOULON, avec plus de 200.000 habitants, demande énormément d'expérience dans les domaines de l'urbanisme et de l'économie sociale. Les décisions prises par le Maire ont une répercussion directe sur l'avenir immédiat, l'environnement et le style de vie des habitants.

Le Conseil Municipal de Toulon dispose d'un outil capital pour l'assister dans le processus de décision : un ordinateur système SIEMENS 7.500 avec progiciel SICAD (Siemens Interactive Computer Aided Design). Le système 7.500 et SICAD autorisent le traitement et le stockage quasiment 1,3 milliard de F d'achats à des illimité des plans et des schémas

sous un volume réduit. Siemens a mis au point une série de modules spécifiques destinés aux spécialistes (géomètres, urbanistes, ingénieurs et techniciens des municipalités, cartographes...), qui ne nécessitent pas de connaissances en informatique. Siemens, premier constructeur européen en informatique, dispose d'une gamme de progiciels adaptés aux différents secteurs d'activités publics et privés.

Siemens en France: 3.000 personnes 20 agences - 3 usines - 2,2 milliards de F de CA dont 16 % à l'export firmes françaises.





Siemens, l'électronique au quotidien.

Le Monde

ÉTRANGER

- 3 L'accord de onze pays de la CEE sur des sanctions limitées contre la Syrie.
- 4 Point de vue : « Botha-Gorbatchev... mēme combat », par Joseph Rovan. 5 M. Chevardnadze confirme le durcissement de l'ettitude soviétique face à Washington.

POLITIQUE

6 La discussion budgétaire à

DÉBATS

2 La code de le nationalité.

SOCIÉTÉ

- 7 Trois attentats signés Action
- La pollution du Rhin. - Religions : l'épiscopat eméri-

- 9 Down by lew, un film da Jim
- Grüss et le cirque de Moscou. 10 Le retour de Vieira da Silva. - Digressions, par Sernard
- 12 Communication : un entretien avec le directeur de la SFP.

ÉCONOMIE

- 14 Le plan de M. Séguin pour
- du COMECON. 15 Les sidérurgistes européans veulent élaborer un nouveau plan de réduction des capa-

cités de production.

mmet à Moscou des pays

Carnet
Météorologie
1
Mots croisés
Loto sportif
Programmes des spectacles

SERVICES

La libération de deux des otages français au Liban

Le communiqué de l'Organisation de la justice révolutionnaire : « A la suite des engagements du gouvernement français... »

Dans la cepitele libanaise, l'ettente a été longue, toute la muit de lundi à mardi. Peu evant minuit, l'Organisation de la justice révolu-tinnnaire (OJR) avait affirmé qu'elle avait remis en liberté deux des trois otages français en sa possession. Dans un appel téléphonique an quotidien iodépendant An Nahar, un interlocuteur assurant parler an nom de l'OJR avait précisé que les deux hommes avaient été relâchés à 19 h 30 locales à Ramletel-Baïda, sur le front de mer, dans la partie ouest (musulmane) de Bey-routh et que des indications leur avaient été données sur la route à suivre pour parvenir à l'hôtel Beauri-

A aucun moment, l'interlocuteur n'e fourni l'identité des deux otages ; il s'agit de M. Camille Sontag (âgé de quatre-vingt-cinq ans, enlevé le 7 mai dernier à Beyrouth-Ouest) et

MM. Sontag et Coudari

MM. Mercel Couderi at Camille Sontag — qui ont été libérés ce mardi — étaient les moins connus des otages fran-çais retenus au Liban. Ni diplomates ni journalistes, ils rési-daiant à Beyrnuth pour des raisons strictement personnelles. M. Coudari, Installé eu Liban depuis plusieurs ennées, aurait été enievé à Beyrouth-Ouest, le 27 février dernier, dens des cir-constances encore très mal définies. Son rapt a été revendique le 24 septembre par l'Organisation de la justica révolutionnelre (OJR), en même temps que celui d'un ressortissant américain. L'OJR avait alors accuse M. Coudari d'être « un agent des services de renseignements fran-

M. Camille Sontag (quatrevingt-cinq ans) e été capturé le 7 mei darniar, égalament à Beyrouth-Ouest, sur le front de mer, alors qu'il se rendait avec sa femme aux PTT pour régler ses factures dans la perspective d'un dépert définitif du Liban. Originaire d'Alsace, venu au Liban comme officier à l'époque du mendat français (avant 1943), M. Sontag y était demeuré comme délégué de Citroën et de Peugeot, s'y était mané et v avait pris sa retraite en 1970. Seule la vague d'enli vements de ressortiesants occi-dentaux l'avait finalement décidé de M. Marcel Coudari (cinquante-quatre ans, dont la disparition an Liban avait été signalée en février 1986). Depuis le 8 mars, l'OJR affirmait détenir trois Français: M. Coudari et deux membres d'une équipe d'Anteane 2, MM. Aurel Cornéa (cinquante-quatre ans) et Jean-Louis Normandin (trentequatre aos). L'eolèvement de Camille Sontag — qui aurait des ori-gines purement crapuleuses — a été revendiqué par un mystérieux grou-puscule, les Forces unifiées de la jus-

listes présents à l'hôtel Beaurivage, à quelque trois ceots mêtres de Ramlet-al-Baïda, ont attendn en vain toute la soirée et toute la ouit. Quelques heures plus tôt, en milieu d'après-midi lundi, l'OJR, dans un premier communiqué, avait pourtant dejà annoncé que les otages seraient relâchés à proximité de cet hôtel qui sert de siège aux observatures de la les communiques de la le teurs syriens à Beyrouth. L'hypo-thèse la plus probable est que les otages ont été soit immédiatement transférés à Damas, soit pris en charge par des militaires syriens avant d'être convoyés mardi vers la capital syrieme capital syrieme.

Dans son communiqué. POJR Liban, M. Christian Graeff, «un représentant personnel» du président syrien Hafez El Assad et an délégué de la Croix-Rouge libanaise à venir accueillir les otages à l'hôtel Beanrivage. En début de soirée, M. Guy Letrange, deuxième secré-taire de l'ambassade de France, arrivait an Beaurivage evec une escorte de quatre voitures blindées venues routh, M. Graeff se scrait lui eussi rendo dans ce secteur, mais enrait attendu dans les locaux de l'annexe de l'ambassade de Fraces à Beyrouth-Ouest.

Avant Londres

De façon mystérieuse, l'OJR otages « avait lieu à la suite des ments du gouvernement franengagements au gouvernement fran-çais ». « Nous espérons, poursuivait le communique, que la France ne se dédira pas de ses promesses, car nous serions dans l'obligation d'agir d'une manière connue des dirigeants français. En outre, nous n'acceptetout ami ou personne sincère. » Le communiqué s'achevait par un appel à la « victoire des opprimés ».

faute d'otages. MM. Graeff et Letrange quittaient le secteur du Beaurivage, cependant qu'à Damas comme à Beyrouth

manifester, des landi matin, au moment où s'ouvrait à Londres la réunion des douze ministres des affaires étrangères de la Commu-nanté enropéenne devant décider des sanctions à prendre à l'encontre de la Syrie à la suite de l'affaire Hindawi. Elle annonçait la libéra-tion « dans les prochaines quarante-huit heures de certains » des otages huit heures de certains » des otages français « pour prouver sa bonne foi et inciter les peuples européens à faire pression sur leurs gouvernements ». En somme, le message paraissait directement adressé à la réunion de Londres. Le communiqué, transmis à une agence de presse occidentale à Beyrouth, précisait que ces libérations intervenaient après « les promesses du gouverneaprès « les promesses du gouverne-ment français concernant nos exi-

ment français concernant nos exi-gences qu'il connaît bien et qui ont été discutées précèdemment avec les Algériens ». Elles font suite égale-ment à l'« intervention française auprès du président » (Hafez El Assad, le chef de l'Etat syrien), poursuivait l'OJR, ajoutant : « Nous demandons à tous les pays euro-péens, notamment au souvernement péens, notamment au gouvernement français, d'abandonner leurs projets olonialistes dans la région, en par-

colonialistes dans la région, en par-ticulier au Liban. "
L'OIR s'était fait connaître pour la première fois le 14 mars dernier en revendiquant l'enlèvement, inter-venu six jours plus tôt, des quatre membres d'une équipe d'Antenne 2; deux d'entre eux, Philippe Rochot et Georges Hansen, sevaient été libérés, préciéément eux alentours du Resuprécisément eux alentours du Beau-rivage, le 21 juin dernier.

Son communiqué de lundi laisse entendre que la libération d'otages français intervient en quelque sorte comme une « récompense » pour la manière dont Paris a fait valoir, ces dernières semaines, qo'il serait erroné, de la part des Européens, de rompre evec la Syrie ou de mettre en quarantaine ce pays qui joue un rôle clé ao Proche-Orient. Ces der-niers jours, d'autre part, à en croire des informations concordantes, les Syriens auraient multiplié les pres-sions sur les Iraniens dans an but hen précie : obtenir des disinguents bien précis : obtenir des dirigeants de la République islamique qu'ils usent de leur influence auprès des ravisseurs des otages afin de faciliter la libération de certains d'entre eux an moment de la réunion des Douze

Reste à savoir si les libérations de mardi sont de bon augure pour les Outre MM. Cornéa et Normandin que retient encore POJR, le groupe Djihad islamique a revendiqoé

aucun responsable syrien ne livrait l'enlèvement de quatre autres Fran-le moindre commentaire. cais : les diplomates Marcel Carton L'OJR avait commencé à se et Marcel Fontaine (enleves le et Marcel Fontaine (enlevés le 22 mars 1985), le journaliste JeanPaul Kanffmann et le sociologne Michel Scurat (dont l'a éxécution » a été annoncée depuis), capturés le 22 mai de l'au passé. Pour autant qu'on puisse savoir, le Djihad se situerait dans une mouvance plus proche de l'Iran que l'OJR et Paris compte sur la normalisation de ses relations avec Téhéran pour faciliter la libération de ces otages. Il y a la libération de ces otages. Il y a peut-être ici an signal encoura-geant : Téhéran serait enfin d'accord pour signer rapidement l'eccord paraphé fin octobre entre experts iraniens et français et prévoyant le remboursement par la France de 330 millions de dollars an titre d'an prêt consenti par l'Iran au Commis

sariat à l'énergie atomique (CEA)

Un arbitrage du premier ministre

Prisons privées: 15 000 places M. Chalandon en avait demandé 25 000

M. Albin Chalandon souhaitait M. Albin Chalandon Solimitati immédiatement vingt-cinq mille places de prisons privées: il o aura droit, dans un premier temps, qu'à quinze mille. La décision de réduire les ambitions du garde des secanx a été prise, landi 10 novembre, au cours d'un comité interministériel auquel participaient notamment MM. Jacques Chirac et Edouard Balladur.

Le garde des sceaux, qui assistait ini aussi à cette réunion, estime néanmoins avoir obtenu satisfaction sur l'essentiel : son projet a obtenn le fea vert du premier ministre et du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, alors qu'il était combattu par M. Alain Juppé. Le ministre chargé du budget était opposé, pour des raisons de coût, au plan de privatisation.

Les dix mille autres places de pri-sons privées que souhaitait obtenir

M. Chalandon lui seront accord dans dix-huit mois, espéra-t-on à la chancellerie, me fois tirés les ensei-gnements de la mise en route de la première tranche.

Sur un entre point, M. Chalandon devra modérer ses ambitions. Le garde des scesux souhaitait lancer un plan de cinq aus de modernisa-tion de la justice, sous forme d'une loi-programme telle qu'il en existe pour la défense et la police. Une telle les oblige l'Etat à respecter les engagements financiers fixés an moment où elle est votée.

M. Belladur s'est opposé à ce régime de faveur pour la justice. Le plan pluriannel » de M. Chalandon o'aura pas un caractère finan-cier contraignant, explique-t-on à la chancellerie, mais simplement valeur d'engagement moral ».

BERTRAND LE GENDRE.

Après leur échec aux élections législatives

Le pari alsacien des Verts

Les écologistes alsaciens ont gagné, et les élus out pris leur revan-che. Telles sont les deux principales conclusions de l'assemblée générale annuelle des Verts, qui s'est dérou-lée à la fin de la semaine dernière à Paris (le Monde des 8 et 11 novembre). Les délégués, représentant les quelque onze cents adhérents du mouvement, ont désavoué leurs quatre porte-perole sortaots (MM. Didier Anger, Jean Brière, Yves Cochet et Gny Marimot) en rejetant le texte d'orientation d'ouverture à d'autres partis, en parcontre 196, les participants à ce «congrès» ont adopté le texte «fondamentaliste» présenté principalement par les élus alsaciens et les

sentants de la région Rhône-Les Verts se sont donné quatre nouveaux porte-parole, sorte de «direction politique» do mouve-ment : M= Andrée Buchmann et M. Antoine Waechter, tous deux conseillers régionaux d'Alsace, M. Michel Delore, ancien secrétaire national (Rhône-Alpes) et François Berthoud, nouveau venu au collège exécutif (Basse-Normandie). Si M. Brière (Rhône-Alpes) ue fait direction exécutive des Verts, M. Cochet (Brotagne) est désor-mais chargé des actions écologistes,

M. Anger est délégué aux élections et M. Marimot, secrétaire national. Enfio, Mas Solaoge Fernex (Alsace) fait son retour an collège exécutif en prenant en main les

Verts européc Aurès l'échec des dernières élections législatives (1,2% des suf-frages) et le refus de «mariage» de l'écologie, les Verts se lancent dans un véritable pari alsacien dans lequel les élus locaux et le travail de terrain environnementaliste sont privilégiés. Ils se donnent jusqu'à la mijuin 1987 pour désigner lear candidat à l'élection présidentielle, procédure dans laquelle M. Antoine Waechter semble le mieux placé.

Ce dernier, qui affirme n'avoir pas soutenn « une motion de fermeture» du mouvement, participera à un colloque (1), ainsi que M. Michel Carré, délégué aux élu (e) s écologistes (Ile-de-France), consacré à la «Décentralisation, aux communes et à la vie locale», organist, notamment, par M. Pierre Banby, porte-parole du Parti pour une aiternative communiste (PAC).

(1) Colloque de l'association d'étude ques (AERIP), vendredi 14 et samedi 15 novembre, à partir de 14 heures, 69, ter, rue de la Chapelle, 75018 Paris.

A l'Ecole des hautes études en sciences sociales

Les prisons républicaines de M. Badinter

. Name of the

and American in the Principles

2-8-20 ---

4 u Anniert inner

All the Notice of the

113. oz. 1 14.

24 B 0 0.

Section Sections

Section 19 10 to 1

7

And Annual Control

* i-u-,

- e ·

There is the a

1 de

1 may 1 m

e de la companya de l

Se Ser Line

. . .

Water to the second

to Mark to the same of

And the second

ء ۽ واڻ The second of

3 2

15 mg

A 440

4 'd

A 16 16

M. Robert Badimer redevient professeur. Il animera dans quelques jours, et pour un an, un séminaire de recherche consacré aux a prisona républifermé, n'accueillers qu'une vingtelne de personneo dont M. Jean Fevard, ancien conseiller technique de M. Badinter à la hancellerie, chargé des problemes pénitentia

Les « prisons républicaines » de l'ancien garde des scenux sont celles d'autrefois. La période choisie est celle qui va des landemains de la Commune de Paris (1872) à 1914.

M. Bedinter voit dans cette période de grande stabilité politique un terrain idéal de recherche sur un sujet qui kui tient, avait parlé avec Michel Foucault deux de diriger un séminaire commun sur le phénomène carcerst. Puis M. Badinter avait été nommé garde des sceaux....

Faute de « compensations ». la France pourrait réduire ses achats de gaz norvégien

M™ Brundtland, premier ministre cais pour signer, le dossier apparaît donc dans l'impasse. Toutefois, les la chirac pour lui confirmer que autorités françaises semblent sur le norvégica, e écrit, le 7 novembre, à M. Chirac pour hii confirmer que des achats de gaz norvégien par la France ne peuvent faire l'objet de compensation. Elle estime que les autres clients (RFA, Belgique et Pays-Bas) sont en droit d'attendre une égalité de traitement qui rend la demande française impossible. En revanche, M Brundtland affirme que la signature par la France du contrat scrait suivie « naturellement » par un élargissement des coopérations industrielles et culturelles; les possibilités étant « considérables » dans les domaines technologiques, scientifiques, ainsi que dans les matériels militaires.

Ce « contrat du siècle » gazier, conclo fin mai evec la Norvège par un consortium européen, dont Gaz de France, a été bloqué par le gou-vernement français, qui fait valoir qu'il va creuser le déficit commercial de l'Hexagone vis-à-vis de la Norvège, déjà lourd de 10 milliards de francs en 1985. Paris réclame des «compensations» sous forme de contrats pour les entreprises fran-

Oslo ayeot doooé josqo'en 15 novembre eu gouvernement fran-

• Le GATT refuse de se prononcer sur l'embargo américain contre le Nicaragua. — Sans clas-ser définitivement l'affaire, le conseil du GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) e refusé de se prononcer sur le fond du litiga opposant le Nicaragua eux Etats-Unis, déboutant virtuellement Managua de l'action engagée contre l'embargo commercial décrété à son encontre par les Etats-Unis, en mai 1984 point de trouver une solution qui consisterait à o'accorder leur aval que pour la moitié environ du gaz prévu (4 milliards de mètres cubes par an, an licu de 8). Comme Paris sait que, côté norvégien, la rentabi-lité des investissements dépend beaucoup des quantités enlevées par la France, le gouvernement français scrait ainsi en position de force pour négocier les conditions d'achat de 4 milliards de mètres cubes supplémentaires avec, cette fois-ci, les « compensations » voulues.

Les syndicats ouest-allemands contraints de racheter leur empire immobilier

Sous la pression des banques, la Confédération des syndicats ouestallemands (DGB) e accepté, le 10 novembre à Francfort, de racheter la Neue Heimat, son ancien empire immobilier, criblé de dettes (17 milliards de deutschemarks), qu'elle avait cédé le le octobre, pour an mark symbolique, à un industriel de Berlin-Ouest, M. Horst Schiesser, propriétaire d'une boulangerie industrielle. Les quinze principales banques créancières de la Neue Heimat ont repoussé le plan proposé par M. Schiesser, estimant qu'il o'était pas en mesure de sauver l'entreprise. Du coup, les syndicats ont décidé de la racheter par l'intermédiaire de leur holding BGAG. Celle-ci s'engage à soutenir la Neue Heimat et à trouver une solution satisfai-

Grève à la SNCF Des perturbations limitées les 12 et 13 novembre

Des perturbations, « très limitées » selon la direction, auront lieu à la SNCF mercredi 12 et jeudi 13 novembre, principalement sur les lignes de la banlieue parisienne, en raison d'une grève des conducteurs autonomes (FGAAC) qui demandent notamment l'abandon du projet de nouvelle grille salariale. La CFDT s également déposé no préavis de grève pour la même période de mercredi 6 heures à vendredi 6 heures. Quant au préavis de la CGT, il va de mercredi 20 heures à vendredi 8 heures.

La direction de la SNCF e indi-La direction de la SNCF e indi-qué que les conséquences du mouve-ment devaient être circonscrites au trafic de la banlieue parisienne et à la desserte régionale de quelques villes de province, le trafic étant nor-mal sur les TGV, les rapides et les express grandes lignes. Sur la ban-lieue parisienne – hormis Saint-Lazare et Montparnasse où le trafic sera normai - 60 % des trains scront

 Attentat contre une synagogue à Anvers. - La principale synagogue du centre d'Anvers a été l'objet, dans le nuit du lundi 10 au mardi 11 novembre, d'un attentat à le bombe. Cet attentat, dont la responsabilité n'a pas été immédiate ment revendiquée, n'a pas fait de victime mais e provoqué d'impor-tants dégâts matériels. Plusieurs vitraux de la synagogue ont volé en éclats. La porte d'entrée a été détruite, ce qui laisse supposer que la bombe avait été placée à l'extérieur.

A B C D E F G

Mille sept cents emplois supprimés aux Houillères de Lorraine en 1987

M. Joseph Bernard, directeur général des Houillères du bassin de Lorraine (HBL), e annoncé, le lundi 10 novembre, su cours d'un comité d'entreprise, la suppression de mille sept cents emplois en 1987. Ces suppressions se feront sans licenciements mais essentiellement par des retraites et des préretraites. M. Bernard, qui présentait aux syndicats l'état prévisionnel des recettes et des dépenses pour 1987, a indiqué que le niveau de production avait été fixé pour l'an prochain à 9,9 millions de tonnes (contra 9,45 en 1986), en raison des prix du doller et du baril de pétrole brut.

Protestant contre ces prévi-sions, les syndicats ont quitté le comité d'entreprise après trois quarts d'heure de réunion. La CGT d'un côté et l'intersyndicale CFDT-FO-CGC-CFTC de l'autre, ont appnié à manifester jeudi 13 novembre à Hombourg-Haut (Moselle).

. VOILE : Coupe Louis-Vuitton. — Naw-Zesland e pris, seul, la tête des éliminatoires entre lengers de la Coupe de l'Americe, an dominant nettement America-II, lundi 10 novembre à Fremantie, lors de la huitième journée du deuxième round Robin. De son côté. French Kiss n battu le voilier améri cain Eagle, pour prendre la sidème place du classement provisoire.

Le numéro du « Monde » daté 11 novembre 1986 a été tiré à 466 506 exemplaires

Deux disparitions

• Le compositeur canadien Serge Garant

qui devait diriger un concert ven-dredi au Festival: de Lille (le Monde du 9 navembre), prive le Canada d'une de ses plus grandes personnalités musicales; compositeur, chef d'orchestre, professeur et critique, il jouait un rôle dominant dans l'art contemporain. On disait volontiers qu'il était le « Boulez canadien » par son activité infatigable d'animateur à la tête de la Société de musique contemporaine du Québec depuis 1960, où il a révélé maintes partitions de ses amis et collègues, mais aussi par son œuvre considérable qui allie la

• La pianiste Lili Krans

Elle fut, jusqu'à la fin de sa vie, la grace même de la musique, interprète incomparable de Mozart, alliant l'esprit tchèque (par son père), l'ardeur hongroise (par sa mère) et la sensibilité viennoise de l'empire où elle était née, le 4 mars 1905, à Budapest. Entrée dès l'âge de huit ans à l'Académie de musique, Lili Kraus travaille avec Bartok et Kodaly, puis avec Stever-mann et Schnabel à Vienne, où, à vingt ans, elle est nommée professeur au Conservatoire. En 1930, elle ence une longue et brillante commence une longue et brillante carrière internationale; dès cette époque, ses récitals Mozart et Schubert, ses disques de sonates, avec Willy Boskowsky et Ezymon Goldberg, la rendent célèbre. Fuyant le passent elle s'installe à l'annulle à l'an nazisme, elle s'installe à Londres. En 1942, elle est faite prisonnière à Java par les Japonais et croupit pendant une année dans un effroyo-ble camp de concentration, avant d'être transfèrée dans un lieu

La mort brutale de Serge Garant, rigueur sérielle à un vroi lyrisme

Né à Québec le 22 septembre 1929, épris de jazz des l'enfance, il étudia le piano, l'harmonie et la composition (avec Claude Champagne) dans son pays, puis suivit à Paris, en 1951-1952, la classe d'analyse de Messiaen, et travailla le contrepoint avec Andrée Vaurabourg. Il était professeur d'analyse et de composition à l'université de Montréal depuis 1967. Ses œuvres ant été assez souvent données en France, notamment au Domaine musical et à Royan.

d'internement moins dur jusqu'en Elle s'était forgée dans l'épreuve un moral inébranlable et eut le courage de réapprendre à jouer avec des doigts qui avaient perdu toute sensibilité. Peu à peu, elle avait

repris ses tournées et retrouvait tout son prestige. On l'avait entendue plusieurs fois à Paris depuis la guerre. Ses qualités foncières, viva-cité, intelligence, imagination poéti-que, étaient couronnées par une maturité conquise qui faisait res-plendir l'intériorité des œuvres les pienair i interiorue aes œuvres ies plus limpides. Ses enregistrements de Mozart, Schubert, mais aussi de Haydn et Schumann, resteront des

Le Monde Infos-Spectacles sur Minite 36-15 + ISLM

